

Université de Montréal

Les guerres par procuration comme outil de défense régionale

Par

Nathaniel Soulard-Lesage

Études Internationales
Faculté des Arts et Sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade Maîtrise en science en Études Internationales Option Culture,
conflits et paix

Décembre 2022

© Nathaniel Soulard-Lesage, 2022

Université de Montréal

Faculté des arts et des sciences
Maîtrise en études internationales

Ce mémoire intitulé
Les guerres par procuration comme outil de défense régionale

Présenté par
Nathaniel Soulard-Lesage

A été évalué par un jury composé des personnes suivantes

Magdalena Dembinska
Présidente du jury

Theodore McLauchlin
Directeur de recherche

Lee J. M. Seymour
Membre du jury

Résumé

Dans les dernières années, on remarque un regain des guerres par procuration comme outil de compétition entre les États. Ces conflits sont généralement pensés comme une façon peu coûteuse d'intervenir et de compétitionner, permettent aux puissances de s'affronter sans assumer les coûts politiques, militaires et humains engendrés par une intervention dans un conflit. Toutefois, les guerres par procuration impliquent des désavantages importants pour le commanditaire. Les mandataires se révèlent généralement difficiles, voire impossibles, à contrôler ou à orienter vers des objectifs précis. De plus, les doctrines et la conduite militaire moderne font en sorte que les mandataires ont souvent des capacités insuffisantes pour réellement compétitionner.

L'objectif de ce mémoire est de comprendre pourquoi les États mènent des guerres par procuration, alors qu'à d'autres moments ils choisissent d'intervenir directement dans un conflit. Pour ce faire nous explorons le passage entre l'intervention indirecte puis directe de la Russie et de l'Iran dans 4 conflits régionaux afin de comprendre les motivations derrière chacune d'elles. Au travers de l'étude de ces cas, ce mémoire fera l'argument que les guerres par procuration servent davantage des objectifs défensifs pour le commanditaire, alors que les interventions directes servent davantage des objectifs offensifs.

Mots-clés : Iran, Russie, guerre, conflit, région, procuration, offensif, défensif

Abstract

In recent years, there has been a resurgence of proxy wars as a tool of competition between states. These conflicts describe as a low-paying way of intervening and competing allow powers to confront each other without assuming the political, military and human costs caused by intervention in a conflict. However, proxy wars involve significant disadvantages for the sponsor. Proxies are generally difficult, if not impossible, to control or steer toward specific goals. Additionally, modern military doctrines and conduct mean that proxies often have insufficient capabilities to truly compete.

The objective of this thesis is to understand why States wage wars by proxy, while other times they choose to intervene directly in a conflict. To do this, we explore the transition between the indirect then direct intervention of Russia and Iran in 4 regional conflicts in order to understand the motivations behind each of them. Through the study of these cases, this thesis will argue that proxy wars serve more defensive objectives for the sponsor, while direct interventions serve more offensive objectives.

Key words: Iran, Russia, war, conflict, region, proxy, offensive, defensive

Table des matières

Résumé.....	I
Abstract.....	II
Table des matières.....	III
Liste des sigles et des abréviations	IV
Remerciements.....	V
Introduction.....	6
Revue de littérature	9
Hypothèses.....	16
Méthodologie	20
Russie.....	25
Deuxième guerre d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie.....	25
La guerre par procuration.....	27
L'intervention indirecte.....	37
L'intervention directe.....	39
Conclusion	43
Guerre Russo-Ukrainienne de 2014.....	44
La guerre par procuration.....	46
L'intervention directe.....	53
L'intervention indirecte.....	56
Conclusion	65
Iran	66
La stratégie défensive régionale iranienne.....	66
Guerre civile syrienne	73
La guerre par procuration.....	75
L'intervention indirecte.....	83
L'intervention directe.....	86
Conclusion	88
Guerre civile yéménite.....	90
La guerre par procuration.....	92
L'intervention indirecte.....	100
L'intervention directe.....	103
Conclusion	104
Conclusion	107
Bibliographie.....	112

Liste des sigles et des abréviations

CCG : Conseil de coopération du Golfe

CEI : Communauté des États indépendants

GRU : Direction générale des renseignements de l'État-Major des Forces armées de la Fédération de Russie

IRGC : Corp des gardiens de la révolution

MAP : Membership Action Plan

NDF: Force de Défense Nationale

OTAN : Organisation du traité de l'Atlantique Nord

RSCT : Regional security complex theory

SBU : Service de sécurité d'Ukraine

UEEA : Union économique eurasiatique

Remerciements

Mes remerciements vont d'abord à mon directeur de recherche Theodore McLauchlin. Son implication, sa patience et son intérêt m'ont permis d'élever mes capacités de recherches et de constamment avancer malgré les embuches. Ce mémoire ne serait pas l'ombre de ce qu'il est sans lui. Je suis notamment reconnaissant envers le CEPSI pour m'avoir offert un environnement de travail et de recherche lorsque j'en avais besoin.

Je dois également remercier mes parents pour m'avoir enseigné la curiosité. Un cadeau inestimable et nécessaire.

Enfin, merci à Catherine, sans qui les matins seraient moins prometteurs et les journées de travaux plus longues. Ta capacité à atténuer mes doutes, ton support sans failles et la rigueur de tes révisions m'auront permis d'accomplir plus que ce qui m'était permis.

‘[...] parce que jamais ne manquent au peuple, une fois qu’il a pris les armes, des étrangers pour le secourir’

Nicolas Machiavel, *Le Prince*, 1532/2018 : 165-166

Introduction

Les guerres par procuration, souvenir de la guerre froide, outil obscur des puissances dominantes, constituent un moyen de compétition important entre les pays. Il faut attendre la Guerre froide pour que les guerres par procurations constituent un sujet de recherche particulier. Le contexte bipolaire et la constante menace nucléaire qui ont caractérisé cette période ont favorisé l’utilisation indirecte de groupes mandataires par les États-Unis et la Russie dans divers conflits à travers le monde. Les deux puissances, incapables de se faire face directement, se sont affrontées indirectement afin de ne pas risquer une escalade militaire ou nucléaire aux conséquences dévastatrices. (Mumford 2013a, 38-39) Les guerres par procuration permettaient alors aux États d’être plus aventureux, de projeter leur influence dans le monde et de faire des gains aux dépens de leurs rivaux. (Groh 2019, 2) Les désirs idéologiques des deux puissances ont caractérisé le support apporté. Moscou a supporté des mandataires en fonction de leur propension à adopter le communisme, alors que les États-Unis ont supporté des mandataires partageant des valeurs démocratiques et capitalistes. (Mumford 2013a, 38)

Les particularités de la guerre froide marquent profondément notre conception et notre compréhension des guerres par procuration. (Rauta 2021a) À cette époque, les premiers chercheurs à étudier le sujet ont permis de définir ce qu’est un mandataire et de poser les bases conceptuelles de la recherche. Ces définitions et analyses demeurent toutefois influencées par les dynamiques de la guerre froide et de son contexte géopolitique. Les guerres par procuration sont alors analysées majoritairement comme une relation verticale entre une grande puissance et un mandataire. (Rauta 2021a, 120)

Les récents développements dans la recherche se concentrent sur la relation entre le commanditaire et le mandataire. Les études cherchent à comprendre ce qui motive le commanditaire et le commandité à faire des choix suivants des objectifs parfois différents, diversifiés ou semblables. (Rauta 2021a, 121) L'étude de ces relations permet de mieux comprendre l'évolution des objectifs stratégiques, de la relation et de l'atteinte des objectifs de chaque parti indépendamment des motifs qui ont mené initialement à l'établissement de la relation. (Rauta 2021a, 121) Malgré cela, peu d'études se penchent sur l'utilité et l'efficacité des guerres par procuration, faisant en sorte que ces dernières continuent à être vues comme des façons de réduire les coûts et les risques d'une intervention militaire. (Groh 2019, 3) Toutefois, comme l'identifie Groh, les guerres par procuration consistent en une délégation du contrôle sur le conflit et l'intervention, complexifiant ainsi l'atteinte des objectifs visés par le commanditaire. (Groh 2019, 3) De plus, les interventions directes constituent une façon plus efficace que les interventions indirectes pour signaler les intentions du commanditaire ou pour défaire ses rivaux. (Troxell 2012)

Un problème émerge alors dans la compréhension du choix d'intervention à privilégier entre une intervention directe et indirecte pour les États. Si les guerres par procuration constituent un moyen d'éviter la confrontation directe et de réduire les coûts d'interventions dans un conflit, il semble évident que l'intervention directe permet de mieux signaler les intentions de l'État et d'éviter certains problèmes induits par le recours aux mandataires. Cette ambivalence stratégique s'illustre notamment par l'escalade vécue dans plusieurs conflits par procuration, où le commanditaire en vient à intervenir directement. Plus ambiguës encore, les interventions directes sont souvent menées conjointement à des interventions indirectes de support militaire ou non militaire dans un même conflit. (Rauta 2021b, 10)

Des développements sont donc encore nécessaires afin de comprendre pleinement pourquoi les États choisissent par moment d'intervenir indirectement et à d'autres, directement. (Rauta 2021a, 14) Ils sont d'autant plus urgents que dans les dernières années, les guerres par procurations font un retour inégalé depuis la guerre froide sur la scène internationale et dans la sphère publique. (Marshall 2016, 184) Le support à des groupes armés est devenu plus récurrent dans les conflits et le nombre d'acteurs supportés au sein d'un même conflit a également augmenté. Ainsi, le nombre de groupes supportés est en croissance notable depuis la fin de la guerre froide sans que le nombre de conflits soit particulièrement plus élevé. (Meier et al. 2022, 5) Jusqu'à récemment, les conflits impliquant du support indirect surpassaient les conflits menés par interventions directes. Cependant, depuis 2015, on observe davantage de support direct que de support indirect dans les conflits. (Meier et al. 2022, 7) Avec l'accroissement des guerres par procuration, il est donc important de se questionner sur le choix de supporter un mandataire plutôt que de prioriser l'intervention directe. Par qui, contre qui, à quelles fins on intervient indirectement plutôt que directement dans un conflit? Et pourquoi une intervention indirecte se transforme parfois en intervention directe? Si la stratégie est ultimement une question de choix, l'utilisation de mandataire repose sur une réflexion stratégique consciente et motivée par des impératifs identifiables. (Rauta 2021a, 125)

Aujourd'hui, l'Iran et la Russie sont d'importants utilisateurs de mandataires dans la compétition régionale. Pour cette raison, ce mémoire se penche sur les interventions russes dans la guerre russo-géorgienne de 2008 et la guerre russo-ukrainienne de 2014, ainsi que sur les interventions de l'Iran lors des guerres civiles au Yémen en 2009 et en Syrie en 2011. Ces conflits représentent des guerres par procurations où le commanditaire a également procédé à une intervention directe (exception faite pour le cas yéménite), à l'image du casse-tête conceptuel précédemment abordé. Ces guerres

par procurations ont souvent été taxées de tentative de déstabilisation régionale et de menace indirecte contre les pays occidentaux. Mais le simple objectif de déstabilisation ne permet pas d'expliquer le choix stratégique de mener une guerre par procuration plutôt que d'intervenir directement contre leurs ennemis. Ces interventions par la Russie et l'Iran suggèrent que la guerre par procuration sert des objectifs particuliers que l'intervention directe est moins habilitée à atteindre.

Ce mémoire explore donc la question suivante : pourquoi les États mènent-ils des guerres par procuration plutôt qu'intervenir directement contre leurs ennemis? Je ferai l'argument que les guerres par procuration sont menées à des fins de défenses des intérêts de l'État commanditaire. La guerre par procuration permet alors de signaler une volonté d'escalader le conflit ou d'augmenter les capacités de survie du mandataire. Cela a pour effet de faire monter les coûts d'interventions des rivaux ciblés, faisant en sorte que ces derniers préfèrent ne pas intervenir. À l'inverse, les gains offensifs, les changements de régime et tous autres actes d'agressions sont réalisés par l'intervention directe de l'État commanditaire et de ses propres forces.

Revue de littérature

Théorie des guerres par procuration

La définition des guerres par procuration est sujette à débat et ne fait pas consensus quant à sa signification et sa structure conceptuelle et théorique. Andrew Mumford définit les guerres par procuration comme un engagement indirect dans un conflit par un tiers parti cherchant à en influencer le résultat stratégique. (Mumford 2013a, 11) J'adopterai cette définition puisqu'elle permet une analyse large du phénomène et une flexibilité théorique et conceptuelle permettant de tester les hypothèses.

Je définis une intervention indirecte d'un commanditaire comme les moyens investis au travers du mandataire afin d'atteindre des objectifs de façon détournée dans un conflit. Cela correspond donc à toute forme de support au mandataire afin de lui permettre d'atteindre des objectifs visés par le commanditaire, sans que ce dernier ne soit intervenu par ses propres moyens. Ce support comprend notamment l'envoi d'aide économique et financière, d'aide politique, de matériel militaire, de renseignement militaire, de munitions, de forces militaires et de ressources énergétiques ou de matériel technologique. Pour constituer une intervention indirecte, les forces militaires envoyées ne peuvent servir qu'à appuyer le mandataire en question, soit par l'entraînement des troupes ou par l'organisation des forces. L'intervention indirecte n'est donc jamais aléatoire, elle suit toujours un objectif précis. À l'inverse, une intervention directe du commanditaire correspond à une action visant à réaliser des objectifs par ses propres moyens. L'intervention ne peut simplement servir d'appui à un groupe local, elle doit constituer l'élément central permettant l'atteinte d'un objectif sans passer par un groupe local. Par exemple, l'envoi de troupes afin de combattre et vaincre l'ennemi ciblé sur le champ de bataille.

Les théories des guerres par procuration actuelles tirent leur origine et s'ancrent principalement sur des modèles et des concepts datant de la guerre froide. (Rauta 2021a, New America 2021) Les théories ont ensuite évolué pour permettre de réfléchir les guerres contemporaines menées par des puissances moyennes, pour proposer des modèles qui tiennent compte de la complexité de ces conflits et finalement pour comprendre comment les guerres indirectes façonnent la sécurité internationale en apportant de nouvelles formes de conflit. (Rauta 2021a; Groh 2019)

On considère aujourd'hui que les États choisissent d'intervenir principalement afin de surmonter des coûts d'interventions directes trop élevés. Les guerres par procuration sont une alternative logique pour les États cherchant à poursuivre leurs propres objectifs stratégiques, tout en évitant

un engagement direct, coûteux et sanglant. (Mumford 2013b, 40) Les mandataires sont alors utilisés lorsque la perception du risque et l'intervention directe sont trop coûteuses, évitables, illégitimes ou infaisables. C'est donc une façon de compétitionner à faible coût. (Rauta 2020; Mumford 2013a; Groh 2019; Hughes 2012; Yeisley 2011; Salehyan 2010a) La guerre par procuration peut être utilisée lorsque le dilemme de sécurité est trop important et qu'un État cherche à intervenir sans générer une perception de risque sécuritaire trop important pour les rivaux. En supportant un État ou en renforçant le support à son idéologie au-delà de ses frontières, le commanditaire cherche à assurer sa sécurité sans nécessairement créer d'insécurité avec d'autres États. (Mumford 2013a, 44) C'est en fait une stratégie où l'État répond à un conflit selon les termes déjà posés sans prendre la responsabilité d'une éventuelle escalade ou de se voir impliqué dans le conflit. (Freedman 2014, 9; Bar-Siman-Tov 1984) La conception de Mumford correspond au concept de *guerres limitées*, c'est-à-dire des conflits où les États décident de ne pas combattre à pleine capacité afin que le conflit ne gagne ni en intensité ni en espace ou en temps. (Freedman 2014, 8; New America 2021) La volonté des États d'éviter les risques économiques, politiques et sociaux de la guerre est un aspect important des guerres contemporaines.

Les motivations poussant un État à mener une guerre par procuration se rapportent donc à un calcul coût/bénéfice par rapport aux coûts liés aux barrières à l'intervention directe et les bénéfices de l'intervention. Si les barrières sont trop importantes pour la capacité d'intervention de l'État, celui-ci ne pourra intervenir directement et choisira d'intervenir indirectement. (Hughes 2012, 20-32; Groh 2019, 26) Les mandataires constituent alors une façon d'intervenir tout en évitant ces barrières à l'intervention directe. La guerre par procuration permet finalement une réduction des coûts en déléguant l'intervention aux mandataires. Ces derniers ont généralement une meilleure connaissance du terrain, jouissent d'une légitimité locale, permettent de limiter les risques

d'interventions du commanditaire et ne génèrent pas de violation de la souveraineté d'un État aux yeux de la communauté internationale pour le commanditaire. (Salehyan 2010a) Les mandataires permettent donc de réduire les coûts d'intervention, en plus d'éviter certaines barrières.

Si les enjeux du conflit sont relativement faibles pour le commanditaire, ce dernier est tout de même susceptible de supporter un mandataire si ce dernier est impliqué dans une rivalité ou un conflit international, ou si le groupe ciblé reçoit un support d'un rival. (Salehyan, Gleditsch, et Cunningham 2011) Ainsi, c'est par rapport à la menace induite par le rival que le commanditaire décide d'intervenir indirectement. Les commanditaires sont également susceptibles de supporter un mandataire en raison de menaces domestiques à leur survie. La faiblesse des capacités militaires peut faire en sorte qu'un décideur choisira de supporter un groupe rebelle au sein de l'État rival afin de prévenir ou nuire à l'ingérence du rival dans ses propres affaires. (Tamm 2016)

Finalement, puisque la guerre par procuration permet de déléguer les coûts d'intervention et l'intervention elle-même à un mandataire, tout en augmentant ses capacités, le support aide également à la survie du mandataire dans le conflit. Cela pousse le commanditaire à demander davantage de concessions au rival. Si le pays ciblé ne perçoit plus d'avantages à combattre en raison des capacités accrues du mandataire adverse, celui-ci sera plus enclin à agréer aux concessions. (Bapat 2012) La relation avec le mandataire permet donc au commanditaire d'atteindre des objectifs de *coercition*, de *perturbation*, de *transformation* de l'État visé, ainsi que de l'acquisition d'un pouvoir de négociations sur la scène internationale. (Hughes 2012, 20-21; Bapat 2012; Rauta 2020) C'est donc le commanditaire qui influence l'issue du conflit par son intervention.

Les coûts d'intervention et les barrières à l'intervention directe permettent donc d'expliquer pourquoi un État choisit de mener une guerre par procuration. Mais puisqu'un État choisit parfois

d'intervenir directement, la théorie semble insuffisante. Pour comprendre pourquoi un État choisit d'intervenir indirectement et directement dans un même conflit, il est nécessaire de se pencher sur les désavantages d'une guerre par procuration. La délégation de l'intervention à un mandataire peut être utile pour surmonter les coûts ou les barrières à l'intervention directe, toutefois, cette délégation de l'intervention implique des désavantages stratégiques importants.

Pour comprendre les désavantages d'une guerre par procuration, il est nécessaire de porter attention à la relation entre le commanditaire et le mandataire. Cette relation correspond à une forme d'alignement basée sur une confluence de l'identification de la menace. (Farasoo 2021) Cela signifie que la relation de mandataire se construit autour d'une identification commune de la menace, mais pas nécessairement d'objectifs communs. Il est alors possible qu'une disparité existe entre les objectifs de l'un et de l'autre. Cette relation a été particulièrement étudiée au travers de la théorie des relations principal-agent. Cette théorie considère la relation de procuration comme un échange ou une négociation entre le principal et l'agent sur l'allocation et la gestion des ressources, en plus des orientations stratégiques à adopter et des buts à atteindre. Le principal accepte de léguer le contrôle sur les moyens d'atteindre certains objectifs clés à son mandataire. L'étude de cette relation nous apprend que les États commanditaires ne sont pas réellement en mesure de contrôler pleinement les agissements des mandataires, qu'ils soient étatiques ou non étatiques. Les incitatifs et la divergence des intérêts peuvent faire la différence entre l'atteinte ou non des objectifs pour le principal. (Salehyan 2010; 2008; Bapat 2012; Brown 2016; Biddle, Macdonald, et Baker 2017; Rittinger 2017; Elias 2020; Ladwig III 2017; Berman et Lake 2019) Les objectifs de l'État commanditaire peuvent ainsi être partiellement atteints, être non-atteint ou même subvertis. (Rittinger 2017) Une guerre par procuration permet essentiellement à un

commanditaire de déléguer l'intervention. L'atteinte des objectifs ou d'un résultat favorable pour le commanditaire est donc plus risquée. (Groh 2019, 3)

Les États commanditaires peuvent facilement perdre le contrôle des groupes qu'ils supportent. En appuyant et en équipant un mandataire, on lui donne les capacités de poursuivre ses intérêts propres et d'intervenir comme bon lui semble. (Salehyan 2010a; Bapat 2012) Le mandataire peut notamment devenir si puissant qu'il est alors en mesure d'imposer ses propres intérêts stratégiques. Bapat a également démontré que les groupes commandités peuvent être moins enclins à négocier un accord de paix s'ils se savent appuyés et peuvent même punir le commanditaire pour un accord de paix qu'ils jugent inacceptable. (Bapat 2012; Brown 2016) L'État commanditaire perd donc en autonomie sur ses objectifs stratégiques et sur la conduite de sa politique extérieure et ne possède finalement que peu de contrôle sur ce qui se passe réellement sur le terrain. (Salehyan 2010; Anderson 2019) Un conflit par procuration peut ainsi mener à des répercussions dépassant l'intervention de l'État en raison de problèmes d'alignement stratégique.

Si le mandataire peut également avoir intérêt à mener des actions offensives conformément aux volontés du commanditaire, les problèmes du principal-agent démontrent que rien ne garantit l'atteinte des objectifs visés. Le support apporté ne parvient que très difficilement à influencer les agissements du mandataire, qui fait parfois face à des enjeux qu'il priorise par rapport aux objectifs militaires précis que le commanditaire cherche à atteindre. (Ladwig III 2017) C'est un problème particulièrement important si l'opération demande un alignement entre les objectifs, la temporalité ou les moyens stratégiques à adopter entre le commanditaire et le mandataire. Ainsi, un intérêt partagé à défaire un ennemi ne signifie pas qu'un mandataire choisira les mêmes politiques ou moyens pour triompher que le commanditaire. (Ladwig III 2017, 306) Si jamais les intérêts entre le principal et l'agent diffèrent trop, le principal devra prendre des actions directes ou simplement

admettre que le contrôle indirect est trop coûteux pour atteindre ses ambitions. (Berman et Lake 2019, 5) Cela signifie qu'une divergence même légère entre le commanditaire et le mandataire sur les actions à entreprendre peut limiter les capacités du commanditaire à atteindre des objectifs précis ou à orienter et coordonner son mandataire dans une opération militaire complexe.

Ce problème concerne particulièrement les opérations offensives. Face à une armée et une doctrine de défense moderne, il est très difficile de réaliser une opération offensive rapidement malgré de bonnes capacités matérielles (Biddle 2004; Mearsheimer 1983) notamment en raison des nouvelles technologies de renseignements et de communication, ainsi que de la mobilité accrue des troupes modernes. (Biddle 2004) Ainsi, un mandataire mal formé ou mal coordonné ne peut espérer triompher efficacement ou rapidement dans une opération offensive seulement sur la base d'un support matériel de son commanditaire. Cela suggère que la qualité des forces est primordiale pour réaliser des objectifs offensifs. Ainsi, certaines opérations demandent des réformes militaires et politiques qui vont au-delà de l'équipement et de l'entraînement. Si ces réformes ne sont pas du goût des décideurs supportés, ces derniers sont très susceptibles de les rejeter ou de les saboter. (Byman 2006, 82) De plus, les systèmes de combats modernes et les doctrines opérationnelles modernes nécessitent une quantité importante de moyens en termes d'armements et de matériels pour vaincre offensivement. (Biddle 2004, 69 à 72) Cela signifie que les coûts d'interventions peuvent s'avérer particulièrement importants contre une défense moderne, contredisant l'économie de coût et de risque apportés par l'usage de mandataires dans une guerre par procuration. Une intervention directe du commanditaire semble donc nécessaire pour atteindre des objectifs offensifs coûteux. À l'inverse, une défense nécessite moins de troupes que l'attaquant pour résister à une offensive et l'avantage du terrain et de la mobilité permet de s'adapter plus simplement à une attaque afin d'y résister. (Mearsheimer 1983, 51) Ainsi, sans nécessairement

trionpher, un mandataire peut être suffisant pour nuire ou empêcher un rival d'atteindre ses objectifs.

Une distinction apparaît donc selon les avantages et les désavantages dans l'emploi d'un mandataire. Les problèmes du principal-agent suggèrent qu'une intervention demandant une précision opérationnelle ou stratégique particulière disqualifie l'utilisation de mandataires comme moyen efficace ou privilégié par les États pour atteindre leurs objectifs. On peut ainsi supposer qu'un pays cherchera à atteindre des objectifs offensifs par ses propres moyens. À l'inverse, la guerre par procuration permet de contourner les barrières à l'intervention directe, d'influencer le comportement d'un État visé et d'augmenter les capacités de négociation du commanditaire sur la scène internationale. Le tout en réduisant les coûts d'intervention. Je suppose donc que les faibles coûts incitent un commanditaire à supporter un mandataire pour l'atteinte d'objectifs défensifs.

Hypothèses

Pour expliquer pourquoi les commanditaires choisissent d'intervenir indirectement, je suppose deux hypothèses :

Hypothèse 1: *Les États mènent des guerres par procuration afin d'atteindre des objectifs défensifs, en dissuadant ou en limitant la capacité de leurs rivaux à intervenir dans le conflit ou à étendre leur influence dans la région.*

Les théories des guerres par procuration me permettent d'abord de supposer que ces conflits sont menés à des fins défensives selon deux mécanismes causaux. Tout d'abord, la guerre par procuration génère un phénomène de dissuasion. L'alignement entre le mandataire et le commanditaire signale une volonté du commanditaire d'escalader le conflit en cas d'intervention du rival. Ce dernier craint alors de déclencher un conflit d'envergure en cas d'intervention. Les coûts d'intervention du rival augmentent et le dissuadent d'intervenir ou de projeter son influence.

On comprend ici la dissuasion comme un mode préventif de la stratégie d'interdiction se donnant pour but de détourner un adversaire d'une initiative en lui faisant prendre conscience que l'entreprise qu'il projette est irrationnelle. (Poirier 1998) C'est essentiellement une façon de convaincre son opposant de ne pas initier une action particulière puisque les bénéfices perçus ne justifient pas les coûts et les risques. (Troxell 2012) La dissuasion repose sur le concept de crédibilité, en tant que certitude induite chez l'adversaire que son action sera effectivement source de punition (dissuasion par représailles) ou qu'il ne pourra pas atteindre son objectif et qu'il est donc inutile de le mettre en œuvre (dissuasion par interdiction). Les deux types de dissuasion ne sont pas mutuellement exclusifs. (Henrotin 2015, 426)

Mécanisme 1 : Dissuasion par interdiction en signalant la volonté d'escalader le conflit en cas d'intervention du rival

Je suppose également un mécanisme où les capacités accrues du mandataire font monter les coûts d'intervention des rivaux. Le support apporté au mandataire augmente ses capacités à combattre et à concurrencer. Cela a pour effet de limiter la capacité de l'adversaire à résoudre le conflit avec les ressources investies. En défendant son allié, le commanditaire parvient ainsi à faire craindre au rival d'être piégé dans un conflit dont les coûts excèdent ou excèderont ce qu'il est définitivement prêt à assumer. Le rival choisira alors de détourner ou de limiter son intervention.

Mécanisme 2 : Changement du rapport coût/bénéfice du rival en augmentant les capacités de l'allié attaqué

Dans l'éventualité où l'intervention indirecte est menée à des fins offensives, de déstabilisation ou d'accroissement de l'influence du commanditaire, cela signifiera que l'hypothèse est infirmée. Nous pourrions alors en déduire, que dans le cas étudié, la guerre par procuration permet l'atteinte de gains offensifs pour le commanditaire.

Hypothèse 2: *Afin de réaliser des gains offensifs, les États choisissent d'intervenir directement plutôt qu'indirectement, malgré la possibilité de supporter un mandataire.*

Enfin, j'étudierai les interventions directes du commanditaire dans le conflit. Je suppose que le support du commanditaire ne fournit pas au mandataire les capacités nécessaires pour réaliser des gains importants tels que le changement de régime ou l'acquisition de territoire. Les théories du principal-agent et les problèmes que cela engendre permettent de supposer que le manque de contrôle sur les groupes mandataires fait en sorte que les États vont préférer mener des opérations offensives par leurs propres moyens. Les objectifs offensifs intuitivement plus complexes et précis font en sorte que les mandataires apparaissent comme inadaptés pour mener ce genre d'interventions. Les groupes mandataires seraient donc des outils de compétition inefficaces. Si le commanditaire désire réaliser des gains offensifs, il interviendra donc par ses propres moyens.

Mécanisme 3 : La réalisation d'objectifs offensifs demande une intervention plus importante que les capacités réelles des mandataires.

Les hypothèses sont cadrées selon une logique de rivalité régionale. Cet angle permet de prendre en compte les objectifs du commanditaire et ses intérêts à intervenir dans un conflit qui prend place dans un autre pays. Une simple étude de la politique étrangère des pays commanditaires est limitée dans la compréhension des menaces potentielles et des répercussions qu'un conflit peut avoir sur ses voisins. En adressant le problème des guerres par procuration et des raisons motivant leur utilisation par un État commanditaire selon la logique des complexes sécuritaires régionaux de Buzan et Wæver, on parvient à mettre au clair les confluences d'alignements, les liens sécuritaires entre les acteurs et les intérêts de chaque État sans tomber dans des considérations de compétitions globales. (Buzan et Wæver 2003) Cet angle d'analyse permet ainsi de considérer des enjeux allant au-delà des frontières de l'État ciblé par le conflit. Ainsi, les intérêts régionaux économiques,

politiques, sécuritaires et d'influence sont pris en compte, sans négliger la dynamique régionale de compétition et le dilemme de sécurité en vigueur. Ce sont ces éléments qui permettent de contextualiser l'analyse afin de déterminer les intérêts et les objectifs défensifs ou offensifs du commanditaire. Les hypothèses et les mécanismes causaux sont formulés de façon à tenir compte de ces enjeux.

La théorie des RSCT de Buzan et Wæver me servira donc de cadre analytique pour analyser les relations entre les États, les enjeux sécuritaires de chaque État, le système régional, le rôle des grandes puissances dans la région et l'impact de la structure du système régional sur les relations de procuration. Les auteurs identifient deux principaux types de systèmes régionaux, les systèmes centrés et les systèmes standards. (Buzan et Wæver 2003, 55) Les systèmes centrés correspondent à un type de système unipolaire où les dynamiques sécuritaires sont dominées par une grande puissance, une superpuissance ou une institution régionale. (Buzan et Wæver 2003, 55) Les systèmes standards sont des systèmes composés de plusieurs puissances régionales qui définissent le type de polarité (unipolaire ou multipolaire). Dans ce type de système, c'est la relation entre les puissances régionales qui sont le principal élément de sécurité. (Buzan et Wæver 2003, 55) Cette distinction dans les systèmes régionaux aide à déterminer quels objectifs a le commanditaire dans le conflit par procuration et dans son éventuelle intervention directe.

Puisque les conclusions stratégiques basées sur la perception de menaces peuvent être particulièrement ambiguës, il est nécessaire de préciser ce qui constitue une action défensive de dissuasion et une action offensive. On considère qu'une stratégie défensive correspond à une façon de bloquer l'attaque d'un adversaire ou de l'empêcher d'atteindre ses objectifs. Il est également considéré comme défensive une posture cherchant la dissuasion, la coercition et la limitation de l'intervention, de l'accroissement de l'influence d'un rival. (Kupchan 2001) Pour être confirmée,

une hypothèse doit donc impliquer que le support à des mandataires cherche à éviter un recul d'intérêts identifiés ou une perte d'acquis, suivant les éléments contextuels identifiés plus tôt. L'atteinte effective de ces objectifs n'est pas nécessaire, l'intention stratégique suffit ici. Les intérêts sont compris comme des acquis matériels (économique ou sécuritaire) ou l'influence du commanditaire sur le groupe ou le pays ciblé (capacité à dicter les actions ou la politique du groupe ou du pays ciblé). Donc, en tentant de limiter l'accroissement de l'influence du rival dans la région, le commanditaire doit chercher à protéger sa propre influence, ou les acquis dont il considère la perte comme problématique. Par exemple, en permettant au mandataire d'accroître son influence dans le pays, l'objectif doit être de limiter la capacité du rival à projeter davantage son influence. À la fin de l'étude du cas, le commanditaire ne peut avoir augmenté son influence ou ses intérêts par rapport au niveau précédent le conflit. Ainsi, à l'inverse d'un objectif défensif, il sera considéré comme un gain offensif ou un objectif offensif toute action cherchant à dominer le rival, à conquérir du territoire, à forcer un changement de régime, à forcer un changement dans le comportement ou à s'attaquer aux capacités matérielles du rival, suivant toujours les variables identifiées plus tôt. (Kupchan 2001)

Méthodologie

J'adopterai une approche de traçage du processus à l'aide de quatre études de cas. Cette méthode me permettra de mieux comprendre les interactions entre les intérêts du commanditaire, l'intervention directe ou indirecte et l'objectif derrière cette intervention. Je pourrai ainsi examiner les mécanismes de causalités poussant un État à mener une guerre par procuration en suivant l'ensemble du processus entre le moment où l'État constate une menace à ses intérêts et l'intervention que ce dernier mène. Le traçage du processus permet une vue sur l'ensemble du processus décisionnel stratégique d'un conflit. (Coman et al. 2016) Cette méthode me permettra d'étudier la relation de mandataire développée par l'Iran durant les guerres en Syrie et au Yémen,

ainsi que par la Russie durant les guerres en Géorgie et en Ukraine. Mon traçage du processus se divisera en trois catégories principales : l'étude de la guerre par procuration dans son ensemble, l'étude de l'intervention indirecte permettant de vérifier la première hypothèse et l'étude de l'intervention directe permettant de vérifier la deuxième hypothèse.

Afin de tester mes hypothèses et les mécanismes causaux qui y sont liés, j'explorerai les questions suivantes pour chacun des cas :

- La guerre par procuration
 - o *Est-ce que les intérêts du commanditaire sont menacés par un État ou un groupe rival?*
 - o *Quel est l'État ou le groupe rival ciblé par le commanditaire?*
- L'intervention indirecte
 - o *Est-ce que le risque d'escalade a dissuadé le rival d'intervenir ou d'accroître son influence?*
 - o *Est-ce que le commanditaire est parvenu à piéger le rival dans le conflit?*
 - o *Est-ce que le commanditaire est parvenu à faire monter les coûts d'intervention du rival?*
- L'intervention directe
 - o *Est-ce qu'une intervention directe a été menée par le commanditaire?*
 - o *Est-ce que l'intervention directe a permis de faire des gains offensifs?*
 - o *Pourquoi le commanditaire a-t-il choisi d'intervenir directement?*

Je chercherai d'abord à identifier les motifs en amont de l'appui aux mandataires. Pour chacun des conflits identifiés précédemment, j'étudierai la motivation derrière le choix de mener une guerre par procuration. Pour ce faire, il sera nécessaire de détailler trois éléments différents : les intérêts du commanditaire, les objectifs du conflit et le mandataire. Les intérêts correspondent essentiellement aux acquis du commanditaire dans le conflit et les intérêts qu'il défendra dans le conflit. Il sera ensuite nécessaire d'identifier clairement les motivations poussant l'État à intervenir indirectement. Pourquoi est-il intéressé par ce conflit? Que compte-t-il en retirer? En somme, quels objectifs la Russie et l'Iran cherchent-ils à atteindre face à leur adversaire? Étant directement lié à l'identification de la menace pour l'État, il s'agit de traduire cette menace en enjeux pour expliquer la volonté de dissuasion ou d'intervention directe. La théorie et le cadre apportés par Buzan et

Waever me permettront ici de cadrer les événements et les questions afin d'y répondre. Finalement, connaître le mandataire et la relation de procuration permettra de comprendre le choix de réponse à cette menace. Que ce soit par une confluence de l'identification des enjeux sécuritaires, la proximité confessionnelle ou l'opportunité géostratégique pour le commanditaire, les raisons ayant mené à l'appui permettront de comprendre la volonté *a priori* de l'intervention.

Bien que l'identification des intérêts et de la menace puisse se faire à un niveau plus global, les cas seront étudiés aux niveaux opérationnels et stratégiques. La grande stratégie sera laissée à l'écart dans l'analyse des cas. Elle implique une perspective très large allant au-delà du conflit visé et impliquant des questions allant au-delà du conflit étudié. La grande stratégie se réfère typiquement aux différentes méthodes et décisions prises à l'international incluant notamment les actions non-coercitives, diplomatiques, politiques, économiques et humanitaires. (Moran 2001) Ainsi, c'est une stratégie qui peut s'avérer offensive (étendre son influence), mais demeure défensive au niveau opérationnel pour protéger les acquis. La grande stratégie sera toutefois utile pour identifier la menace perçue par le commanditaire.

Sélection des cas

Pour l'étude de mes hypothèses, j'ai choisi d'étudier les guerres par procuration menées par la Russie et l'Iran. Pour la Russie, j'étudierai la guerre en Géorgie (2008) et la guerre en Ukraine (2014). Dans le cas iranien, j'étudierai la guerre en Syrie (2011 à aujourd'hui) et la guerre au Yémen (2009 à aujourd'hui). Les 3 premiers cas étudiés comprennent une intervention directe et indirecte, me permettant de tester les deux hypothèses. Le cas du Yémen, où l'Iran n'a mené qu'une intervention indirecte, me permet de tester ma première hypothèse dans le contexte d'une guerre par procuration plus conventionnelle, où il n'y aurait pas nécessairement d'intervention

directe et où il n'existe pas de relation a priori entre le commanditaire et le mandataire. Cela s'avère nécessaire pour éviter un biais dans la sélection des cas.

Mes hypothèses supposent l'existence d'une relation entre la nature de l'intervention et la nature offensive ou défensive des objectifs. Dans les trois premiers cas, l'intervention du commanditaire évolue vers une intervention directe. Il est donc impossible de savoir si la première hypothèse demeure vraie ou fausse dans le cas où le commanditaire n'intervient pas directement. Ainsi, si le commanditaire ne juge pas nécessaire d'intervenir directement dans le conflit, est-ce qu'il se limitera à des objectifs défensifs ou poursuivra-t-il tout de même des objectifs offensifs? C'est ce que nous permet de tester le cas de la guerre au Yémen. En choisissant des conflits où il y a systématiquement escalade vers une intervention directe, on risque un biais de sélection qui ne permet pas de généraliser les hypothèses à toute forme de guerre par procuration. Le cas du Yémen permet donc de tester les hypothèses dans un cas différent en termes de relation de procuration, de confluence d'alignement et d'intervention du commanditaire.

Les conflits étudiés ont lieu dans un contexte post-guerre froide afin de ne pas être influencés par la nature bipolaire de l'époque. Les cas sélectionnés correspondent à des interventions dans des conflits régionaux, ce qui nous permet de mieux cadrer les intérêts impliqués pour le commanditaire. Ainsi, les conflits à l'étude sont menés dans un contexte de rivalité et de compétition régionale, permettant de cadrer l'étude selon un contexte de rivalité en continu et dans différents conflits comparables en termes d'ennemis, d'enjeux, de temporalité et de lieu. L'étude se limite donc à des conflits géographiquement rapprochés ou faisant partie d'une même région. Les cas sélectionnés permettent également d'identifier des relations basées sur des confluences d'alignement où les problèmes du principal-agent ainsi que les barrières à l'intervention directe sont présents. Cela nous permettra de tester nos hypothèses selon les mécanismes causaux

supposés. L'utilisation de mandataires n'est donc pas ici un cas isolé dans une rivalité ou une escalade des tensions récentes ou anecdotiques, mais bien une réflexion stratégique fondée et démontrable.

On considère généralement la Russie et l'Iran comme des déstabilisateurs régionaux et des rivaux de l'occident. Pourtant, leur situation et leurs intérêts régionaux suggèrent que les guerres par procuration qu'ils mènent pourraient l'être pour des raisons plus complexes. Les cas de l'Iran et de la Russie représentent donc des cas classiques de commanditaires de guerres par procuration, tout en permettant une lecture particulière des événements.

Russie

Deuxième guerre d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie

La deuxième guerre d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie, ou la guerre russo-géorgienne, débuta le 7 août 2008, dura à peine 9 jours, causa la défaite de Tbilissi et la perte relative de ses régions séparatistes. Cette guerre conventionnelle fait suite à des années de guerre par procuration opposant la Russie à la Géorgie et à l'OTAN, au travers des séparatistes d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud. Cette guerre par procuration débute en 2004, après la Révolution des roses et le virage occidental qu'a choisi Tbilissi à ce moment. Cette guerre, globalement hybride, permet d'illustrer les dynamiques sécuritaires et géopolitiques du Caucase postsoviétique.

En 2003, la Révolution des Roses porte Mikheil Saakachvili au poste de président. Le virage occidental de la Géorgie, sa volonté de réunifier son territoire, ainsi que ses tentatives de rejoindre l'OTAN font alors naître une importante rivalité entre Moscou et Tbilissi. L'occidentalisation' de la Géorgie qui résulte de cette révolution fait notamment craindre à Moscou de voir sa zone d'influence lui échapper. La nouvelle administration géorgienne, cherchant à se défaire de l'influence de la Russie, affirme alors vouloir réunifier son territoire et bénéficier de l'aide américaine en matière de défense. En réponse, les régions séparatistes sollicitent l'aide de Moscou.

En 2004, une guerre par procuration opposant la Russie et la Géorgie débute alors que les objectifs de réunification de cette dernière deviennent clairs lorsqu'elle envahit la région séparatiste de l'Adjarie. Le support russe permet alors aux groupes mandataires de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, ainsi qu'au pays ciblé de s'affronter. Durant 4 ans, les régions séparatistes maintiendront un conflit gelé et des violences frontalières avec la Géorgie, grâce au support militaire, financier et politique russe.

En 2008, cette guerre par procuration se transforme en guerre ouverte. L'implication de la Russie et le support que le pays a apporté aux régions séparatistes font craindre à Tbilissi une invasion complète de son territoire. Le président Saakachvili donne alors l'ordre à son armée d'attaquer la ville sud-ossète de Tskhinvali le 7 août 2008. L'offensive géorgienne est rapidement contrée par l'intervention des forces russes, de groupes mercenaires et des forces sud-ossètes, qui repoussent les forces géorgiennes hors de la ville. Finalement, l'avancée des troupes russes vers Tbilissi est arrêtée par la signature d'un cessez-le-feu en août 2012. (Felgenhauer 2015, 176)



(Map of Georgia showing the autonomous republics of Abkhazia (de facto independent) and Adjara, and the de facto independent region of South Ossetia. 2008)

La guerre par procuration

Il est d'abord important de préciser la situation sécuritaire régionale du Caucase du Sud afin de mieux comprendre les enjeux d'influence et de compétition qui y prennent place. Pour Buzan et Waever, le Caucase constitue un sous-ensemble sécuritaire régional dont sont membres la Géorgie et la Russie, aux côtés de l'Azerbaïdjan et l'Arménie. Malgré la chute de l'URSS, le système régional est largement dominé par la Russie. Suivant la théorie des RSCT de Buzan et Waever, on considère le système régional comme étant centré. C'est-à-dire que les enjeux sécuritaires sont monopolisés et centrés sur la Russie. (Buzan et Wæver 2003, 435) En d'autres mots, la Russie a fait du Caucase une zone d'influence russe dans laquelle elle monopolise et domine les échanges commerciaux, les capacités militaires et l'influence politique. La Géorgie est donc historiquement dépendante de la Russie aux niveaux sécuritaire, politique et économique.

Les premières guerres indépendantistes

C'est donc à ces menaces contre sa zone d'influence que répond la Russie en s'opposant à la Géorgie et à l'OTAN. Toutefois, déterminer le commencement précis de la rivalité et du conflit par procuration n'est pas une chose facile. La Russie est en fait intervenue dès les premières guerres indépendantistes des années 1990. La chute de l'URSS a entraîné une série de remises en question des frontières et de l'appartenance culturelle de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud, qui craignaient d'être assimilées par la majorité géorgienne. Les deux régions ont cherché à affirmer leur indépendance vis-à-vis de la Géorgie lors de deux conflits qui ont éclaté en Ossétie du Sud en 1989 et en Abkhazie en 1992. (Boyle 2017, 5; Nichol 2008) La Russie y a supporté autant les rebelles que la Géorgie en leur fournissant des armes et de l'équipement lourd. (Antonenko 2005, 209 à 213) En maintenant ainsi le conflit et l'instabilité régionale, la Russie s'assure du maintien de son influence sécuritaire et économique.

Durant ces premières guerres indépendantistes, la Géorgie est largement soumise aux volontés, à l'influence et à l'ingérence de Moscou. On peut notamment citer l'apparent changement de régime que la Russie a opéré à Tbilissi entre décembre 1991 et janvier 1992. Le président Gamsakhourdia est alors renversé puis remplacé par Chevardnadze. Ce dernier signe l'accord de paix avec l'Ossétie du Sud et la Russie en juin 1992 et force par la même occasion les forces géorgiennes à quitter leur position dominante sur les hauteurs de Tskhinvali. (Gordadze 2015, 31) Malgré tout, nous ne considérons pas la relation de commanditaire et de mandataire comme débutant à proprement parler à cette époque puisque la Russie a appuyé les deux côtés et s'est ensuite rapprochée politiquement de Tbilissi.

Les premières guerres d'Ossétie et d'Abkhazie ont tout de même jeté les bases de la présence russe sur le terrain et de l'éventuelle relation entre la Russie (commanditaire) et l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie (mandataires). Les accords de cessez-le-feu entre l'Ossétie et l'Abkhazie et la Géorgie, négociés par la Russie respectivement en 1992 et en 1994, engagent une force de maintien de la paix dans la région dominée par les Russes avec notamment 30,000 troupes, de 1993 à 2004 en Abkhazie. (Gordadze 2015, 31; Antonenko 2005, 221) Ces forces ont permis de fournir des armes, de l'entraînement et de placer des troupes russes dans les régions séparatistes, tout en permettant à la Russie de le nier.

C'est en 2002 que la relation entre la Russie et les régions séparatistes prend réellement son importance, lorsque les autorités sud-ossètes adoptent une résolution demandant à Moscou d'assimiler la région. En réponse, la Russie commence les préparatifs d'une distribution massive de passeport à l'été 2002 et débute la distribution aux citoyens d'Ossétie du Sud, Abkhazie et Adjarie peu de temps après. (Illarionov 2008, 52-53) Cette étape importante marque le début de la relation de support puisque la citoyenneté accordée aux régions séparatistes crée une diaspora russe

de toute pièce et une forme d'obligation pour la Russie de défendre ses nouveaux citoyens. À la fin 2002, plusieurs postes gouvernementaux sud-ossètes sont occupés par des employés d'importants ministères russes, cimentant ainsi le support politique de la Russie à la région. (Illarionov 2008, 53)

La Révolution des Roses

L'année 2003 et la Révolution des Roses correspondent à un moment charnière qui viendra établir à la fois la menace de l'OTAN et de la Géorgie sur la zone d'influence russe, mais également sur l'escalade des tensions jusqu'à la guerre d'août 2008. Une volonté d'indépendance et d'occidentalisation déferle sur Tbilissi. La Révolution des Roses, mouvement démocratique opposé au gouvernement, permet à une nouvelle génération de décideurs de prendre le pouvoir. Ces nouveaux décideurs affichent leur désir d'une réelle indépendance démocratique pour la Géorgie. Ils souhaitent sortir de la sphère d'influence russe et mettre fin à ce qu'ils considèrent comme une relation quasi coloniale. Ils considèrent que la souveraineté géorgienne masque en réalité le contrôle russe sur le pouvoir, au travers de la corruption des agents de renseignements et des décideurs proches du Kremlin. (Asmus 2010, 57) En se démocratisant, le contrôle et la manipulation politique russe sur Tbilissi deviennent plus complexes. Les nouveaux décideurs mettent donc grandement l'emphase sur la capacité de la Géorgie à bâtir un État fort, capable de se défendre et de résoudre ses disputes territoriales. (Asmus 2010, 54 à 57) Le nouveau président Mikheil Saakachvili, figure la plus importante à sortir de cette révolution populaire, affiche une volonté de se tourner vers l'Occident en rejoignant l'OTAN et éventuellement l'Union européenne. (Asmus 2010, 54) Suivant les succès de la vague d'élargissement de l'OTAN des années 1990, le nouveau président souhaite que la Géorgie s'inspire des pays baltes en devenant un pays démocratique et réformiste. (Asmus 2010, 56)

La révolution est perçue très négativement à Moscou, qui craint de voir sa zone d'influence lui échapper. Igor Ivanov, alors ministre des Affaires étrangères russes, accuse ouvertement les États-Unis d'être les commanditaires des bouleversements opérant en Géorgie. Pour certains conseillers de Poutine, cette révolution est à l'origine des renversements visant à limiter l'influence géopolitique russe dans l'espace postsoviétique. Dans les faits, le support des États-Unis à Tbilissi est presque immédiat à la suite de la Révolution de 2003. (Wenz 2016, 72) La prise de pouvoir par Saakachvili est suivie de l'envoi de conseiller militaire américain à Tbilissi et du départ des troupes russes entre 2004 et 2005. (Wenz 2016, 87)

Le virage occidental

Le support massif des États-Unis permet à la Géorgie de se doter d'une armée entraînée et équipée. Dans les 5 années précédentes au conflit d'août 2008, la Géorgie reçoit environ 180 millions \$ en financement ainsi que des entraîneurs de la part des États-Unis afin d'améliorer son armée. (Kumar 2008, 4) Alors que la Géorgie dépendait autrefois de la Russie pour s'équiper militairement, le pays en vient à être présenté comme un élève modèle des États-Unis et de l'agenda démocratique de l'administration Bush. Les États-Unis fournissent alors de l'argent et des conseillers politiques pour appuyer le pays. Saakachvili et le gouvernement géorgien deviennent extrêmement favorables à la puissance américaine, comprenant que la puissance des États-Unis est essentielle à la Géorgie pour balancer la puissance russe et rejoindre l'OTAN. (Asmus 2010, 58)

L'émancipation géorgienne vers l'occident se fait notamment au niveau économique et énergétique. Saakachvili désire changer la région tout entière et faire en sorte que la Géorgie, en partenariat avec l'Azerbaïdjan, soit au centre d'un corridor énergétique indépendant, qui pourrait éventuellement apporter le gaz de l'Asie centrale en occident, en contournant la Russie. Ce faisant, ce corridor concurrencerait la domination russe dans l'exportation du gaz. Il prend finalement la

forme de l'oléoduc Baku-Tbilisi-Ceyhan, favorisé par les États-Unis et complété en 2005. (Cornell 2009, 4)

Ce virage pro-occidental s'illustre encore davantage au travers de l'agrandissement de l'OTAN et de l'adhésion potentielle de la Géorgie dans l'Alliance. En arrivant au pouvoir en 2003, Saakachvili poursuit l'idée de faire entrer la Géorgie dans l'OTAN. En plus d'être une institution historiquement rivale de la Russie, l'OTAN représente un moyen pour la Géorgie de se soustraire à l'influence et à la domination russe. En bénéficiant du support occidental en matière de sécurité, la Géorgie parviendrait à se mettre à l'abri d'une éventuelle menace de Moscou, à se passer de son support militaire et à obtenir un support extérieur. La déstabilisation et la remise en question constante des frontières de la Géorgie font alors en sorte que la Russie joue un rôle de stabilisateur et de gendarme, mais également de pourvoyeur des moyens de défense et d'attaque. Tbilissi est ainsi obligé de se reposer sur la puissance russe afin de maintenir sa stabilité. L'adhésion à l'OTAN viendrait remettre en question ce statu quo, signifiant par le fait même une remise en question du rôle de la Russie dans le système sécuritaire régional.

L'éventualité d'une adhésion à l'OTAN s'avère finalement bien réelle lors de la conférence de Bucarest de 2008. Entre le 2 et le 4 avril 2008, les pays membres de l'Alliance se sont réunis pour débattre à savoir si l'Ukraine et la Géorgie devaient bénéficier du *Membership Action Plan* (MAP). (Asmus 2010, 111) La prise en considération de ce plan d'action, traçant le chemin vers l'adhésion à l'OTAN, confirme alors les craintes de la Russie. Les pays membres atteignent finalement un compromis voulant que le MAP ne soit pas donné à la Géorgie et à l'Ukraine, mais que l'Alliance s'engage tout de même dans une déclaration stipulant qu'elle souhaite éventuellement offrir la candidature aux deux pays. (Asmus 2010, 111) Malgré le refus de fournir le MAP, cela constitue un rapprochement significatif entre la Géorgie et l'OTAN.

La Russie a toujours été très claire sur sa volonté d'empêcher le pays à rejoindre l'OTAN et à s'occidentaliser. La relation d'abord cordiale entre Saakachvili et Poutine se détériore rapidement lorsque le nouveau président géorgien refuse d'agréer aux demandes de Moscou. (Asmus 2010, 54) Le 11 février 2004, Poutine demande à Saakachvili de mettre fin au retrait des bases russes entrepris en 1999 et de garder le ministre de la Sécurité intérieure Valery Khaburdzania à son poste. Ce dernier est finalement renvoyé au poste de procureur général adjoint par Saakachvili. (Illarionov 2008, 55) Tbilissi attaque également la région sécessionniste d'Adjarie, malgré les tentatives de dissuasion de Moscou. (Illarionov 2008, 55) Par ces gestes, le nouveau président affiche une volonté de s'éloigner de la domination et de l'influence de Moscou et de réunifier son territoire en reconquérant les régions séparatistes. Saakachvili fait de la réunification du pays une promesse phare de laquelle son pouvoir dépend. (Asmus 2010, 74)

Il est donc évident qu'une rivalité grandissante s'installe depuis plusieurs années entre la Russie, la Géorgie et l'OTAN. Plus Tbilissi adopte des réformes démocratiques, plus elle cherche à se distancer de l'influence russe et à adopter une attitude d'ouverture vis-à-vis de l'Occident et de l'OTAN. En rejoignant l'OTAN, la Géorgie peut potentiellement devenir un modèle de succès démocratique et d'indépendance régionale. Cette éventualité mène finalement Moscou à percevoir la Géorgie comme un rival.

L'affrontement

La guerre par procuration démarre réellement en 2004 avec l'invasion de l'Adjarie par l'armée géorgienne, l'année suivant la Révolution des Roses. Au lendemain de l'invasion, la Russie s'engage à construire des bases militaires en Ossétie du Sud, à y envoyer des instructeurs afin d'entraîner les troupes, à envoyer des officiers et des agents russes à la tête du ministère de la Défense, à y stationner des agents de la paix et finalement à livrer de l'équipement en vue de

transformer l'armée sud-ossète en une force régulière forte de 7 000 hommes. (Illarionov 2008, 56) En début juin de la même année, la Russie envoie 75 chars d'assaut T-72, 20 systèmes lancent missiles, 30 systèmes d'artillerie et plus de 200 armes antichars. De plus, un colonel russe, vétéran de l'Afghanistan et de la Tchétchénie, est nommé ministre de la Défense d'Ossétie du Sud. (Illarionov 2008, 56) Le conflit escalade ensuite de façon marquée. Le 15 juin, les troupes séparatistes tentent de prévenir la construction d'une route reliant un village géorgien et un village sud-ossète. Le lendemain, la Russie coupe son approvisionnement en électricité en Géorgie et le 8 juillet, les autorités géorgiennes capturent 9 camions remplis d'armes envoyées de la Russie. (Illarionov 2008, 57) L'escalade sur le terrain mène à un bombardement par les forces sud-ossètes qui cause la mort de 3 soldats et un policier géorgien. (« Georgia Gives "Last Chance for Peace" in South Ossetia » 2004) En juillet 2004, les troupes de maintien de la paix géorgienne interceptent, près de Tskhinvali, un convoi russe menant des escarmouches, escaladant presque à une guerre directe entre la Géorgie et la Russie. (Beehner et al. 2018, 37)

Ces bombardements et ces tensions durent jusqu'au 20 août 2004, au moment où les forces géorgiennes quittent la région. (Illarionov 2008, 57) Cette utilisation de troupes abkhazes et sud-ossètes dans différentes opérations de guerre conventionnelles et non-conventionnelles a permis à la Russie de nier son implication dans les violences, tout en poursuivant ces actions et sans avoir à déployer davantage de troupes. (Beehner et al. 2018, 50) Au début de 2006, le transfert en armes de la Russie vers l'Ossétie du Sud et à l'Abkhazie est si important qu'il permet aux deux régions réunies de dépasser les capacités militaires de la Géorgie. (Illarionov 2015, 60) De son côté, grâce au support américain, l'armée géorgienne gagne en puissance, ce qui lui permet de réaffirmer son contrôle sur les gorges de Kodori en Abkhazie et d'envisager pouvoir réintégrer l'Ossétie du Sud. Ces événements font craindre aux régions séparatistes de subir une offensive militaire de la part

de la Géorgie. Ces actions coïncident également avec une détérioration importante des relations entre Tbilissi et Moscou. (Nilsson 2015, 93-94)

La guerre par procuration perdure, puis escalade lors de l'année 2008 alors que les tensions se multiplient. Suivant l'indépendance du Kosovo le 21 février 2008, le Kremlin reconnaît l'indépendance des régions séparatistes. Le 4 avril 2008, suivant le communiqué officiel de la conférence de Bucarest, la Russie renforce son soutien aux régions séparatistes et annonce qu'elle fera tout son possible pour empêcher la Géorgie de rejoindre l'OTAN. (Illarionov 2008) Le 26 mai 2008, la Russie positionne un pion important lorsque les troupes russes réparent un chemin de fer connectant Soukhoumi à Otchamtchira, près de la frontière géorgienne. (Illarionov 2008, 69) De large conteneur d'équipements militaires, incluant des systèmes antiaériens, des missiles et des véhicules blindés y sont transportés vers les régions séparatistes. (Beehner et al. 2018, 36)

En juillet 2008, l'escalade et les tensions à la frontière atteignent leur paroxysme. Différentes explosions tuant des policiers géorgiens, des kidnappings, des exercices militaires, en plus de la militarisation de la zone, font monter les tensions. (Johanna 2015, 149) À l'aide de l'équipement fourni par les Russes, les sud-ossètes échangent des tirs d'artillerie et on rapporte un potentiel bombardement de bâtiments géorgiens. Le 29 juillet, les forces ossètes ouvrent le feu sur les positions géorgiennes à l'aide de canons de calibre de 100mm et 120mm. Ces armes n'ayant jamais été utilisées dans la région et étant considérablement plus puissantes que celles utilisées auparavant démontrent une escalade beaucoup plus importante que par le passé. L'unique façon que les forces ossètes ont pu se procurer ces armes est au travers de la Russie. (Asmus 2010, 26) Finalement, la mort de 5 policiers géorgiens dans une explosion provoque de violents combats au début d'août 2008, poussant le président Kokoity à menacer d'attaquer des villages géorgiens et à faire appel à des combattants volontaires venant du Caucase du Nord, en Russie. (Nichol 2008, 5)

Le 1^{er} août, après la destruction d'un véhicule militaire géorgien par une attaque à la mine en Ossétie du Sud, des coups de feu sont échangés entre les forces sud-ossètes et géorgiennes. Un commandant militaire confirme alors la volonté de la Russie à défendre ses forces de maintien de la paix en Ossétie du Sud, attirant les critiques de Tbilissi qui accuse alors la Russie d'entretenir 'l'illusion d'une guerre'. (Johanna 2015, 149) L'escalade menée par les troupes abkhazes et sud-ossètes continue jusqu'au 6 août lorsque l'officier russe Barankevich, alors chef du conseil de sécurité sud-ossète, annonce qu'une force militaire d'assistance nord-ossète se dirige vers l'Ossétie du Sud à la demande de l'armée séparatiste. (Johanna 2015, 150) Le 4 août, des forces mercenaires provenant du Caucase du Nord sont massées pour finalement être déployées à la frontière russo-géorgienne. Du côté abkhaze, un large déploiement militaire dans la vallée de Kodori s'effectue sans que les forces russes de maintien de la paix ne les arrêtent. Ces forces permettent également aux soldats abkhazes de se déployer dans la région de Gali et à la frontière avec la Géorgie, en plus de bombarder la ville de Zougdidi. (Nichol 2008, 7)

L'escalade est principalement menée par les troupes des régions séparatistes. L'intervention russe, le soutien et l'équipement se font toujours dans la discrétion ou sous le couvert des forces de maintien de la paix. Les forces ossètes utilisent une forme de stratégie particulière s'apparentant au bouclier humain où les forces de maintien de la paix russe et nord-caucasienne ainsi que leurs positions sont utilisées afin de limiter la capacité des troupes géorgiennes à répliquer. En répliquant aux attaques, ces dernières risquent alors de tuer ou blesser des soldats russes, ce qui aurait pour effet de créer un conflit bien plus important avec la Russie. (Asmus 2010, 27) Plusieurs considèrent que ces attaques ont été planifiées ou ont reçu la bénédiction de Moscou, puisque le gouvernement et la chaîne de commandement sud-ossète sont dominés par des officiers du renseignement russe.

Des acteurs politiques aussi importants que le premier ministre et les ministres de l'Intérieur et de la Défense sud-ossètes sont tous russes. (Asmus 2010, 27)

La guerre par procuration s'est officiellement transformée en guerre directe lorsque la Géorgie attaqua l'Ossétie du Sud le 7 août 2008. Évidemment, la Russie avait déjà, entre le 7 et le 12 août 2008, déployé environ 20,000 soldats en Ossétie du Sud et 20,000 soldats en Abkhazie. C'est environ 3 fois la force militaire totale de la Géorgie, retirant toute crédibilité à l'idée que ces troupes servent uniquement à la défense des forces de maintien de la paix. (Asmus 2010, 165) Le 5 août 2008, le ministre de l'Intérieur sud-ossète annonce que la région séparatiste pourrait éventuellement revendiquer des territoires géorgiens, alors que le même jour, le ministre des Affaires étrangères abkhaze inclut la possibilité d'ouvrir un deuxième front contre la Géorgie. Même s'il est possible que la Russie comptât uniquement défendre les régions séparatistes contre l'éventualité d'une invasion géorgienne, tout semble indiquer que le commanditaire et les groupes qu'il supporte ont volontairement escaladé la situation et se sont préparés en vue d'un conflit ouvert. La Russie a notamment modernisé les infrastructures, déployé ses propres forces et armé les séparatistes, permettant de faciliter une invasion sous le couvert de ses forces de maintien de la paix. (Asmus 2010, 166)

Durant la nuit du 7 août 2008, le président Saakachvili donne l'ordre à ses troupes d'attaquer une colonne d'environ 100 véhicules militaires russes se rendant en Ossétie du Sud et de contrôler la ville de Tskhinvali. (Johanna 2015, 151) Bien que la Géorgie soit la première à avoir attaqué, tout semble indiquer que la Russie était prête pour une éventuelle invasion du territoire et pour la contre-attaque qui s'en est suivi. Dans la soirée du 8 août, une large part de la 58^e armée russe lance une contre-offensive en Ossétie du Sud, forçant l'armée géorgienne à quitter la ville de Tskhinvali

et à se replier vers la ville de Gori dès le lendemain. (Johanna 2015, 152) Le 9 août, la Russie ouvre un nouveau front en Abkhazie et y déploie environ de 9000 troupes. (Johanna 2015, 153)

La stratégie russe de support aux régions séparatistes s'inscrit davantage dans une logique de soutien politique et économique, de protections et de décisions stratégiques. Puisque les régions séparatistes sont dépendantes du financement et de l'équipement militaire russe, c'est ce support qui a permis aux régions de maintenir structurellement leur indépendance et le conflit les opposant à la Géorgie. (Asmus 2010, 73) En positionnant des membres de son gouvernement, de l'armée et des services de renseignement à des postes décisionnels dans les gouvernements sud-ossètes et abkhazes, l'objectif russe semble être d'influencer largement les prises de décisions politiques et militaires des régions séparatistes. (Asmus 2010, 73) Toutefois, malgré l'équipement militaire, l'entraînement et le support aérien, les régions séparatistes n'ont jamais mené d'opération à grand déploiement. La capacité réelle d'invasion contre la Géorgie demeure trop faible sans l'intervention de la Russie. Au niveau opérationnel, on permet donc aux militants séparatistes de se défendre et d'attaquer, mais pas nécessairement de conquérir.

Toutefois ces attaques n'avaient pas la volonté d'atteindre des objectifs offensifs. Les bombardements et les escarmouches menés par les troupes visaient davantage à entretenir l'instabilité dans la région. On parle davantage de bombardement et pose d'explosif isolée plutôt que de réel combat contre les forces géorgiennes. La stratégie russe de support a éventuellement changé afin d'escalader le conflit plutôt que de le maintenir dans un état limité.

L'intervention indirecte

Ce que nous apprend le cas géorgien est ambigu et complexe et ne nous permet de confirmer la première hypothèse que partiellement. Le support aux régions séparatistes, en opposition à la Géorgie et l'OTAN, a davantage permis d'entretenir une guerre limitée ou gelée que de réellement

dissuader. Le support russe a permis de constituer une force militaire dans les régions séparatistes et de faire monter les coûts d'intervention géorgiens de façon à dissuader temporairement une tentative de réunification de Tbilissi. L'intervention indirecte russe a également permis de maintenir une forme d'instabilité prévenant la Géorgie de se rapprocher de l'Occident et de rejoindre l'OTAN, défendant par extension le statut régional russe.

Tout d'abord, la Russie a bel et bien réussi à dissuader l'OTAN d'étendre son influence dans la région. La guerre par procuration a fait en sorte d'entretenir une instabilité frontalière et a limité la capacité de Tbilissi à contrôler l'ensemble de son territoire, ce qui disqualifie les nouveaux membres dans leur processus d'adhésion. (Beehner et al. 2018, 29) La Chancelière allemande Angela Merkel a notamment fait savoir à la conférence de Bucarest de 2008 que les pays ayant un conflit territorial non résolu ne peuvent être membre de l'OTAN, discréditant ainsi la Géorgie. (Asmus 2010, 111; Illarionov 2015, 68) Les États craignent qu'en procurant le MAP à la Géorgie, le conflit gelé s'aggrave, que cela accentue la confrontation entre l'Occident et la Russie et qu'éventuellement l'attitude agressive du président géorgien entraîne l'OTAN dans un conflit. (Asmus 2010, 156) L'OTAN craint ainsi d'être piégée dans un éventuel conflit avec la Russie en raison de la guerre par procuration dans laquelle la Géorgie est alors impliquée.

L'intervention russe a également permis de faire monter les coûts d'intervention de la Géorgie. Dans un premier temps, les volontés d'unification de Saakachvili ont été ralenties par le risque de conflit avec la Russie. Les capacités de déstabilisations étant plus importantes et le risque de déclencher une guerre avec la Russie ont fait hésiter Tbilissi à intervenir contre les régions séparatistes de façon importante. La présence russe a également permis aux militants abkhazes et sud-ossètes d'affronter les troupes géorgiennes sans que ces dernières ne puissent répliquer sans risquer un conflit ouvert avec Moscou.

Dans l'ensemble, la première hypothèse est donc vérifiée. La guerre par procuration a permis à la Russie de limiter l'adhésion de la Géorgie à l'OTAN et a limité la capacité de la Géorgie à unifier son territoire. Toutefois, cette vérification n'est que partielle puisque la Géorgie a éventuellement décidé d'envahir les régions séparatistes.

Ce qui a permis de réellement défendre les régions séparatistes contre une attaque de la Géorgie et de l'OTAN demeure l'intervention directe russe et l'escalade que les régions séparatistes ont menée. Dissuadé d'attaquer les régions séparatistes, Tbilissi était tout de même résolu à unifier son pays et se tourner vers l'Occident. La Russie semble avoir donc finalement décidé de préparer une intervention directe. Tbilissi a décidé d'attaquer face à l'escalade des tensions en août. Il n'est pas possible de savoir si la Russie cherchait à pousser la Géorgie à attaquer ou si elle prévoyait intervenir directement. Ce qui demeure certain toutefois, c'est le fait que cette escalade contredit notre hypothèse, puisqu'elle semble provenir de régions séparatistes et de la Russie. Ainsi, il semble qu'entre 2006 et 2008, la guerre par procuration a permis à la Russie de projeter sa puissance offensive et d'augmenter sa présence militaire dans la région. Ce phénomène d'escalade d'un conflit par procuration en une guerre ouverte conventionnelle est un phénomène non pris en compte par les hypothèses. Ce phénomène démontre tout de même que la guerre par procuration n'a pas servi qu'à dissuader la Géorgie, mais bien à permettre de lever les barrières à l'intervention directe de la Russie pour que cette dernière puisse intervenir.

L'intervention directe

La deuxième hypothèse est confirmée par l'intervention directe russe dans le conflit. Le conflit semble avoir été prémédité par Moscou et on peut considérer la situation comme une escalade organisée par la Russie, en raison de ses réparations d'infrastructures névralgiques pour le transport militaire, le positionnement d'une quantité importante de soldats et de matériels à la

frontière, ainsi que les bombardements et les attaques contre des postes frontaliers géorgiens. La volonté russe d'annexer ou simplement d'affirmer l'autonomie des deux régions était notamment très claire en raison de la reconnaissance des régions séparatistes par la Russie et le décret du 16 avril 2008 faisant de l'Abkhazie une quasi-république autonome de Russie. (Smith 2015, 136)

Il va sans dire que les objectifs de l'intervention directe étaient au minimum de sécuriser l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud. L'offensive russe vers Tbilissi laisse croire qu'un changement de régime aurait pu être mené par la Russie. (Asmus 2010, 169) Toutefois, la signature du cessez-le-feu, malgré le succès militaire sur le terrain, semble démontrer que la réussite immédiate de cet objectif n'était pas primordiale pour Moscou. Le traité de paix illustre deux choses intéressantes: d'abord, la Russie ne cherchait pas à acquérir de territoire supplémentaire, et n'a obtenu qu'un semblant d'autonomie pour les deux régions séparatistes. (Asmus 2010, 199 à 203) Saakachvili est également demeuré en poste après le conflit, confirmant que le changement de régime n'était pas primordial pour la Russie. (Asmus 2010, 213)

Le passage entre l'intervention indirecte et directe a été justifié par l'inefficacité de la dissuasion russe, la persistance géorgienne pour la réunification de son territoire et la volonté d'affirmer l'autonomie des régions séparatistes. Déjà en 2006, il devenait clair qu'aucune pression ou acte d'intimidations ne viendrait détourner la Géorgie de ses réformes économiques et légales, ainsi que de sa volonté à réunifier son territoire de façon diplomatique. (Illarionov 2015, 64) Même si la Géorgie n'a pas obtenu le MAP, la possibilité d'une adhésion de la Géorgie demeurait. La rhétorique de Saakashvili a tout de même été démontrée et ce dernier a notamment déclaré que « le sommet de l'OTAN à Bucarest donna une garantie politique et législative d'adhésion à l'Alliance. » Plusieurs décideurs géorgiens considéraient ainsi que tôt ou tard la Géorgie parviendrait à rejoindre l'OTAN. (Karagiannis 2013, 86) Le simple support aux groupes n'ayant

pas permis de dissuader la Géorgie, c'est l'intervention russe qui a anéanti ses capacités militaires et diplomatiques, et qui a rétabli l'hégémonie russe sur la région.

L'unification du territoire demeurait une priorité à Tbilissi. À la suite de la conférence de Bucarest, Saakashvili a compris qu'une adhésion à l'OTAN pendant sa présidence (qui se terminait en 2013) demanderait du progrès dans la réintégration des régions séparatistes. (Smith 2015, 136) À cet effet, le 21 juin 2008, Tbilissi a envoyé de nouvelles propositions suggérant une partition de l'Abkhazie et un retour des réfugiés géorgiens sur le territoire. (Asmus 2010, 160) Cette proposition, bien que refusée par Moscou, démontre que jusqu'à la toute fin, Tbilissi n'a jamais cessé de tenter de récupérer les territoires séparatistes. Au travers de son escalade et de sa menace d'intervention directe, Moscou a donc confronté le pouvoir géorgien avec un dilemme cornélien : ou bien Tbilissi acceptait la perte des deux régions ou bien elle devait espérer combattre et être militairement écrasée. (Asmus 2010, 169)

L'intervention directe a finalement permis à la Russie d'occuper les territoires séparatistes avec des milliers de soldats et de signer un traité qui garantit la sécurité des deux régions séparatistes. Cette relative annexion représente définitivement un objectif russe motivant l'intervention directe. La Russie est ainsi parvenue à cimenter son contrôle des régions séparatistes. Les chances de voir la Géorgie rejoindre l'OTAN sont désormais presque inexistantes. (Karagiannis 2013, 87) En 2010, dans plusieurs vallées d'Abkhazie et d'Ossétie du Sud, presque tous les Géorgiens avaient quitté les lieux alors qu'historiquement ces derniers contrôlaient et peuplaient les territoires en question. Les séparatistes et la Russie y étaient mieux implantées que jamais. (Asmus 2010, 214) La frontière entre l'Ossétie et la Géorgie n'est également pas figée puisque la frontière semble avancer toujours plus dans le territoire géorgien. Ce phénomène observé en 2013 confirme la difficulté du pays à contrôler effectivement et efficacement l'ensemble de son territoire. (Boyle

2017, 2) Ce qui est certain, c'est que la région séparatiste et la Géorgie continuent de se séparer toujours plus, alors qu'une frontière physique semble apparaître entre les deux depuis l'installation et le financement de clôtures et de barbelés par les forces russes. (Boyle 2017, 12) Aujourd'hui, la Russie continue de contrôler près de 20% du territoire géorgien, avec une présence et une occupation maintenant permanente. (Beehner et al. 2018, 49) La langue géorgienne n'est plus enseignée dans les écoles d'Abkhazie et le 8 août de tous les ans, l'Ossétie du Sud fête son indépendance. (Beehner et al. 2018, 49)

La deuxième hypothèse concernant l'intervention directe est donc vérifiée. Une intervention directe a été menée afin d'effectivement vaincre les troupes géorgiennes et permettre à la Russie d'occuper le territoire. Les capacités militaires des régions séparatistes étaient dans les faits trop faibles pour contrôler effectivement leurs frontières en cas d'indépendances totales et pour réellement empêcher la Géorgie d'envahir les régions. La capacité de l'armée géorgienne à occuper Tskhinvali de cette façon et avec cette rapidité démontre comment les capacités militaires seules de l'Ossétie du Sud étaient insuffisantes.

Les interventions directes semblent toujours avoir été menées au moment d'une escalade des tensions, comme en 2004 quand des violences ont éclaté à la frontière et que des avions et hélicoptères russes sont très légèrement intervenus. L'intervention indirecte russe sert ainsi à maintenir le conflit à basse intensité, alors qu'une guerre de haute intensité est menée par les troupes du commanditaire comme supposé par notre hypothèse. Lorsque l'escalade nécessite une action militaire plus importante, allant au-delà de la capacité des groupes supportés, la Russie choisit d'intervenir elle-même. Il semble en être de même avec l'incapacité de dissuader et la nécessité d'envoyer un message clair à la Géorgie, l'OTAN et la région en général. Ainsi, l'intervention directe a permis une occupation permanente des territoires séparatistes par la Russie

et un changement de régime semblait vouloir être mené si ça n'avait été de la médiation française.
(Felgenhauer 2015, 176)

Conclusion

La guerre par procuration menée en Géorgie par la Russie lui a donc permis de défendre sa zone d'influence régionale en maintenant le mouvement sécessionniste abkhaze et sud-ossète, empêchant Tbilissi de sécuriser et stabiliser sa frontière ainsi que son contrôle sur l'ensemble de ses régions. C'est toutefois l'intervention directe qui a permis à la Russie de réellement combattre et neutraliser les forces militaires géorgiennes et d'empêcher Tbilissi de récupérer les régions séparatistes. Nos deux hypothèses sont donc confirmées, car le support et l'intervention indirecte ont servi à dissuader l'OTAN et la Géorgie d'intervenir, alors que l'intervention directe russe lui a permis de faire des gains réels.

Un fait intéressant, mais allant au-delà de nos hypothèses, demeure la transition entre la guerre par procuration et le conflit ouvert. La transition et l'opération conjointement menée entre les deux sur le terrain semblent indiquer que la Russie a favorisé une escalade du conflit afin de justifier une guerre contre son rival géorgien. Cette courte étape entre la guerre par procuration et la guerre conventionnelle démontre une agilité opérationnelle et une utilisation décomplexée de groupes intermédiaires allant au-delà des théories étudiées. Plusieurs observateurs ont averti la Russie du risque d'isolation internationale qui s'avérerait en cas d'invasion ou d'action condamnée par la communauté internationale. (Nichol 2008, 14) Une intervention directe a tout de même pu être menée grâce à la levée des barrières à l'intervention directe.

Guerre Russo-Ukrainienne de 2014

La guerre Russo-Ukrainienne de 2014 est un conflit hybride opposant la Russie à l'Ukraine, l'Union européenne et l'OTAN, au travers des forces séparatistes du Donbass. Suivant la chute du président ukrainien Viktor Ianoukovytch, la Russie saisit sa chance et déclenche une guerre directe en envahissant la Crimée. À la suite de l'invasion, la Russie entreprend une guerre par procuration en supportant les républiques séparatistes du Donbass et leur rébellion contre Kiev.

La guerre fut déclenchée par la chute de Ianoukovytch et la révolution d'Euromaïdan. Ce mouvement n'est pas un phénomène nouveau en Ukraine. Déjà en 2004, la Révolution Orange conteste le gouvernement de Ianoukovytch au travers d'un mouvement populaire démocratique et contestataire. Ce mouvement constitue une menace pour le pouvoir russe, qui craint une contagion du mouvement libéral. (Daubenton 2014, 277) Les militants pro-Ianoukovytch de Donetsk demandent également que la région devienne autonome à l'époque. (Daubenton 2014, 249)

Le 8 décembre 2013, à la suite du rejet de l'accord d'association avec l'Union européenne en faveur d'un accord russe par le gouvernement du président Viktor Ianoukovytch et des violences de la police contre les manifestations, une foule historique se rassemble et demande au président de quitter le pouvoir. (Daubenton 2014, 378) À peine deux mois plus tard, le 22 février 2014, débute une révolution qui chasse Ianoukovytch du pays. En réponse, des mouvements prorusse et anti-européen éclatent dans l'est du pays. En quittant le pouvoir et en fuyant en Russie, Ianoukovytch laisse derrière lui un pays divisé. Tout semble indiquer qu'un éventuel rapprochement avec l'occident est maintenant possible. La Russie, craignant alors pour ses intérêts dans le pays, décide d'intervenir directement pour annexer la Crimée. Cette région, majoritairement peuplée par des Russes d'origines et historiquement favorable aux mouvements indépendantistes, est envahie par des troupes russes sans insignes et aidées par des milices locales

entre février et mars 2014. Un référendum frauduleux permet ensuite à la Russie de légitimer l'annexion du territoire.

À la suite de l'intervention directe en Crimée, la guerre par procuration et l'intervention indirecte russe prennent place dans la région du Donbass, dans l'est de l'Ukraine. Des mouvements indépendantistes naissent dans les nouvelles républiques autonomes de Donetsk et de Lougansk. Ces mouvements, qui dépendent du financement et de l'équipement russes, saisissent les institutions politiques et tentent de déclarer le Donbass indépendant. À l'image de la Crimée, ils souhaitent une annexion du territoire par leur voisin russe. Les difficultés d'organisation des groupes indépendantistes, les problèmes de cohérence entre les actions sur le terrain et la stratégie russe, la réorganisation du pouvoir à Kiev et les difficultés opérationnelles des troupes rebelles permettent toutefois à l'armée ukrainienne de limiter la capacité des groupes sécessionnistes à triompher. Après la révolte de Maïdan, la guerre dans le Donbass fait du surplace et aucun des groupes n'est en mesure de prendre le dessus sur l'autre. La négociation d'accords de cessez-le-feu à Minsk en septembre 2014 fait espérer la fin du conflit mais le non-respect des accords le fait perdurer.



CNN Source: Institute for the Study of War, Maps4News, Google Maps
Graphic: Henrik Petterson, CNN

(Mankarious 2022)

La guerre par procuration

Pour analyser ce conflit, il est d'abord nécessaire de comprendre l'importance de la proximité culturelle, politique et économique des deux pays impliqués. Alors que la langue primée à l'ouest de l'Ukraine est principalement l'ukrainien, l'est du pays est majoritairement russophone. Dans la région, 72% de la population a le russe pour langue d'origine et 38% de la population est russe de naissance. (Wilson 2014, 118) C'est notamment cette proximité culturelle avec la Russie qui est au cœur du concept de Nouvelle-Russie (*Novorossiia*), promu par Poutine, qui insiste sur l'idée que ces territoires ont été offerts à l'Ukraine et qu'ils sont en fait des territoires russes. (Wilson 2014, 120) *Novorossiia* correspond à une symbolique nationaliste où l'est de l'Ukraine et la Crimée serait des territoires historiquement russes et appartenant culturellement à la Russie. (Minakov 2017, 72-73) Ce détail est important car il témoigne de la proximité culturelle et identitaire de la région avec la Russie.

La Russie et le Donbass sont également très proches économiquement parlant. Les ressources naturelles du Donbass et son potentiel industriel ont historiquement permis à la Russie de devenir une puissance industrielle. (Thévenin 2005, 26) Après la chute de l'URSS, l'importance économique de l'Ukraine demeure et continue à motiver de récurrentes interventions russes dans les affaires du pays. L'influence russe sur la dette ukrainienne a notamment permis au Kremlin d'exiger le limogeage de différents acteurs politiques ukrainiens libéraux ou proche de l'Occident (Daubenton 2014, 129), ainsi que l'envoi de stratèges politiques russes dans les élections pour éviter une victoire de l'opposition démocratique en 2002. (Daubenton 2014, 136) La Russie a longtemps accepté de fournir du gaz à prix réduit au pays, en échange d'accommodements sur les questions bilatérales suivant les préférences et la primauté du Kremlin sur les questions régionales. (Pomeranz 2016, 32)

Moscou considère également l'Ukraine comme un élément essentiel de sa structure d'intégration régionale. Cette structure est composée d'institutions économiques comprenant la Communauté des États indépendants (CEI) et de l'Union économique eurasiatique (UEEA). La CEI est une organisation collective de coopération intergouvernementale regroupant les anciennes républiques constituantes de l'Union soviétique, alors que l'UEEA cherche à inclure le pays dans un accord douanier, qui devrait mener à une zone économique commune, puis à une intégration élargie, l'Union eurasiatique. (Daubenton 2014, 375) Cette Union douanière est le leitmotiv des stratèges du Kremlin depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine. Ces institutions régionales représentent une infrastructure économique dont la CEI constitue alors la pierre angulaire. Par son importance et sa proximité économiques, l'Ukraine est essentielle à la réussite de cette infrastructure. (Wenz 2016, 66)

Cette proximité économique et culturelle s'exprime particulièrement, en 2014, après l'annexion de la Crimée. Vladimir Poutine explique alors qu'à la suite de la chute du mur de Berlin, la Russie est devenue la plus grande communauté ethnique divisée par des frontières. (Wilson 2014, 33-34) Pour Moscou, l'Ukraine, tout comme la Géorgie, demeure des territoires essentiellement russes. Cela explique pourquoi tout mouvement démocratique cherchant à s'éloigner de l'influence de Moscou est perçu comme une agression contre les intérêts russes. L'Ukraine, comme la Géorgie, fait partie d'une région avoisinante du territoire qui correspond à son *Near Abroad*, une zone d'influence importante.

En Crimée, la base navale de Sébastopol donne à la Russie un accès important à la mer Noire. La base de Sébastopol, au-delà d'être une base navale, était également une base regroupant des terrains d'aviation, des stations radars et des ateliers de réparations pour les navires. La Russie avait signé avec le premier gouvernement de Ianoukovytch une location permettant d'avoir une base militaire et navale jusqu'en 2042. (Sakwa 2016, 102) La base de Sébastopol témoigne d'une influence sécuritaire importante qui permet à la Russie de maintenir des alliances et des réseaux d'influences sécuritaires hors de l'OTAN.

La volonté ukrainienne de rejoindre l'OTAN est une menace sérieuse aux intérêts russes dans la région et pour sa position de puissance régionale. L'intervention au Kosovo a démontré un changement de rôle pour l'OTAN. Le conseil de sécurité est sous l'influence du droit de veto russe, alors que l'OTAN peut mener des missions de combat indépendamment de l'avis des non-membres. (Freedman 2019, 51) Une intervention de l'OTAN fait donc en sorte que les Occidentaux interviennent sans que la Russie ne puisse s'imposer. À Moscou, un élargissement de l'Alliance est perçu comme une forme d'isolation des instances de gouvernance mondiale et des institutions sécuritaires internationales, portant atteinte à son statut de grande puissance.

L'adhésion de l'Ukraine et la projection de puissance de l'OTAN dans le pays sont donc considérées comme un isolement régional partiel de la Russie, ainsi qu'une menace à son influence et sa puissance régionale, mais également à ses intérêts sécuritaires. Pour ces raisons, la Russie a toujours été très claire dans sa volonté de conserver l'Ukraine en dehors de l'Alliance. (Daubenton 2014, 318)

Afin de conserver ces territoires sous son influence, Moscou suit une politique de voisinage. Cette politique vise à influencer et à maintenir un contrôle sur les gouvernements locaux. Pour ce faire, cette politique cherche à soudoyer et favoriser les groupes politiques prorusses et utiliser des pressions plus ou moins dissimulées d'entreprises russes sur l'économie ukrainienne. (Wilson 2014, 35) C'est notamment ce que parvient à faire Moscou au travers des réseaux de corruption au sein du pouvoir de Ianoukovytch. Ces derniers donnent à la Russie un levier et des capacités d'influences importantes à Kiev. (Freedman 2019, 73)

Le Partenariat de l'Est et l'Accord d'association

Le rapprochement économique entre l'Ukraine et l'Europe était en augmentation depuis déjà quelques années. Tout accord économique entre ces derniers fait alors craindre à la Russie une éventuelle Ukraine moins dépendante envers son approvisionnement en biens, en technologies et en capitaux. En 2009, le Partenariat de l'Est, qui lie l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Biélorussie, la Géorgie, la Moldavie et l'Ukraine, propose un approfondissement de la coopération économique et énergétique, une augmentation de la liberté de déplacement et la promotion de la démocratie et des règles de droit. (Pomeranz 2016, 35) D'abord perçu comme plus acceptable qu'une présence de l'OTAN dans la région par la Russie, le partenariat est tout de même compris à Moscou comme une façon pour l'Union européenne d'intégrer ces pays dans sa structure aux dépens d'elle. (Wayne Merry 2016, 36) Le Partenariat de l'Est est ainsi considéré par Poutine comme un complément à

l'OTAN et une attaque contre sa primauté commerciale avec l'Ukraine. Ce partenariat, censé apporter la stabilité et la prospérité aux pays signataires selon l'UE, constitue pour la Russie une suite d'actions orchestrées par l'Occident afin d'agrandir leur sphère d'influence. (Menon et Rumer 2015, 114)

La mise en place de ce partenariat est également accompagnée d'un projet de formalisation des échanges au travers de l'Accord d'association entre l'Ukraine et l'Union européenne. (Wayne Merry 2016, 36) Ce projet, qui est essentiellement un accord de libre-échange, force l'Ukraine à s'aligner avec les lois, standards, et les réglementations européennes, même si ces dernières sont en contradiction avec les principes et la réglementation commerciale et financière russe. (Wayne Merry 2016, 36)

À l'automne 2011, Poutine lance un avertissement à l'Ukraine et à l'Europe en annonçant que la Russie pourrait prendre des « mesures de protection » au cas où l'accord aboutirait. (Daubenton 2014, 372) La Russie prend alors d'innombrables mesures pour empêcher la signature de l'accord. Visites diplomatiques, pressions gazières, menaces de boycottage, rien n'y fait. Le pouvoir ukrainien se montre déterminé à signer l'accord. (Daubenton 2014, 374) Les décideurs russes en viennent à percevoir l'Europe comme aussi menaçante pour les intérêts russes que l'OTAN. Le rapprochement avec l'Union européenne qu'engendrerait le Partenariat de l'Est et l'Accord d'association est considéré par Moscou comme une tentative de l'UE d'étendre sa sphère d'influence directement à sa frontière et mettant ainsi en danger la sphère d'influence russe. (Freedman 2019, 67)

En plus de la dichotomie réglementaire et diplomatique qu'il impose à l'Ukraine, l'Accord d'association avec l'UE menace également l'adhésion du pays dans la structure d'intégration régionale russe. (Daubenton 2014, 375) L'alignement réglementaire avec l'Europe entre en

contradiction avec la réglementation de la CEI et de l'UEEA, il est donc impossible pour l'Ukraine de se conformer aux deux. (Daubenton 2014, 375) L'Accord d'association européenne nuirait directement à la stratégie russe qui tente de convaincre Kiev de rejoindre l'Union douanière eurasiatique qu'elle propose aux côtés de la Russie, de la Biélorussie et du Kazakhstan, ainsi que la CEI. (Daubenton 2014, 346) C'est donc une forme de dilemme d'organisations économique, commerciale et sociétale qui s'impose à l'Ukraine. Ces institutions sont au centre de la stratégie politique étrangère russe pour devenir une puissance régionale et une signature de l'accord européen par Kiev les mettrait gravement en danger. (Wenz 2016, 66-67)

Malgré les nombreux avertissements provenant de Moscou, l'entente se concrétise de plus en plus, la rhétorique européenne continue à promouvoir le partenariat comme étant un choix civilisationnel offert aux pays (Wayne Merry 2016, 36) et la Russie insiste toujours pour que l'Ukraine rejoigne plutôt l'Union d'Eurasie. (Freedman 2014, 12) Le 21 novembre 2013, le président Ianoukovytch rejette finalement l'accord européen pour signer un accord de financement dans lequel la Russie accepte d'acheter 15 milliards de dollars d'Eurobonds ukrainiens et de réduire le prix du gaz naturel qu'elle exporte en Ukraine. (Freedman 2019, 73)

La surenchère massive de la Russie a convaincu le gouvernement ukrainien, hautement corrompu, de finalement choisir la proposition de son voisin. Toutefois, cette décision de rejeter l'accord européen ne fut pas sans conséquence. C'est justement l'étincelle qui fait éclater les protestations et la révolte d'Euromaïdan. Cette révolte populaire fait alors craindre à la Russie le retour d'un gouvernement pro-européen et occidentaliste à Kiev, qui serait susceptible de relancer les discussions sur un nouvel accord. Le nouveau président à prendre le pouvoir, Petro Porochenko, risque également d'être moins sensible à l'influence et la manipulation de Moscou. Étant pro-européen, Porochenko accentue la menace occidentale et européenne pour l'économie russe. Les

réformes apportées par un nouveau gouvernement risquent de favoriser les partenariats avec l'Europe et éventuellement une candidature dans l'UE. (Menon et Rumer 2015, 116) Ianoukovytch, plus proche de Moscou et sensible à la corruption, permettait à la Russie de manipuler et influencer le pouvoir à Kiev. Tout porte alors à croire que le nouveau gouvernement anticorruption post-maïdan ne sera pas aussi fragile et facile à manipuler. (Freedman 2019, 73) En raison des agitations et du mouvement populaire à Kiev, d'éventuelles concessions faites à la Russie par Kiev demeurent peu probables. (Freedman 2014, 13) Le support des groupes rebelles du Donbass par Moscou permet ainsi de continuer à influencer le pays en demeurant liés par une nouvelle constitution.

L'OTAN et Sébastopol

Avec la chute de Ianoukovytch, un rapprochement avec l'OTAN s'annonce. Cette éventualité a souvent été évoquée par le passé et demeure une réalité à Kiev. Une déclaration de rapprochement et d'une éventuelle adhésion adoptée à la conférence de Bucarest en 2008 est considérée comme une menace à la sécurité russe par Poutine. (Freedman 2019, 58) Le nouveau gouvernement post-Maïdan à Kiev risque également de révoquer le droit accordé à la flotte russe de la mer Noire d'appareiller dans le port de Sébastopol. (Freedman 2019, 83) La possibilité de voir cette location résignée demeure une réalité, puisque les droits accordés à la Russie avaient déjà été contestés durant la Révolution orange de 2004. (Sakwa 2016, 102) Toutes les tentatives russes de construction d'une base militaire et navale sur son territoire, directement sur la mer Noire, se sont soldées par des échecs ou des déceptions. Moscou a tenté de prolonger la durée de vie des infrastructures de la base de Novossiisk et d'établir une base à Ochamchira en Abkhazie, mais aucune de ces bases n'atteint les capacités de Sébastopol. (Sakwa 2016, 102) Perdre la base serait donc catastrophique pour la Russie.

En somme, la Russie s'est donc sentie menacée par un ensemble de facteurs allant de l'intégrité de son environnement stratégique et militaire, notamment avec la base de Sébastopol, à sa capacité à influencer le pays, ainsi qu'à l'intégrité de son infrastructure économique régionale. Ces craintes sont fédérées par la menace de voir l'OTAN et l'Europe étendre leur influence en Ukraine. Un éventuel accord économique européen aurait pour effet de normaliser les règles et les procédés de l'Ukraine de façon à se conformer et faciliter d'éventuel rapprochement avec l'Occident au niveau économique et sécuritaire. Facilitant alors la capacité de l'Ukraine à se présenter comme partenaire crédible pour l'OTAN, cette éventualité représente non seulement une diminution du contrôle de la mer Noire par la Russie, mais également un risque accru de voir un rival étendre son influence dans la région.

L'intervention directe

La révolte d'Euromaïdan et la chute du gouvernement de Ianoukovytch représentent un risque, mais également une occasion pour la Russie, qui choisira d'intervenir à la fois directement et indirectement dans le conflit sécessionniste chez son voisin. L'instabilité politique à Kiev offre une fenêtre d'intervention directe en Crimée qui permettra à la Russie d'annexer la région.

Après la révolte à Kiev et le déclenchement de la Révolution de Février le 22 février 2014, une coalition composée des Tatars Criméens, d'Ukrainiens locaux et d'activistes anti-Maïdan a créé une assemblée afin de mener un référendum sur l'indépendance de la Crimée et l'annexion par la Russie. Finalement, le 27 février 2014, ce sont plutôt des partis locaux prorusses appuyés par la milice *Berkut* et des milices d'autodéfense locales anti-Maïdan qui prennent le pouvoir par la menace des armes. (Wilson 2014, 110) Soixante hommes armés, provenant principalement de la milice *Berkut* locale et du reste de l'Ukraine, forcent un changement de gouvernement et font passer une motion de sécession avec l'Ukraine ainsi qu'une motion confirmant la sécession.

(Wilson 2014, 110) En saisissant le parlement, ces hommes érigent un drapeau et saisissent des points stratégiques liant la péninsule à l'Ukraine dès le lendemain. Il est impossible de confirmer aujourd'hui qui a coordonné ces groupes, notamment dans leur utilisation d'équipement militaire, tel que des véhicules blindés de transport. (D'Anieri 2019, 226)

L'invasion de la Crimée par la Russie prend ensuite place durant la nuit du 27 au 28 février 2014. L'invasion commence par la saisie des aéroports de Sébastopol et de Simferopol par des soldats sans insignes, sans papiers d'identifications et sans téléphones cellulaires. (Wilson 2014, 111) Ces soldats, qui sont surnommés les *petits hommes verts*, sont en fait des soldats russes de l'unité militaire de la flotte de la mer Noire, du bataillon tchéchène de l'est, de la 31^e brigade de garde et de la 22^e brigade spéciale du GRU. Finalement, c'est entre 30 000 et 35 000 soldats russes qui sont impliqués. (Wilson 2014, 111) À l'opposée, l'Ukraine a 22 000 soldats stationnés dans la péninsule, dont 14 600 membres de la marine. Le reste du déploiement se constitue de la force de l'air et de troupes du ministère de l'Intérieur. (Lavrov 2014, 158-59) Des organes politiques russes ont également aidé au recrutement de protestataires locaux en support au coup. Selon une source, l'ensemble de l'opération aurait été assisté par le 45^e régiment aéroporté russe. (Wilson 2014, 110) Certaines autres sources avancent que des troupes russes sont débarquées dans les jours précédents sur le territoire Criméen. (Wilson 2014, 111)

Les institutions ont alors simplement changé de camp et plusieurs s'étonnent que les troupes russes soient entrées en Crimée sans violences et sans résistance, malgré la présence de troupes ukrainiennes. (Wilson 2014, 111) Les troupes ukrainiennes locales n'ont effectivement pas répondu à l'attaque. Le manque d'équipement, le désinvestissement et l'origine russe des décideurs responsables de la défense peuvent expliquer pourquoi une part importante de l'armée demeure stationnée à l'ouest et qu'aucun ordre n'est donné aux soldats en place sur le terrain à

l'est. (Wilson 2014, 112) Les troupes russes attendent jusqu'au 6 mars pour finalement s'afficher, seulement après que Moscou ait constaté l'incapacité de l'armée ukrainienne à répondre. (Wilson 2014, 88-89) L'annexion de la Crimée par la Russie s'est finalement faite après le référendum du 18 mars. (Wilson 2014, 88-89)

L'intervention directe russe a donc sans contredit servi des objectifs offensifs d'annexion du territoire Criméen. L'intervention directe semble avoir été réalisée pour occuper rapidement les institutions politiques sans que les forces ukrainiennes ne soient en mesure de répondre. Le changement de régime local et le contrôle du territoire et des institutions ont permis cette annexion. Il existe également une possibilité que l'annexion de la Crimée fût souhaitée depuis longtemps et que la faillite du gouvernement de Kiev représentât une rare occasion d'agir.

On peut ainsi confirmer notre deuxième hypothèse voulant que les gains offensifs soient réalisés directement plutôt que par une intervention indirecte, cela malgré la possibilité de supporter des groupes locaux. Les milices locales étant déjà présentes et supportées par la Russie en Crimée, on peut supposer que Moscou aurait pu simplement apporter son soutien et attendre que les milices saisissent les institutions politiques et mènent un référendum par elles-mêmes. Une annexion aurait pu alors être réalisée par une loi russe et par l'établissement d'une frontière stable. La Russie a plutôt préféré entrer sur le territoire avec ses propres troupes afin de mener l'opération. Les capacités russes ont rendu toute défense impossible puisque la rapidité et la surprise de l'opération ont fait en sorte que les soldats désireux de combattre se sont retrouvés devant des forces nettement supérieures. De plus, une majorité des forces ukrainiennes en Crimée sont Criméennes d'origine et plusieurs vétérans ont notamment combattu dans l'armée soviétique. Les défenseurs ont donc massivement jeté les armes devant l'agresseur ou ont même rejoint les forces russes. (Lavrov 2014, 178-79; D'Anieri 2019, 227) Cette rapidité et efficacité d'exécution ont été possibles grâce à la

dominance russe et il est raisonnable de croire que les simples milices prorusses sur le terrain n'auraient pas eu les mêmes capacités pour résister, dissuader et surprendre les forces ukrainiennes en présence.

L'intervention indirecte



Last updated: Feb. 22, 2022 at 10:00 a.m. ET
Note: Line of Contact position based on reporting as of Jan. 24, 2022.

CNN Source: Institute for the Study of War, Kremlin, Maps4News, Google Maps
Graphic: Henrik Pettersson, CNN

(Mankarious 2022)

Le 26 février 2014, la Russie commence des exercices militaires à la frontière ukrainienne. Entre 40 000 et 50 000 soldats (selon les rapports) y sont stationnés dès le 13 mars. Les imposantes manœuvres militaires suggèrent qu'un risque de conflit majeur demeure. Les exercices militaires permettent de dissuader une intervention de l'armée ukrainienne en faisant monter le coût d'une contrattaque et en dissuadant l'Ukraine et les Occidentaux d'une éventuelle escalade du conflit. (Cimbala 2014, 364) Ces troupes ont permis de faire monter le levier de la puissance des groupes

sécessionnistes du Donbass et de forcer l'Ukraine à restreindre son intervention de peur de causer une éventuelle invasion russe. (Wilson 2014, 129) Le 6 avril, des militants prorusses prennent le contrôle de bâtiments administratifs et le 12 avril des hommes masqués et armés contrôlent des bâtiments gouvernementaux à Slovyansk, tels que les bâtiments de la SBU et de la police, sans que Kiev ne prenne aucune mesure pour les en empêcher. (Freedman 2019, 95; Wilson 2014, 129) À la mi-avril, la situation sur le terrain est contrôlée par les groupes rebelles, supportés par des membres de l'entourage de Ianoukovytch et par des instructeurs russes. (Wilson 2014, 129) Le mouvement de sécession est rapidement rejoint par des groupes plus ou moins radicaux sous influence et entraînement russe depuis des années, ainsi que par des volontaires nationalistes venus directement de Russie. Le tout contrôlé et supervisé par des autorités russes et des membres du GRU. (Wilson 2014, 130)

Plusieurs éléments semblent avoir été à l'origine de la déstabilisation et de l'explosion de violence dans la région. On peut y compter l'envoi par la Russie de soldats en tant que conseillers, qui ont organisé des groupes criminels et activistes locaux. (Sakwa 2016, 155) La Russie a également mené une campagne de désinformation où elle a tenté de délégitimer le nouveau gouvernement ukrainien et a insisté sur l'argument que la Crimée et le Donbass seraient en réalité russe. (D'Anieri 2019, 235) Le concept de Nouvelle-Russie (*Novorossiia*), promu par Poutine, a permis de galvaniser les mouvements indépendantistes et prorusses locaux. (Wilson 2014, 120) Ces mouvements militent en faveur de l'indépendance de la région, la fondation de cette *Novorossiia* et d'une éventuelle annexion de la Russie. (Sakwa 2016)

Certains analysent le déploiement russe comme une stratégie d'épuisement visant à dissuader les troupes ukrainiennes d'attaquer les groupes rebelles du Donbass. Les bombardements contre les positions ukrainiennes serviraient quant à eux à maintenir les troupes dans l'incertitude quant à la

provenance de la menace et à les empêcher d'occuper des positions fixes. (Freedman 2015, 90) Cette dissuasion des troupes ukrainiennes a également été démontrée par l'incapacité des troupes rebelles à faire des percées majeures malgré les gains légers de territoire réalisés. Cela confirme que les troupes ukrainiennes parviennent à gérer les groupes rebelles, mais ne parviennent pas à faire face aux troupes russes. (Freedman 2015, 87)

La possibilité d'intervention directe par la Russie dans le Donbass demeure tout de même faible. La présence de forces séparatistes prorusses est importante, mais moins qu'en Crimée et l'occupation du territoire n'était pas souhaitée par Moscou. Malgré la présence de 40 000 soldats russes à la frontière, cela semble insuffisant pour une invasion et une éventuelle occupation de l'Ukraine. Même une incursion à plus petit déploiement concentré dans la région du Donbass demanderait un déploiement militaire plus important susceptible de nécessiter davantage de troupes. (Menon et Rumer 2015, 105) Il n'est également pas nécessaire pour la Russie d'envoyer l'armée puisque la fracture culturelle, ethnique et politique de l'Ukraine est déjà bien profonde. La population du Donbass a toujours ressenti un fort sentiment d'autonomie vis-à-vis du reste de l'Ukraine. (Daubenton 2014, 104) La déstabilisation du pays et de la frontière ne nécessite donc pas une intervention directe massive, puisque les groupes séparatistes de l'Est s'en chargent déjà amplement. La confluence d'alignement et la proximité culturelle et des objectifs entre Moscou et les groupes séparatistes du Donbass rend possible un éventuel support menant à une guerre par procuration. Un support indirect des mouvements séparatistes consiste alors en une avenue plus accessible permettant d'atteindre les objectifs de déstabilisations sans risquer de devoir occuper et administrer le territoire.

La République de Novorossiya

La volonté d'annexion du Donbass par la Russie des militants locaux s'est heurtée au refus répété de Poutine, qui a notamment forcé les référendums sur la question à être repoussés à plusieurs reprises. Face à ce refus, des chefs locaux ont fondé la République populaire de Donetsk et la République populaire de Lougansk le 27 avril. (Freedman 2019, 95) Les entités ont formé une alliance nommée *République de Novorossiya* le 24 mai. (Sakwa 2016, 150) Ces deux mouvements, qui ont constitué les groupes bénéficiaires du support de Moscou, n'ont jamais fusionné et ont poursuivi des objectifs séparés. Essentiellement, les deux républiques cherchent à former des républiques autonomes au sein de la Russie, alors que la Russie préfère les conserver au sein de l'Ukraine afin qu'elles puissent influencer le pays dans le futur. (Freedman 2019, 96)

Le 11 mai, les républiques de Donetsk et de Lougansk ont chacune mené un référendum sur leur indépendance, qui affichent respectivement un résultat de 89% et de 96% en faveur de l'indépendance. (Sakwa 2016, 154) Le Donbass est alors un territoire contesté et les séparatistes contrôlent dans les faits certaines routes et plusieurs villes, mais pas la région dans son ensemble. Non reconnu par Kiev et les pays occidentaux, le référendum permet aux décideurs d'argumenter en faveur d'un système fédéral et de démontrer le sérieux et l'ampleur du mouvement séparatiste. (Sakwa 2016, 154) En plus du référendum, afin d'élargir le contrôle des séparatistes dans la région, la ville de Slovyansk est devenue le centre d'opération de la lutte. (Wilson 2014, 131) En contrôlant et occupant Slovyansk, les forces rebelles et russes espèrent que le reste de la région rejoindra le mouvement et la lutte séparatistes, par l'influence des militants et des hommes à son service. La force militaire reste concentrée à Slovyansk, alors que les agents d'influence russes sont concentrés dans les grandes villes. (Wilson 2014, 132) On estime que globalement dans le Donbass, le nombre de combattants n'a jamais dépassé les 10 000 soldats russes. À la mi-mai, on estime la force militaire russe à environ 4500 combattants. (Wilson 2014, 135)

L'influence des groupes criminels et de l'entourage de Ianoukovytch dans le Donbass permet aux mouvements sécessionnistes de perdurer. Cependant, contrairement à la Crimée, la population n'est pas aussi désireuse et homogène dans son désir de quitter l'Ukraine. Là où en Crimée les élites prorusses sont arrivées au pouvoir grâce à la saisie des institutions, elles doivent dans le Donbass préparer le terrain politique avant la saisie. Cette stratégie de révolte est toutefois un échec. (Wilson 2014, 128) Les séparatistes semblent dénués de plan à long terme et espèrent plutôt que la Russie intervienne rapidement avec ses propres troupes.

La Russie a une certaine difficulté à contrôler et équiper les groupes qu'elle supporte sur le territoire. L'anarchie dans la région est croissante et un grand nombre de criminels allégués sont recrutés, créant une compétition pour l'accès à l'argent russe. (Wilson 2014, 135) Les militants prorusses et une partie de la population du Donbass n'entendent pas combattre pour les républiques séparatistes puisqu'ils veulent que la Russie intervienne directement ou annexe le territoire. Ainsi les chefs politiques ne prennent pas le temps de créer une réelle structure de gouvernement puisqu'ils comptent sur l'annexion. (Freedman 2019, 112) Une large part de la population souhaite également conserver le pays uni ou obtenir davantage de concessions en vue d'un gouvernement plus fédéral. Toutefois, Moscou compte sur un mouvement prorusse plus fort et renforce alors la capacité de ces mouvements militants. (Freedman 2019, 91) Ainsi, devant les difficultés du mouvement séparatiste sur le terrain à créer un réel mouvement uni et organisé, la Russie doit intervenir toujours plus en équipant et en envoyant des véhicules militaires à ses mandataires. (Freedman 2019, 114)

De son côté, l'armée ukrainienne accumule les succès, forçant les troupes séparatistes à réclamer davantage de support. À la mi-juillet 2014, plusieurs décideurs locaux sont donc remplacés par des agents russes plus efficaces et dignes de confiance. Le 13 juillet, une centaine de véhicules blindés

et environ 400 combattants supplémentaires traversent la frontière russe pour combattre dans le Donbass. (Wilson 2014, 140) Des rapports décrivent des bombardements venant de la Russie et des lance-missiles utilisés afin d'abattre des avions depuis le territoire russe. Dans l'ensemble, la Russie a livré des équipements radars, lance-missiles et antiaériens ainsi que des armes aux régions séparatistes, permettant d'abattre de nombreux avions, hélicoptères et transports militaires aériens Ukrainiens. (Wilson 2014, 141)

Le mois d'août marque un regain de puissance pour les forces séparatistes. Les forces insurgées marquent une victoire dans la ville d'Ilovaisk (au sud de Donetsk). Les rebelles parviennent à établir une structure de commandement unique qui dirige les 15 000 combattants. Les officiers du commandement ont également appris différentes tactiques permettant d'encercler, de couper le ravitaillement de l'ennemi, etc. Cet apprentissage, qui suggère une implication de Moscou dans l'organisation structurelle des forces rebelles, a également fait réaliser à Kiev qu'une victoire sur le terrain est presque impossible. (Sakwa 2016, 174))

Les accords de Minsk

Le 5 septembre 2014, le président ukrainien Porochenko accepte un cessez-le-feu selon les termes proposés par la Russie dans les accords de Minsk. Cet accord entre Kiev, Moscou et les républiques séparatistes permet à Poutine d'obtenir une décentralisation du pouvoir ukrainien pour les régions de Donetsk et de Lougansk. (Wilson 2014, 143; Sakwa 2016, 177) Pour la première fois, l'autonomie politique des deux régions est partiellement reconnue. Un statut spécial accordé à environ 10% de son territoire a pour effet de réduire à néant les chances pour l'Ukraine de rejoindre l'OTAN. (Sakwa 2016, 177)

En février 2015, une résurgence des violences force une reprise de négociations pour de nouveaux accords, qu'on nomme Minsk-2. Trois aspects importants découlent de ce nouvel accord. Tout

d'abord, Moscou obtient une révision constitutionnelle menant à davantage de décentralisation du pouvoir. Cela permet à Moscou de maintenir son influence dans l'Est et d'appliquer une pression constante sur Kiev dans sa volonté de rejoindre l'OTAN. Ensuite, cette proposition est considérée comme un piège pour Kiev, puisque l'Ukraine devient non seulement responsable de reconstruire les régions dévastées, mais ces régions obtiennent également un droit de veto sur la politique étrangère du pays. (Freire 2019, 800; D'Anieri 2019, 249) Finalement, les accords de Minsk-2 forcent Kiev à négocier avec les groupes sécessionnistes de l'est. Ce dernier point est problématique pour l'Ukraine puisqu'il implique une reconnaissance de facto de l'autorité des groupes rebelles.

On remarque un désir à Moscou de respecter les accords de Minsk-2. Les accords sont très favorables à ses intérêts puisque la structure constitutionnelle proposée aurait donné au Donbass un veto sur la politique étrangère ukrainienne. La Russie a notamment fait pression sur les rebelles pour négocier, suggérant que Moscou cherche à éviter que des groupes hors de contrôle poursuivent leur propre agenda dans la région. (Freire 2019, 800) Toutefois, les accords n'ont jamais été respectés et les combats ont continué après la signature de Minsk-2. Le peu d'intérêt des forces séparatistes à demeurer au sein de l'Ukraine et leur désir d'annexion par la Russie, ou d'indépendance, peuvent expliquer ce manque d'enthousiasme. (Sakwa 2016, 178) De son côté, la Russie désire conserver les deux régions au sein de l'Ukraine afin de pouvoir influencer le pays et neutraliser ses chances de se rapprocher davantage de l'Occident. (Sakwa 2016, 178)

Dans les années qui ont suivi, le conflit se refroidit, mais le support russe continue. Différentes opérations militaires et offensives des groupes séparatistes prennent place malgré les différentes négociations d'accord de cessez-le-feu. Moscou se concentre alors sur la sécurité et la survie des groupes à Lougansk et Donetsk. (Freedman 2019, 127) La Russie maintient à la frontière une force

substantielle prête à intervenir sous le couvert d'une opération de maintien de la paix. (Freedman 2019, 91) En 2015, davantage d'intervention et d'offensives des groupes séparatistes font en sorte que l'Ukraine renforce sa présence dans différents secteurs. Toutefois, l'Ukraine est laissée en situation politique, économique et militaire fragile. Sa capacité à rejoindre l'UE sans un support financier occidental massif est faible. (Freedman 2014, 28)

Il semble que la Russie soit parvenue partiellement à ses objectifs au détriment des groupes séparatistes dans le Donbass, c'est-à-dire obtenir un statut spécial donnant un droit de veto aux régions séparatistes, empêcher l'Ukraine de se tourner vers l'Europe dans son développement économique et sociétal et empêcher le pays de rejoindre l'OTAN.

L'intervention indirecte a permis de limiter la capacité de l'Ukraine à rejoindre l'OTAN, puisque cette dernière n'est jamais parvenue à reprendre totalement le contrôle de son territoire. Comme Angela Merkel l'a déjà déclaré en 2008 pour le cas de la Géorgie, cette condition est nécessaire pour rejoindre l'OTAN. Plusieurs membres de l'Alliance sont d'ailleurs satisfaits que l'Ukraine ne devienne pas membre en 2014. (Menon et Rumer 2015, 138) Malgré les demandes de l'OTAN pour un recul des troupes russes et un arrêt du support aux séparatistes de l'est, des pays importants de l'Alliance, incluant l'Allemagne et les États-Unis, refusent d'envoyer plus de troupes en Pologne et affirment leur réticence à entreprendre des actions militaires afin de défendre la souveraineté de l'Ukraine. (Menon et Rumer 2015, 139)

La question d'envoi d'armes et de l'entraînement des soldats ukrainiens sont également une source de conflits pour les pays membres, puisque l'Allemagne s'y est rapidement opposée par crainte d'escalader le conflit. (Menon et Rumer 2015, 140) Pour l'Allemagne, si l'Ukraine devait rejoindre l'OTAN, le risque de conflit avec la Russie deviendrait certain. En cas de guerre, l'OTAN devrait

alors défendre l'Ukraine et les pays voisins, et si l'Alliance échouait à défendre les pays de l'Est, cela sonnerait son crépuscule. (Menon et Rumer 2015, 140-141)

Malgré l'insistance de Porochenko en 2014, les États-Unis n'ont également pas envoyé d'armes, car la Maison Blanche craignait également une éventuelle guerre par procuration avec la Russie. Ce manque de support a limité la capacité de Kiev à continuer le combat contre les régions séparatistes. (Freedman 2014, 25) Les États-Unis se sont contentés d'envoyer de l'équipement non létal. Il faudra attendre 2015 avant que Washington commence à envoyer du personnel pour entraîner et organiser les troupes ukrainiennes et 2017 pour que les États-Unis effectuent leurs premières livraisons d'armes. (Arabia et Bowen 2022) Ainsi, la Russie a réussi à entretenir une position de négociation en raison de sa constante menace d'escalade du conflit, notamment en raison de références à sa force nucléaire et aux forces militaires positionnées à la frontière. (Freedman 2014, 27) Avec l'augmentation du support russe et des rapports indiquant la potentielle participation de soldats russes dans le conflit, l'OTAN a dû jongler entre réassurer les pays membres de l'est sans y établir une présence permanente.

La première hypothèse est donc vérifiée. Au niveau opérationnel, l'implication de la Russie a effectivement momentanément dissuadé l'Ukraine d'intervenir contre les troupes séparatistes dans le Donbass. Le manque de ressources militaires et l'instabilité politique à Kiev force l'armée ukrainienne à d'abord limiter son engagement contre les forces séparatistes afin de ne pas risquer une confrontation avec la Russie dans un conflit conventionnel. Cette faiblesse matérielle a renforcé l'effet dissuasif du support russe. Le support russe a également dissuadé l'OTAN de supporter l'Ukraine et favoriser son adhésion dans l'Alliance par crainte d'escalader la situation en un conflit d'envergure contre la Russie. Éventuellement, les problèmes organisationnels et

matériels de l'armée seront améliorés et l'arrivée au pouvoir du gouvernement de Porochenko fera en sorte de relancer le conflit et la compétition au niveau opérationnel.

C'est l'envoi de conseiller et de matériel et l'entraînement russe qui ont permis aux militants séparatistes de rivaliser avec l'Ukraine. Moscou est donc parvenu à faire monter les coûts d'intervention de l'Ukraine suffisamment pour que Kiev ne parvienne pas à régler le conflit rapidement. C'est une sorte de levier stratégique permettant à la Russie de négocier avec ses rivaux quant à la finalité potentielle du conflit. La perspective d'un conflit n'étant également pas dans l'intérêt des alliés du pays ciblé, leur coût de projection de l'influence devient nettement plus élevé.

Conclusion

Les deux hypothèses sont donc démontrées. L'intervention directe en Crimée permet d'annexer du territoire, alors que l'intervention indirecte ne sert qu'à dissuader l'Ukraine et les Occidentaux. L'accord de Minsk-2 et la signature de la Russie démontrent que cette dernière visait davantage à incapacité l'Ukraine à effectuer un virage vers l'Europe et à rejoindre l'OTAN. Ne voulant pas annexer l'est du pays, préférant conserver le Donbass au sein de l'Ukraine pour maintenir son influence, la Russie n'a fait que supporter les groupes rebelles de façon à faire monter les coûts d'intervention de l'armée ukrainienne et maintenir en vie le mouvement séparatiste.

Iran

La stratégie défensive régionale iranienne

L'Iran évolue dans un système régional composé des sous complexes sécuritaires du golfe persique et du levant, qui incluent la Palestine, Israël, le Liban, la Syrie, l'Arabie saoudite, l'Irak, l'Iran, le Yémen, les Émirats arabes unis, Oman, Bahreïn, le Qatar et le Kuwait. (Buzan et Wæver 2003, 187-93) C'est un système régional standard où aucun acteur ne parvient à centrer les enjeux sécuritaires. Dans ce type de système, c'est la relation entre les puissances régionales qui sont le principal élément de sécurité. (Buzan et Wæver 2003, 55) L'Iran évolue donc dans un environnement multipolaire où aucun hégémon n'est en mesure d'instaurer un ordre et où différents éléments intérieurs et extérieurs aux puissances entretiennent un constant dilemme de sécurité. (Solingen 2007, 759) Les pays de la région correspondent généralement à des États économiquement faibles et politiquement peu légitimes, qui ont tendance à promouvoir le nationalisme, la puissance militaire, les conflits externes, les courses à l'armement et l'utilisation d'alliance transnationale afin d'assurer leur survie politique. Ce faisant, ces États nuisent à l'établissement d'un système régional et augmentent les chances de causer des incidents militaires et des conflits. (Solingen 2007) Par leur comportement, les États membres de ce système contribuent à faire émerger un dilemme de sécurité. Face à ce dilemme de sécurité, les États choisissent de former des alliances et de s'aligner avec des puissances extrarégionales, d'augmenter leurs dépenses militaires et de s'engager avec des puissances externes afin de maximiser leur sécurité. Le potentiel de conflits régionaux s'en trouve accru tout en augmentant les chances d'y entraîner des puissances extérieures. Dans ces conditions, tout État qui ne participe pas à ce phénomène est vulnérable face à ses voisins. (Lawson 2011)

L'Iran se retrouve donc dans une position particulièrement vulnérable car le pays est victime d'un isolement géopolitique, économique et militaire qui limite sa capacité à bâtir des alliances en

mesure d'affronter la situation régionale précédemment détaillée. Pour comprendre cet isolement, il est nécessaire de remonter à la révolution iranienne. En avril 1979, un référendum mené par l'Ayatollah Rouhollah Khomeini et appuyé par une majorité d'Iraniens de plus de 16 ans confirme la création de la République islamique d'Iran. (Houshisadat 2020, 155) Les liens étroits tissés auparavant par le Shah avec l'Occident sont alors nettement détériorés. (Kamrava 2014) Conséquemment, le paysage iranien change complètement : on y voit s'imprégner dans le discours politique un détachement de l'Iran vis-à-vis des Occidentaux, la religion reprend une place centrale dans toutes les sphères de la société et les politiques étrangères subissent d'énormes transformations. (Houshisadat 2020, 156) La République islamique suit une politique contre-hégémonique depuis sa fondation, et perçoit les politiques occidentales dans la région comme contraire à ses intérêts et suivant une doctrine antirévolutionnaire. (Houshisadat 2020, 156) L'Iran préfère alors s'aligner ni à l'est ni à l'ouest pour plutôt rejoindre les non-alignés avec pour résultat une absence de support des deux blocs et de leurs alliés. (Houshisadat 2020, 156)

Suivant la révolution de 1979, l'Iran cherche à exporter son modèle révolutionnaire et à créer une communauté islamique globale. (Houshisadat 2020, 157) Les pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG), une organisation régionale qui regroupe six monarchies du golfe persique, considèrent les ambitions révolutionnaires et confessionnelles iraniennes selon le prisme d'une ambition hégémonique régionale. (Juneau 2014a, 97) La crise des otages de l'ambassade américaine à Téhéran en 1979 a également eu pour effet d'anéantir les relations entre l'Iran et les États-Unis et de placer la République islamique en opposition avec la majorité des pays dans le monde. (Houshisadat 2020, 161) La plupart des pays du Golfe persique se sont alors rangés derrière les États-Unis dans l'espoir d'approfondir leurs liens économiques, sécuritaires et militaires. (Houshisadat 2020, 164-65) L'alignement des États-Unis avec les pays du Golf a

aggravé le sentiment d'encerclement de l'Iran, a augmenté sa rivalité avec les États-Unis et ses voisins et a placé le pays dans une situation d'isolement géopolitique. (Juneau 2014a, 97) Les principaux alliés du pays dans la région sont des groupes non étatiques tels que le Hezbollah libanais et le Hamas palestinien. (Juneau 2013, 31-32) L'Iran a également supporté plusieurs groupes politiques et des milices en Irak, permettant à la république d'influencer le cours des événements dans le pays voisin. (Juneau 2013, 33) Le seul allié étatique de la République islamique est la Syrie, avec laquelle elle coopère depuis les années 1980.

Comme mentionné précédemment, cette incapacité à former des d'alliances dans la région est largement due à l'opposition historique entre les États-Unis et l'Iran. Bien que cette rivalité soit pérenne depuis la révolution iranienne, les attentats du 11 septembre 2001 ont marqué profondément l'opposition entre les deux États. En 2002, le président américain désigne l'Iran comme membre de 'l'Axe du Mal' et adopte une attitude hostile et belliciste à l'égard du pays, braquant par le fait même leurs relations. (Ansari 2007) Émerge alors en Iran la crainte de devenir la prochaine cible américaine dans sa 'Guerre contre la terreur'. Le pays se retrouve également encerclé par des pays alignés avec les États-Unis et qui hébergent parmi les plus grosses bases militaires américaines dans le monde. L'alliance alors formée entre les États-Unis et les pays du GCC teinte l'ensemble des relations de l'Iran dans la région. (Kamrava 2011, 192) Suivant l'augmentation de l'influence iranienne en Irak, après la chute de Saddam Hussein en 2003, les pays du CCG craignent de voir le pays atteindre une position régionale favorable. (Houshisadat 2020, 183) Les États-Unis, conséquemment à leur politique de contention de la puissance iranienne, encouragent la formation d'une alliance Sunnite-Israélienne avec la République islamique comme rival commun. (Houshisadat 2020, 184)

Les ambitions iraniennes dans la région visent principalement à contrer cette pression que subit la République islamique par les États-Unis, Israël et les pays sunnites. (Razavi 2013) Les décideurs à Téhéran en viennent à percevoir le pays comme encerclé, constamment menacé et entouré par des puissances rivales aux ambitions nuisibles pour ses intérêts. De ce fait, l'Iran se méfie du système international et régional dans lequel il évolue et ne parvient pas à faire des gains par la coopération régionale et à dépasser la méfiance de ses voisins. (Juneau 2014a, 92)

Cet isolement géopolitique fait donc en sorte que le pays est seul pour affronter ses rivaux. Ces derniers possèdent une puissance militaire supérieure à celle de l'Iran. Dans la région, la puissance américaine demeure inégalée en raison de sa forte présence militaire et d'un réseau de bases militaires au Kuwait, au Qatar, au Bahreïn et aux Émirats arabes unis ainsi qu'en Jordanie et en Turquie. Ces bases permettent au pays de mener des interventions rapides. À la fin de 2013, 35,000 soldats, ainsi que de l'équipement de pointe comme des chasseurs F-22, des hélicoptères et des systèmes antimissiles étaient répartis dans ses bases. (Juneau 2014b, 41) Une augmentation constante de la présence américaine dans la région a mené le pays à stationner près de 200,000 soldats dans la région en plus d'une flotte dans le golfe persique et une force aérienne constante. (Gunzinger et Dougherty 2012, 13)

L'Iran demeure relativement faible malgré sa position de puissance régionale. (Juneau 2013, 20) Les capacités militaires de l'Iran sont mieux adaptées aux opérations défensives qu'offensives puisque le pays ne possède que peu de blindés ou de véhicules modernes et qu'il se base principalement sur de l'équipement technologiquement dépassé. (Rezaei 2019, 188) À l'opposé, les capacités militaires des pays du CCG réunis sont approximativement de 27.5 pour 1 entre 2007 et 2014. (Rezaei 2019, 187) L'Iran ne se trouve donc pas dans une situation régionale lui permettant de compétitionner militairement avec ses rivaux.

L'isolement géopolitique iranien est aggravé par le développement de son programme nucléaire. Plusieurs pays du CCG, ainsi que la Jordanie, l'Égypte, Israël et l'Arabie saoudite se sont alors coalisés afin de contraindre le pays à abandonner son programme nucléaire, par crainte que la république puisse obtenir l'arme atomique. (Houshisadat 2020, 184) Les nombreuses réactions internationales se traduisent par une série de sanctions nuisibles pour l'économie du pays. Ces sanctions entérinées par le Conseil de sécurité de l'ONU affectent l'importation et l'exportation de différents produits. Parmi les industries visées par les sanctions on trouve l'exportation de pétrole, qui constitue la principale manne financière du pays. Ces sanctions ont mené à une quantité de problèmes sociaux, qui ont exacerbé le manque de légitimité du gouvernement et du processus politique iraniens. (Rezaei 2017, 210) Économiquement parlant, l'Iran demeure donc relativement faible.

La stratégie régionale iranienne se base ainsi sur la prémisse que le pays est incapable de rivaliser avec la puissance américaine et avec ses rivaux régionaux. Afin de compétitionner malgré l'absence d'allié immédiat, l'isolement géopolitique et la faiblesse militaire et économique du pays, l'Iran adopte une stratégie de défense par dissuasion. (Azizi 2021, 7) On appelle cette stratégie : le *forward defence* ou le *offensive defence*. (Azizi 2021, 4) Le *forward defence* se base sur le concept de *strategic depth* voulant que les combats doivent être menés aussi près du territoire ennemi que possible, et cela incluant les mesures culturelles et économiques. (Azizi 2021, 8) Cette stratégie repose entre autres sur le support à des groupes mandataires locaux s'opposant aux rivaux de la République islamique, de façon à frapper les intérêts ennemis loin de l'Iran et permettre de dissuader les rivaux de s'attaquer à ses intérêts. (Azizi 2021, 8) Cette stratégie vise à dissuader un rival d'intervenir, plutôt qu'augmenter sa propre sécurité par sa puissance militaire. (Rezaei 2019, 185)

Ces groupes mandataires forment un réseau de milices et de factions politiques au travers de la région appelée 'l'axe de la résistance' par les spécialistes iraniens. (Azizi 2021, 13) Selon ces derniers, ce réseau permet de projeter la puissance et l'influence du pays à faibles coûts et cela malgré sa faiblesse militaire et son absence de frontière commune avec ses rivaux. (Juneau 2021a, 2) Ces groupes servent ensuite deux objectifs : dissuader les États-Unis en armant et entraînant des troupes pouvant potentiellement frapper les forces et les intérêts américains dans la région en cas d'une guerre, et ensuite constituer des lieux deancements de missiles permettant de frapper et nuire aux rivaux régionaux de l'Iran. (Juneau 2021a, 2-3) C'est une tentative de dissuader une invasion américaine et de créer un écart entre les États-Unis et ses partenaires régionaux faisant en sorte que la garantie de sécurité par les États-Unis n'est plus crédible. (Gunzinger et Dougherty 2012, 23-24; Wehrey et al. 2009, 11) La stratégie défensive iranienne agit alors comme police d'assurance où le support sert à faire monter la pression en cas d'hostilité, donnant à Téhéran une capacité de dissuasion contre ses rivaux impliqués. (Wehrey et al. 2009, 82)

L'objectif défensif de la stratégie régionale iranienne et l'utilisation à des fins dissuasives des groupes mandataires sont précisément ce qui sera testé par l'étude de la guerre au Yémen et en Syrie. Le *forward defense* fait l'hypothèse que les groupes mandataires permettent à l'Iran de faire monter les coûts d'interventions de ses rivaux et que ces derniers choisiront de ne pas intervenir. Cela suppose deux éléments importants : la confluence d'alignement basée sur la similarité confessionnelle des mandataires et du commanditaire, ainsi que la présence de réseaux mandataires sur des territoires déjà occupés par des rivaux. Le *forward defense* correspond donc à la théorie des guerres par procuration voulant que les mandataires s'inscrivent dans une logique de gestion du risque et comme barrières à l'intervention directe. Toutefois, la nature du système régional et le constant dilemme de sécurité font également de cette stratégie un outil de compétition qui sert

à lutter contre ses rivaux et à soutenir les faibles capacités militaires de l'Iran. Contrairement à la Russie qui cherche à préserver ses acquis dans sa zone d'influence, l'Iran tente d'établir une force déstabilisatrice permettant de concurrencer ses rivaux dans différents lieux en cas d'attaque. Ce n'est donc pas nécessairement une utilisation de mandataires à des fins défensives comme l'entendent nos hypothèses.

Le *forward defense* constitue une stratégie régionale globale qui vise à permettre à l'Iran de concurrencer ses rivaux régionaux. Là où la Russie, en raison de son statut régional, possède des intérêts et une influence à défendre dans la région, la dynamique régionale et l'isolement géopolitique auxquels fait face l'Iran rend plus difficile l'identification des intérêts poussant aux objectifs offensifs ou défensifs. Essentiellement, cette grande stratégie régionale demande des interventions et des décisions opérationnelles et stratégiques variées qui peuvent être considérées comme offensives et défensives dépendamment du contexte et du conflit. Le *forward defense* nous permet de comprendre le contexte et les intérêts au cœur des guerres par procurations menées par la République islamique et les interventions de cette dernière. Ce n'est toutefois pas suffisant pour comprendre le lien entre la nature de l'intervention et les objectifs poursuivis. Il est donc nécessaire d'explorer plus en détail le *forward defense* aux niveaux stratégique et opérationnel. Le cadrage donné par le *forward defense* iranien permet de tester nos hypothèses dans un contexte régional multipolaire où les dynamiques de compétitions ne suivent pas une logique de domination sécuritaire comme dans le cas de la Russie.

Guerre civile syrienne

En mars 2011, alors que le printemps arabe fait rage dans plusieurs pays de la région, les premiers mouvements syriens anti-pouvoir débutent dans la région de Deraa, dans le sud-ouest du pays. Différents abus de la police et des autorités font en sorte que le mouvement populaire de protestation, d'abord isolé, se propage dans les différentes villes de la région. (Harris 2018, 27) Les tentatives de calmer les soulèvements échouent et près de deux semaines après les premières manifestations, l'ensemble du pays, à l'exception d'Alep et de Damas, manifeste avec vigueur son mécontentement envers le régime de Bashar al-Assad. (Rabinovič et Valensi 2021, 45-47) Supportés par les États-Unis, l'Arabie saoudite et le Qatar, l'Armée syrienne libre (FSA) et le Conseil National de la Syrie (SNC), piliers du mouvement de protestation, se forment. Incapable de fédérer les principales factions politiques de l'opposition, les pays commanditaires décident en novembre 2012 de former la Coalition Nationale syrienne, un organe chapeautant le Conseil national. (Rabinovič et Valensi 2021, 48-49) La prise par l'opposition de villes importantes telles qu'Alep, Damas et Homs et la désaffection de plusieurs membres de l'armée syrienne affaiblissent grandement celle-ci. (Rabinovič et Valensi 2021, 52) Le régime syrien est alors au bord de l'effondrement. Face à la menace d'une éventuelle chute du régime, l'Iran et le Hezbollah décident donc d'intervenir dès 2012, d'abord de façon modeste, puis de manières plus importantes plus tard. (Rabinovič et Valensi 2021, 53)

Le support iranien permet alors au régime Assad d'arrêter l'hémorragie et d'espérer une victoire. Après les défaites entre 2012 et 2013 à Alep, Hama et Damas, le régime, suivant la suggestion de l'Iran, change de stratégie pour se concentrer davantage sur la défense et le contrôle des régions toujours en sa possession. Ainsi, avec l'aide des milices chiites mobilisées par l'Iran et celle des forces Quds, il parvient à demeurer en contrôle et à récupérer lentement mais sûrement les territoires et villes perdus. (Phillips 2020, 151)

Entre 2013 et 2014, le conflit prend de l'ampleur avec une augmentation marquée des morts civiles et des déplacements de population. À la fin de 2013, le nombre total de déplacés se chiffre à 2.3 millions et le nombre de morts à plus de 100,000. (Rabinovič et Valensi 2021, 58) C'est également à ce moment que les mouvements salafistes et islamistes prennent de l'importance et parviennent à conquérir du territoire dès septembre 2013. (Rabinovič et Valensi 2021, 62) En 2014, l'Iran décide d'intervenir directement et d'envoyer des milliers de membres de ses forces Quds et de l'armée régulière iranienne. Cette décision stratégique est motivée par les difficultés du régime à faire face à l'opposition et à l'émergence rapide de l'État islamique (Daech) considéré comme une menace directe à l'existence de l'Iran, notamment en raison des divergences confessionnelles majeures. C'est également le moment où le Hezbollah décide de participer davantage dans le conflit en envoyant des troupes libérer les contours de Homs des forces rebelles. (Rabinovič et Valensi 2021, 62-63) Finalement, l'Iran décide de déployer entre 7,000 et 15,000 soldats iraniens ainsi que des milices chiites irakiennes et afghanes. (Goodarzi 2019, 145)

En octobre 2015, avec l'aide de ses alliés russe et iranien, le régime syrien parvient à se stabiliser et à reprendre des villes et du territoire autrefois aux mains des groupes rebelles. En contrôlant l'espace aérien syrien, la Russie fait une grande différence dans les combats, notamment pour la ville d'Alep qui revient sous le contrôle du régime en 2017. (Rabinovič et Valensi 2021, 66)



(« Syria's Mutating Conflict » 2012)

La guerre par procuration

Nous nous intéresserons à l'intervention iranienne, en tant que commanditaire de son allié régional et mandataire : le régime syrien de Bashar al-Assad. Le conflit prend place dans un contexte régional incertain avec une puissance américaine réticente à s'investir autant qu'autrefois. Les États-Unis sont alors sous le feu des critiques, qui questionnent son interventionnisme et remettent en question la nature unipolaire du système international. L'Arabie saoudite fait également face à une situation complexe au Yémen. Les puissances régionales s'opposent ainsi sans parvenir à dominer. Comme démontré précédemment, l'environnement sécuritaire régional dans lequel évolue le conflit syrien est multipolaire. (Phillips 2020, 4-5)

L'alliance entre la Syrie et l'Iran remonte à la Révolution islamique de 1979. Les deux pays partageaient à l'époque des intérêts communs concernant leur rivalité avec l'Irak, les États-Unis et Israël. (Rabinovič et Valensi 2021, 122) La Syrie est un élément central de la stratégie régionale iranienne puisque le pays constitue le seul allié étatique de l'Iran dans la région. Un effondrement du régime et la fin de cette alliance mettraient sérieusement en danger l'axe de résistance de l'Iran, menant à des bouleversements majeurs dans la distribution de puissance régionale. (Lynch 2016, 105) La Syrie constitue la seule voie permettant de briser l'isolement géopolitique régional de la République islamique, en formant un corridor entre l'Iran et le Liban. Ce lien est nécessaire afin de transporter des armes par les airs, et parfois par la mer ou par camion, au Hezbollah. De plus, la proximité de la Syrie avec Israël permet à l'Iran de solidifier ses liens avec les groupes palestiniens et les groupes islamiques combattants tels que le Hamas. (Phillips 2020, 152) Grâce à la Syrie, l'Iran parvient à accéder aux frontières d'Israël et de la Palestine. (Azizi 2021, 9) Pour l'Iran, le maintien de la Syrie dans son Axe de la résistance est donc nécessaire afin de maintenir sa stratégie du *strategic depth* et éventuellement son statut régional. La Syrie permet essentiellement à l'Iran de projeter sa puissance militaire, matérielle et théologique dans la région. Dans l'éventualité d'un renversement du régime Assad, le Hezbollah perdrait ainsi un approvisionnement en armes et serait grandement affaibli. L'Iran risquerait alors de perdre un allié régional et un mandataire essentiel pour sa stratégie dissuasive et militaire régionale. (Hughes 2014, 527)

Le support international aux rebelles syriens

Plusieurs rivaux de l'Iran, mais particulièrement l'Arabie saoudite et les États-Unis, sont intervenus en support aux groupes d'oppositions contre le régime syrien durant le conflit. Dès 2012, ils ont supporté les groupes rebelles en leur fournissant des armes et de l'entraînement, notamment au travers d'un programme de la CIA. (Lister 2016, 9-10) L'Arabie saoudite a

également participé à ce programme et a livré des armes achetées en Croatie. (Rabinovič et Valensi 2021, 146) L'Arabie saoudite et ses alliés jordaniens et libanais ont motivé, organisé et encouragé les différentes tribus à s'organiser, à se mobiliser et à participer à l'opposition syrienne. (Dukhan 2022, 217) Plusieurs autres États ont éventuellement fourni des armes, du financement et différentes formes d'aide non létal dans une moindre mesure. (Phillips 2020, 137-38) Il n'est toutefois pas possible de déterminer le moment précis où le support aux groupes rebelles a débuté. Les porte-paroles de l'Armée syrienne libre affirment que leurs armes viennent d'abord de l'arsenal militaire saisi au gouvernement syrien et de déserteurs de l'armée syrienne. (Phillips 2020, 137)

Reconnaissant le conflit comme un théâtre d'affrontement important avec l'Iran et une occasion d'éventuellement détruire les investissements de son rival en Syrie et au Liban, Riyad est intervenu dans le conflit dès 2012. (Rabinovič et Valensi 2021, 146) Le support saoudien à l'opposition syrienne est motivé par 3 éléments importants. Tout d'abord, Riyad considère que son statut régional est menacé par la capacité de l'Iran à instrumentaliser les minorités chiites sur son territoire et chez ses voisins. Ensuite, l'Arabie saoudite cherche à isoler l'Iran afin de limiter l'influence régionale de la République islamique. Finalement, la puissance saoudienne possède un intérêt idéologique à renforcer les groupes sunnites en Syrie. (Schmidt 2019, 27) Riyad a donc adopté différentes stratégies cherchant explicitement à effectuer un changement de régime à Damas. Parmi ces mesures, on retrouve le support au Conseil National syrien (SNC), qui joue un rôle dominant dans la Coalition nationale pour les Syriens révolutionnaires et les forces d'opposition (SOC, armée l'Armée syrienne libre (FSA)), le support au front islamiste, ainsi qu'un engagement à envoyer des troupes en Syrie et à chaperonner différents groupes militants syriens en 2015. (Darwich 2019, 121)

En ce qui concerne les États-Unis, qui n'ont que peu d'intérêts en Syrie, ils sont principalement intervenus en raison de leur rivalité avec Téhéran. Toutefois, le support américain est demeuré limité, générant des frustrations chez les commandants rebelles. (Lister 2016, 9-10) En 2014, les États-Unis ont détourné leur attention du conflit civil pour intervenir directement afin de contrer l'État islamique. L'intervention a essentiellement changé d'objectifs sans que l'entraînement et le support aux groupes rebelles ne diminuent, puisque ces derniers combattaient notamment Daech. (Hughes 2014, 525; Schmidt 2019, 25) Cette dynamique est semblable à l'intervention turque qui souhaitait d'abord un changement de régime et la chute du gouvernement d'Assad. (Hughes 2014, 525; Schmidt 2019, 25) La Turquie a finalement préféré concentrer son intervention sur ses rivaux kurdes en 2016. (Rabinovič et Valensi 2021, 147)

Du côté israélien, il faudra attendre 2016 pour que le pays décide d'intervenir. L'intervention israélienne dans le conflit était auparavant inexistante malgré sa rivalité exacerbée avec le régime d'Assad et Téhéran. Ce n'est qu'après la défaite du mouvement rebelle à Alep et la possibilité de voir renaître le régime syrien et une occupation militaire pérenne iranienne et des milices chiites qu'Israël décide d'intervenir. En 2018, suivant la violation de son espace aérien par un drone iranien, Israël a donc attaqué et bombardé différentes infrastructures et bases militaires iraniennes en Syrie. (Rabinovič et Valensi 2021, 143-44) En raison de sa posture antisioniste, l'Iran considère Israël comme un ennemi important et à l'inverse, Israël considère Téhéran comme un ennemi existentiel motivant sa posture hostile. (Schmidt 2019, 23)

L'intervention saoudienne et américaine s'inscrit donc davantage dans une logique de dilemme de sécurité régionale constante. On supporte les rebelles afin de profiter d'une occasion de maximiser sa sécurité en réduisant celle de Téhéran. Les puissances occidentales et régionales rivales à l'Iran ont ainsi permis à l'opposition de s'organiser et de faire des gains importants dans le pays,

menaçant directement la survie du régime syrien. Toutefois, l'Arabie saoudite et les États-Unis, n'ayant pas d'intérêts majeurs en Syrie et devant la victoire annoncée du gouvernement Assad, ont graduellement redirigé leur intervention vers des conflits plus importants. La puissance saoudienne s'est tournée vers le Yémen et a limité son intervention dès 2016, alors que les États-Unis se sont concentrés sur leurs ennemis islamistes. (Rabinovič et Valensi 2021, 147) Le manque de cohésion et la faiblesse éventuelle du support mettront finalement en péril le mouvement rebelle.

Le support iranien

De son côté, Téhéran conçoit le soutien international à l'opposition comme une menace à la survie du régime syrien et à l'unité du pays. (Schmidt 2019, 23) Trois éléments motivent donc l'intervention iranienne en Syrie. Tout d'abord, empêcher une victoire de ses rivaux qui leur permettrait éventuellement d'augmenter leur influence dans la région. Ensuite, la chute du régime syrien aurait pour effet de mettre en grave danger le lien terrestre et aérien entre l'Iran, l'Irak, la Syrie et le Liban. Un éventuel changement de régime forcé par les groupes d'opposition ne garantissant pas que le régime suivant serait toujours enclin à s'aligner avec l'Iran. Et finalement, la chute du régime favoriserait Daech alors que l'organisation djihadiste représente une menace importante pour l'Iran. (Schmidt 2019, 23) On considère donc le conflit comme une guerre par procuration, puisque l'Iran est intervenu indirectement en support au régime Assad afin de le maintenir au pouvoir.

Dans l'ensemble, Téhéran a toujours cherché une conclusion qui permet de limiter ses pertes et d'assurer la conservation d'un allié au pouvoir en Syrie. Ainsi, dès l'automne 2012, Téhéran propose un plan de paix en six points permettant de mettre fin à la crise. Ce plan étant rejeté par l'opposition, le ministre des Affaires étrangères négocie avec l'opposition en 2013 afin de trouver une solution politique, sans que l'Iran ne cesse de supporter le régime syrien. (Goodarzi 2019, 142)

L'Iran décide donc d'intervenir dans le conflit afin de minimiser ses coûts, son implication et l'escalade du conflit. Pour ce faire, Téhéran appuie le régime syrien dans sa guerre civile de trois façons. D'abord indirectement, en apportant une aide financière, en armes et en équipements militaires à son allié syrien. Ensuite, constatant une réduction des forces syriennes, l'Iran entreprend de développer une force militaire constituée de différents groupes militants et de milices chiites, afin de poursuivre le combat et assurer le maintien d'une influence iranienne en cas de chute du gouvernement d'Assad. Finalement, devant l'incapacité du régime syrien à triompher et à reprendre le contrôle de la totalité de son territoire, Téhéran intervient finalement directement dans le conflit.

En raison des sanctions internationales et des pertes au niveau du commerce et de la productivité économique, Damas est contraint de trouver toujours plus de façons de financer cette guerre coûteuse et de payer les salaires des employés de l'État. En 2013, l'Iran et la Russie ont donc autorisé des prêts totalisant environ 4,6 milliards de dollars, permettant au pays d'éviter un effondrement économique complet. (Phillips 2019, 45; Phillips 2020, 149)

Dès les premiers mouvements de contestation, l'Iran envoie ses forces Quds et des centaines de membres du Corp des gardiens de la révolution (IRGC) afin d'assister militairement les forces syriennes et de fournir de l'équipement, de l'entraînement, des conseils stratégiques et du renseignement. (Hughes 2014, 529; Rabinovič et Valensi 2021, 123) En 2012, des observateurs occidentaux affirment que l'Iran livre des lance-missiles, des fusées antichars et des mortiers en les transportant par des vols commerciaux passant par l'Irak, la Turquie et au Liban. (Phillips 2019, 45; Phillips 2020, 149) L'Iran a ainsi aidé les milices alawites syriennes à devenir une force de frappe plus efficace. (Rabinovič et Valensi 2021, 123)

La Force de défense nationale

L'envoi de milices chiites et l'organisation de forces sur place constituent les éléments les plus intéressants de ce conflit. Deux milices sont particulièrement importantes dans l'intervention iranienne : le *Comité populaire* et les groupes criminels alawites. Le *Comité populaire* se compose de communautés de confessions minoritaires, qui se sont militarisées dans la crainte de répression de la majorité sunnite de l'opposition. Les groupes criminels alawites spécialisés dans la contrebande forment une milice responsable d'importantes violences contre les groupes sunnites. (Fulton, Holliday, et Wyer 2013, 20) Le *Comité populaire* a été transformé, formalisé et professionnalisé afin de devenir la Force de Défense Nationale (NDF), alors que les milices criminelles alawites, plus susceptibles de continuer les combats après une éventuelle chute du régime, ont recruté de façon à constituer un mandataire permettant de pérenniser la guerre par procuration. (Fulton, Holliday, et Wyer 2013, 20) Dans l'éventualité d'une chute du régime et d'une consolidation du pouvoir de l'opposition, les restes du régime et les milices se préparent ainsi à devenir un réseau complexe et efficace d'insurgés. (Fulton, Holliday, et Wyer 2013, 21) L'Iran cherche également à encourager les milices chiites étrangères à s'installer de façon permanente dans une région au sud de Damas. (Phillips 2019, 44) Le tout constituant des forces mandataires iraniennes en Syrie et permettant de maintenir la survie de l'influence iranienne avenant la perte de son allié.

La mobilisation de milices chiites en une force militaire appelée la Force de défense nationale (NDF), en 2012, est d'une importance considérable pour l'intervention iranienne. (Zambelis 2017) Des conseillers du IRGC ainsi que des soldats des forces Quds sous le commandement de Qassem Soleimani ont encouragé le Hezbollah et assisté Assad dans le déploiement des milices chiites étrangères au pays afin de compenser pour les désertions dans l'armée syrienne. Ils les ont notamment entraînés et équipés, ont dirigé la stratégie et les tactiques, en plus de former la Force

de défense Nationale composée de groupes paramilitaires locaux. (Phillips 2019, 45) Ces groupes paramilitaires sont constitués de militants chiites locaux, provenant d'Irak, d'Afghanistan et d'autres pays de la région et ont servi à maintenir les points de contrôle et assurer la sécurité locale. (Phillips 2019, 8)

Cette nouvelle force créée et commandée par Qassem Soleimani est nécessaire, car l'armée régulière syrienne s'est montrée incapable de combattre efficacement en raison des nombreuses désertions et des difficultés de recrutement. (Phillips 2020, 161) Les forces militaires du régime sont passées de 325 000 à 178 000 entre 2011 et 2013, et certains observateurs avancent qu'en 2015 les forces ont diminué à environ 80 000 soldats. Pour compenser ces pertes, en plus des milices déjà envoyées sur le terrain, l'Iran, avec l'aide du Hezbollah, a contribué à améliorer le recrutement et à réorganiser complètement la force militaire syrienne. En 2014, c'est entre 4 000 et 5 000 soldats du Hezbollah qui combattent en Syrie et environ 3 000 à 4 000 soldats chiites étrangers provenant principalement d'Irak. Après la prise de Mosul par Daech en juin 2014, la plupart des combattants irakiens retournent en Irak et sont remplacés par des combattants afghans provenant surtout des camps de réfugiés iraniens. (Phillips 2020, 163) Ce sont ensuite des membres de milices venus d'aussi loin que l'Afghanistan et le Pakistan qui vont combattre Daech suivant le départ des milices irakiennes. (Phillips 2020, 150)

Le NDF, fort de 100 000 combattants en 2015, suivait deux objectifs. D'abord, assurer la survie du régime Assad. Ensuite, dans l'éventualité de sa chute, avoir une force mandataire viable dans le pays. S'il advenait que Téhéran perde la Syrie comme allié, il s'assurait ainsi d'avoir un mandataire sur place afin d'empêcher ses rivaux d'instrumentaliser la Syrie contre l'Iran. (Goodarzi 2019, 143-44) « *If Syria cannot be an Iranian ally, they won't allow it to become an enemy.* » (Phillips 2020, 162) La NDF permet également au régime de supporter des communautés

vulnérables, de mobiliser la population, d'assurer sa loyauté et de projeter son influence dans des régions où la présence du régime et sa légitimité demeurent faibles ou éliminées. (Zambelis 2017)

En 2012, les forces Quds et le Hezbollah ont ordonné une réorganisation majeure des forces syriennes menant à des gains pour le régime entre 2013 et 2014. À l'opposé, l'Arabie saoudite et la Turquie ont supporté une nouvelle coalition de rebelles dans le nord de la Syrie avec pour résultat la capture d'Idlib au début de 2015. Cette avancée menaçant sérieusement le régime d'Assad, l'Iran et la Russie se sont alors entendus pour augmenter l'intervention militaire russe en septembre, menant éventuellement à la reprise d'Alep en décembre 2016. (Phillips 2019, 46) Ce principe d'escalade et de contre-escalade démontre tout de même comment l'Iran appuie le régime syrien afin d'éviter principalement sa chute. Avec les désertions massives et les échecs militaires du gouvernement syrien en 2015, plusieurs visites diplomatiques entre la Syrie et l'Iran se sont mises en branle afin de trouver une solution. Que ce soient dans le cadre des visites du IRGC, des forces Quds, des délégations économiques ou diplomatiques, plusieurs décideurs iraniens se sont rendus en Syrie en 2015. (Goodarzi 2019, 145)

L'intervention indirecte

L'intervention indirecte entre 2011 et 2014 a permis à l'Iran de ne pas participer ou de s'engager dans les combats et la lutte sur le terrain, mais de tout de même influencer le cours du conflit en permettant à la Syrie de stabiliser sa situation, d'arrêter les pertes et les échecs militaires et finalement de récupérer une partie du territoire perdu. L'Iran, constatant l'incapacité de l'armée syrienne à s'opposer réellement aux forces rebelles, a dû accroître son support en organisant la création d'une force constituée de soldats étrangers provenant des différentes milices qu'elle supporte au travers de son réseau de mandataires. C'est donc l'ensemble de la structure de défense régionale iranienne qui s'est mise en marche afin de défendre ses intérêts et assurer leur pérennité

dans l'éventualité d'une défaite du régime. Alors que le *forward defense* comprend les milices chiites comme une force de dissuasion régionale, ils servent plutôt ici de force combattante afin de défendre et stabiliser le régime syrien, alors en difficulté.

Les forces de la NDF ne sont effectivement pas destinées à renverser le conflit ou à combattre à la place de l'armée syrienne. Les milices du al-Lijaan al-Shabiyya (Comité populaire) sont généralement équipées d'armes légères et de radio et s'occupent des points de contrôle de la sécurité locale. (Zambelis 2017) La NDF représente une tentative d'organiser davantage ces milices. (Zambelis 2017) Ces groupes ne constituent donc pas une véritable option militaire capable de remplacer pleinement l'armée syrienne.

Cette intervention a également permis de cimenter le lien de dépendance du régime syrien à l'Iran en raison des soldats et des fonds nécessaires pour mener les combats. La NDF met notamment fin aux réserves militaires du régime syrien avec comme conséquence l'augmentation de sa dépendance envers les milices chiites non syriennes. (Harris 2018, 36) L'Iran force également une décentralisation de l'armée syrienne qui oblige le régime à reposer davantage sur des milices concentrées dans des districts fortement dépendants envers l'Iran et le Hezbollah. De plus, la décomposition de son régime lie Assad à l'Iran et élimine toute alternative pour ce dernier de s'éloigner de ses alliés. (Harris 2018, 70-71)

Les motivations et les objectifs iraniens servent essentiellement à défendre l'influence iranienne sur le pays. La première hypothèse est donc vérifiée. La stratégie du *forward defense* nécessite et permet la mobilisation des milices chiites en tant que groupes mandataires servant à supporter le gouvernement syrien et ainsi défendre les intérêts iraniens. Cela permet ainsi de faire augmenter les coûts d'intervention pour les groupes rebelles et les États rivaux qui les supportent.

L'intervention iranienne s'est également transformée en bourbier coûteux et complexe pour les États-Unis et l'Arabie saoudite. L'Iran a permis au régime syrien d'être plus résilient, faussant ainsi les calculs saoudiens en faisant persister le conflit. (Darwich 2019, 132) En raison d'un rapport coût-bénéfice désavantageux, les États-Unis et l'Arabie saoudite se sont détournés du conflit et ont laissé les groupes rebelles de l'opposition être vaincu dans plusieurs batailles d'importances. L'intervention iranienne a donc contribué à transformer le conflit en bourbier, ce qui a occasionné l'augmentation des coûts et poussé les États-Unis, l'Arabie saoudite et la Turquie à changer d'objectif pour s'attaquer à d'autres enjeux.

Cette augmentation des coûts a également été favorisée par la montée de Daech dans la région. L'État islamique contrôle et gouverne le nord-est de la Syrie. (Rabinovič et Valensi 2021, 109) En raison de l'étendue de l'État islamique en Syrie et en Irak, les États-Unis ont décidé de bâtir une large coalition internationale afin de concentrer son action contre cet ennemi et fournir un support militaire aux groupes de l'opposition syrienne susceptibles de l'affronter. (Rabinovič et Valensi 2021, 177-78) Cette intervention contraste avec le manque de volonté américain à intervenir contre le régime d'Assad et démontre que dans le cas de Daech, les enjeux sont suffisamment importants pour motiver une intervention. (Rabinovič et Valensi 2021, 178)

Il est également important de mentionner que les difficultés des commanditaires de l'opposition à s'organiser correctement pourraient être une cause importante de leur échec. Les différents groupes ne recevant pas tous un support équivalent, ces derniers n'ont pas reçu des chances égales de combattre. (Rabinovič et Valensi 2021, 147) La victoire d'Assad, de la Russie et de l'Iran à Alep l'année d'après a ainsi forcé l'Arabie saoudite à accepter la potentielle victoire d'Assad et à tourner son attention vers le Yémen. (Rabinovič et Valensi 2021, 147) L'Arabie saoudite aurait alors été

dissuadée par son incapacité à s'organiser face à la montée des coûts générés par les forces mandataires iraniennes, mais également par l'intervention directe qui s'en est suivie.

L'intervention directe

L'intervention indirecte iranienne est parvenue à stabiliser la situation du régime syrien, mais c'est par l'intervention directe à partir de 2014 que les victoires militaires ont pu être atteintes. L'Iran est intervenu directement afin de reprendre le territoire perdu par le régime syrien, à un moment où la posture défensive n'était plus suffisante et où il fallait reconquérir les villes et le territoire.

L'intervention directe et ce qu'elle signifie comme choix stratégique s'illustrent particulièrement dans l'offensive pour reprendre la ville d'Alep des mains des rebelles. Depuis 2013, Téhéran a plusieurs fois tenté sans succès de récupérer Alep à l'aide de la mobilisation de milices chiites par l'Iran et du support aérien russes. Le siège de la ville commence en juillet 2016 et se termine en décembre 2016. (Harris 2018, 87-90; Bucala 2017, 3) L'encerclement et la prise d'Alep entre septembre 2014 à la fin 2016 ont été en grande partie réalisés par des troupes du IRGC *Ground Forces* avec des contributions des forces Quds. (Bucala 2017, 3)

Fait étonnant, la force régulière iranienne des Artesh qui servaient historiquement à protéger l'intégrité territoriale de l'Iran et de la force Basij sont également intervenues dans le conflit. (Bucala 2017, 9-11) L'intervention des troupes régulières iraniennes et des *Ground Forces* du IRGC, deux forces non spécialisées dans la guerre asymétrique, qui sont habituellement assignées à la défense du territoire iranien et dans lutte aux insurgés, démontre un changement de doctrine militaire. Les *Ground Forces* du IRGC servaient d'abord à défendre et protéger le régime iranien durant la guerre d'Iran-Irak. Le rôle de cette force est redéfini suivant l'intervention russe de septembre 2015. (Bucala 2017, 8) Téhéran décide alors de projeter sa force loin de ses frontières et d'intervenir directement, sans suivre les principes de la guerre asymétrique ou non

conventionnelle (puisque ces forces n'étaient pas spécialisées dans ces types de combats). Ce sont ces forces qui participent aux combats visant à libérer Alep et à permettre au gouvernement syrien de récupérer le territoire et les villes perdus.

D'un même coup, l'Iran et ses alliés augmentent leur intervention directe sur le terrain afin de permettre au régime de briser des impasses, telles qu'en récupérant Palmyre des mains de Daech en mars 2016, et l'est d'Alep des mains des rebelles en décembre 2016. (Phillips 2019, 45) Suivant la prise d'Alep, le pays obtient un accord de la Syrie pour construire une base navale sur la côte méditerranéenne syrienne, des usines de fabrications de missiles et l'installation d'une infrastructure de missile longue portée. (Rabinovič et Valensi 2021, 126) L'Iran accentue ensuite son investissement en Syrie entre 2017 et 2018 en lançant, au côté de la Russie, un processus de reconstruction économique du pays. (Rabinovič et Valensi 2021, 128)

Il faut tout de même noter que les capacités iraniennes demeurent trop faibles pour effectivement récupérer l'ensemble du territoire syrien, ou défaire Daech entièrement. Toutefois, l'objectif iranien n'est pas d'obtenir une victoire totale en Syrie, mais bien d'assurer le maintien du territoire syrien comme véhicule de projection d'influence du pays. L'intervention directe des troupes iraniennes a notamment servi à récupérer du territoire essentiel à la survie du régime et à son objectif. (Bucala 2017, 11-12)

L'intervention directe survient après une tentative par l'Iran de récupérer le territoire et les villes perdues en intervenant indirectement. À partir de 2013, l'aviation et les forces terrestres syriennes ont plusieurs fois tenté d'intervenir à Alep et de pénétrer l'enclave rebelle au nord. Toutefois, les milices chiites mobilisées par Téhéran n'ont pas été en mesure de concurrencer les forces rebelles en possession de nouvel équipement venant de leurs commanditaires. (Harris 2018, 87) Les capacités des forces Quds étaient tout simplement trop faibles pour permettre d'apporter un support

technique et stratégique suffisant aux forces syriennes. Ces dernières avaient subi des pertes importantes et les effectifs étaient considérablement réduits. De plus, l'importante croissance de l'État islamique en Irak force Téhéran a redéployé une partie des milices chiites afin de défendre Bagdad. (Bucala 2017, 3) Les mandataires et le support apportés à ces derniers étaient tout simplement insuffisants pour permettre de mener des offensives afin de regagner le territoire et les villes perdus. Téhéran décide d'intervenir directement pour finalement réussir l'encerclement et la prise d'Alep. (Bucala 2017, 3)

La deuxième hypothèse est donc vérifiée, car c'est l'intervention directe qui a permis de faire des gains offensifs. La prise de villes importantes et la défaite des forces rebelles ont été réalisées par l'intervention directe de l'Iran et de la Russie. Et cela malgré la présence de groupes mandataires sur le terrain et une intervention indirecte bien installée. Les mandataires n'ayant simplement pas les capacités matérielles pour mener l'intervention.

Conclusion

L'intervention iranienne n'aura probablement pas été un succès pour l'Iran. La Syrie ne redeviendra probablement jamais le partenaire étatique d'avant 2011 et les gains russes ont majoritairement été gagnés aux dépens de l'influence iranienne dans le pays. (Juneau 2018, 33-35) De plus, le régime syrien est trop faible pour parvenir à se maintenir sans l'aide de l'Iran, condamnant la République islamique à supporter économiquement, militairement et politiquement le pays. (Juneau 2018, 33-35) Toutefois, cela n'invalide pas les volontés stratégiques iraniennes ayant mené à son intervention directe et indirecte.

En 2017, devant faire face aux critiques de la population iranienne en raison des pertes importantes dans ses effectifs en Syrie, les dirigeants de la République islamique se défendent en affirmant que : « *si les combats n'avaient pas été entrepris en Syrie, il aurait été nécessaire*

d'affronter les ennemis de la république à Téhéran et que la préservation de la Syrie est nécessaire sous peine de perdre Téhéran. » (Rabinovič et Valensi 2021, 124-25) Bien que ces arguments puissent constituer qu'une forme de propagande afin de justifier l'intervention, cela démontre tout de même une certaine logique défensive suivant le *strategic depth* dans l'intervention iranienne.

Guerre civile yéménite

En 2011, lorsque la vague du printemps arabe enflamme le Maghreb et le Moyen-Orient, le Yémen voit un soulèvement populaire s'opposer au pouvoir du gouvernement du président Ali Abdallah Saleh. Ce mouvement se compose principalement de jeunes, de femmes, de membres de la société civile et plus tard, du mouvement séparatiste du sud et des militants du mouvement Houthis. (Juneau 2021b, 25) Ce dernier correspond à un mouvement du nord-est du Yémen cherchant principalement à défendre les intérêts économiques, politiques et culturels de leur région.

Le mouvement populaire gagne en intensité face aux tentatives du président Saleh de rester au pouvoir, aux violences répressives du régime et par la vigueur apportée par les autres mouvements du printemps arabes. (Lackner 2017, 35 à 38) En 2011, les forces Houthis font des gains appréciables de territoire notamment chez ceux à forte majorité sunnite, ils participent aux soulèvements anti-Saleh, et en profitent pour asseoir leur influence et prendre le contrôle du gouvernorat de Saada. (Lackner 2017, 156-57) Le risque d'instabilité dans le sud du pays riche en pétrole et l'instauration d'un mouvement prodémocratie dans le pays poussent les pays membres du Conseil de Coopération du Golf (CCG) à négocier un accord mettant fin au pouvoir du président Saleh et forçant une nouvelle élection présidentielle en février 2012.

L'élection de 2012 porte un candidat proche de l'Arabie saoudite à la présidence : Abdrabbo Mansour Hadi. L'augmentation du prix du diesel par ce dernier génère une importante colère populaire, qui pousse de larges pans de la population à soutenir les Houthis plutôt que le gouvernement de transition qui lui est opposé. (Lackner 2017, 48-49) En septembre 2014, les Houthis prennent la ville de Sanaa et forment un conseil révolutionnaire suprême. (Juneau 2021b, 32-33) Après avoir envahi le palais présidentiel en janvier 2015, les Houthis poussent le président Hadi à démissionner et à fuir vers la ville d'Aden. Le 22 mars, les Houthis entrent dans la ville de

Taïz et contrôlent la côte yéménite du détroit de Bab al-Mandab. (Riedel 2020, 121) En mars 2015, les forces Houthis, aux côtés des forces loyales à Saleh, contrôlent la capitale Sanaa et les territoires du nord du pays. Au même moment, une coalition internationale composée des pays du CCG, menée par l'Arabie saoudite et supportée par les États-Unis, lance l'opération Tempête décisive. L'intervention et les bombardements de la Coalition internationale permettent aux forces de Hadi d'éviter une défaite totale et de poursuivre les combats, sans parvenir à nuire réellement aux militants houthis. (Lackner 2017, 53-54)

L'Iran quant à elle profite de la vulnérabilité des parties impliquées au Yémen, en raison du vide sécuritaire et de la consolidation du pouvoir houthis entre 2011 et 2014. (Juneau 2021b, 38) Suivant l'intervention saoudienne de 2015, l'Iran décide d'accroître son support aux Houthis, permettant d'embourber son rival dans le conflit.

En 2018, l'envoyé spécial de l'ONU parvient à obtenir un cessez-le-feu, mais cet accord incomplet ne parvient pas à arrêter la guerre, qui continue à faire rage. (Sharp 2015, 4) En 2019, avec l'aide de l'Iran, les Houthis parviennent à déployer des armes à longue portée permettant de menacer l'ensemble de la région. Après un arrêt de ces attaques entre 2019 et 2020, ces dernières ont repris en janvier 2020. (Sharp 2015, 1)



« Map of Yemen » 2022)

La guerre par procuration

Historiquement, le Yémen ne représente pas une priorité pour l’Iran. Téhéran n’a en fait aucun intérêt d’importance dans le pays et son influence y est faible. La guerre au Yémen et les interventions étrangères par les rivaux de l’Iran n’ont pas directement menacé ses intérêts à proprement parler. Le Yémen est géographiquement éloigné de la frontière iranienne. Le gouvernement de Saleh étant traditionnellement prosaoudien, les relations entre les deux pays sont passées d’inexistantes à acrimonieuses en 2009. (Seliktar et Rezaei 2020, 215)

Il en va de même avec le mouvement houthis qui n’a historiquement presque aucun lien avec l’Iran. Ce mouvement est apparu dans les années 1990 en tant que mouvement confessionnel yéménite à la défense du zaydisme, une petite minorité chiite qu’on trouve presque exclusivement

dans le nord du Yémen. Le mouvement Houthis vise à lutter contre la marginalisation économique, politique et culturelle de leur région. (Juneau 2021a, 3) Téhéran n'appuie donc pas le groupe selon une logique de défense de groupe confessionnel commun, puisque le zaydisme est différent du chiisme iranien. Cette précision est importante pour rejeter l'explication de la guerre confessionnelle, aspect important de la politique étrangère iranienne.

Les relations avec les mandataires correspondent à la première forme d'intérêt de l'Iran au Yémen. Toutefois, le support iranien, qui caractérise les relations de procuration, est très faible au départ. Durant les six guerres opposant le régime de Saleh et les Houthis entre 2004 et 2010, on ne rapporte même aucune preuve de l'implication ou de liens entre les insurgés et l'Iran. (Kendall 2017, 2; Lackner 2017, 152-55)

La relation de support et la guerre par procuration ont débuté en 2009, au moment où les forces de Saleh ont utilisé le territoire saoudien et que les forces Houthis ont commencé à y mener des incursions. (Seliktar et Rezaei 2020, 218) Selon un rapport de l'ONU, c'est à ce moment que l'Iran a commencé à fournir des armes aux forces houthis. (Juneau 2021a, 2) Le gouvernement de Saleh est historiquement aligné avec l'Arabie saoudite et les Houthis y sont opposés. Une confluence d'alignement est donc apparue entre l'Iran et les Houthis en raison de leur opposition commune à l'Arabie saoudite et leur vision hostile à l'égard de l'Occident. (Seliktar et Rezaei 2020, 215) Il existe donc un alignement et des liens importants entre la République islamique et les rebelles en raison de la reconnaissance du gouvernement houthis comme seul pouvoir légitime au Yémen et la vision que partagent les Houthis et l'Iran par rapport à l'Occident et ses alliés régionaux. (Juneau 2021a, 5; Seliktar et Rezaei 2020, 215)

Le mouvement de révolte de 2011 a accentué cette confluence d'alignement entre les houthis et Téhéran. Avec l'élection du président Hassan Rouhani en 2013 et son approche favorable à un

rapprochement avec l'Arabie saoudite, l'Iran a tenté de désescalader la situation et de rassurer Riyad par rapport à sa présence au Yémen. Conséquemment, Téhéran appuie le gouvernement d'unité formé à Sanaa après les négociations de l'ONU et affirme, en avril 2014, vouloir adopter une politique de rapprochement à l'égard de l'Arabie saoudite. (Vatanka 2020, 155) Téhéran aurait notamment averti les Houthis de s'attaquer prudemment à Hadi et de ne pas provoquer les États-Unis ou les Saoudiens. (Riedel 2020, 121)

Les premières conquêtes houthies dans le pays sont permises par l'acquisition des armes des forces de Saleh plutôt que par l'intermédiaire du support iranien. Au fil du temps, les Houthis s'organisent mieux et deviennent plus compétitifs face aux forces saoudiennes et yéménites. La prise de la capitale de Sanaa en 2014 est également réalisée grâce aux moyens obtenus par les forces de Saleh, plutôt que par le support iranien. En effet, une alliance avec les forces loyales au gouvernement de Saleh a permis aux Houthis de conquérir une grande partie du pays entre 2014 et 2015. (Lackner 2017, 162) Bien qu'utile, le support iranien n'est donc pas le facteur décisif dans les victoires houthies. La puissance militaire du groupe rebelle provient davantage des armes de l'armée yéménite obtenues par la négociation, la saisie ou le vol. (Kendall 2017, 6; Juneau 2021a, 6) Le support et l'intervention iranienne demeurent dans les faits limités, et Téhéran ne possède que peu de contrôle et d'influence sur son allié. (Juneau 2021a, 11; Vatanka 2020, 153-56)

La guerre par procuration prend finalement son ampleur au moment de l'intervention de la Coalition internationale lorsque Téhéran, au travers de l'organisation, de l'entraînement et des missiles balistiques fournis aux Houthis, intervient afin de changer l'issue du conflit et cibler son rival.

La menace et l'intervention internationale

Étant le partenaire le plus important du Yémen en tant que principal créancier, premier lieu d'émigration yéménite et un intervenant régulier dans les affaires internes du pays depuis sa fondation, l'Arabie saoudite s'appuie sur une politique extérieure qui consiste à s'assurer que le pays soit assez faible et assez stable pour ne pas représenter une menace à ses intérêts. (Lackner 2017, 71) Avec la propagation des mouvements populaires en 2011, l'Arabie saoudite cherche simplement à stabiliser la région, à prévenir une contagion du mouvement démocratique et par la même occasion à se débarrasser de son rival Saleh. (Riedel 2020, 117-18)

Avec l'effondrement du gouvernement Hadi en 2015, la prise de Sanaa par les Houthis et l'arrivée au pouvoir à Riyad du prince héritier Mohammed Ben Salmane, la position saoudienne vis-à-vis de l'Iran est devenue plus acerbe. L'Arabie saoudite craint alors que son voisin yéménite tombe sous forte influence iranienne. (Riedel 2020, 122) La politique de Riyad et de ses alliés s'est développée autour de l'idée d'empêcher Téhéran de transformer les Houthis en groupe mandataire. (Vatanka 2020, 159) Pour ce faire, le 25 mars 2015, l'Arabie saoudite, aux côtés des États-Unis et de ses partenaires du CCG, lance l'opération *Tempête décisive*. Leur objectif principal consiste à restaurer le gouvernement de Hadi à Sanaa et de repousser les Houthis militairement. (Riedel 2020, 12 et 128) Débutée le 25 mars 2015, l'intervention se compose de trois éléments : un blocus aérien et une campagne de bombardements contre les Houthis, une tentative de blocus naval et finalement une campagne terrestre. (Juneau 2021b, 36) L'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis considèrent le conflit au Yémen comme une occasion de reprendre la compétition et nuire à l'Iran, après avoir été incapable de le faire en Syrie.

Les Émirats arabes unis et les États-Unis ont fortement appuyé et participé à l'opération afin de contrecarrer la menace iranienne. (Seliktar et Rezaei 2020, 224) Pour Washington, le Yémen

représente un intérêt stratégique particulier dans sa lutte contre les groupes terroriste et djihadiste. Déjà avant l'éclatement de la guerre civile, les États-Unis étaient impliqués au niveau sécuritaire dans la supervision de la réforme du secteur de la sécurité, dans l'entraînement et dans l'approvisionnement d'équipement aux troupes d'élite yéménites. Cette implication américaine date de l'adhésion du président Saleh à Washington dans sa « lutte contre la terreur ». (Lackner 2017, 42)

Intervention iranienne et guerre par procuration

Suivant l'offensive de la Coalition internationale en 2015, l'aide apportée par l'Iran aux Houthis a augmenté quantitativement et qualitativement avec des livraisons accrues d'armes plus perfectionnées, notamment des armes d'assaut, des fusées lance-grenades et des munitions. (Juneau 2021a, 5-6) Les forces iraniennes et le Hezbollah ont également fourni des conseillers militaires aux forces Houthis. (Kendall 2017, 10) Suivant l'intervention de la Coalition internationale, l'Iran intervient indirectement de façon importante, afin d'influencer l'issue du combat et cibler ses rivaux.

Les forces Houthis commencent alors à diriger leurs efforts militaires vers l'Arabie saoudite et la Coalition internationale. L'Iran envoie notamment des fusées antichars, des mines, des lance-fusées, des systèmes antiaériens, ainsi que des missiles balistiques et de croisières. (Jones et coll. 2021, 5) Grâce à cet arsenal et cette technologie iranienne, les Houthis ciblent finalement des infrastructures névralgiques saoudiennes dès 2016 et des cibles dans les pays voisins entre 2017 et 2020. (Jones et coll. 2021, 4) Les Houthis ont notamment utilisé des missiles balistiques mobiles Borkan-2H pour frapper Riyad et d'autres cibles saoudiennes. Selon un rapport de l'ONU, ces missiles sont une version dérivée, grâce à des pièces fournies par l'Iran, du missile iranien Qiam-1, qui peut voyager sur 800km. (Jones et coll. 2021, 5) Des drones similaires aux drones iraniens

de type Abalil-T, avec une autonomie de vol d'environ de 1000km, font également partie de l'arsenal. Afin d'utiliser cet équipement, les forces Houthis ont reçu un entraînement sur le territoire iranien. (Jones et coll. 2021, 6) En fournissant des missiles balistiques aux Houthis, l'Iran permet à son allié de frapper des cibles importantes en Arabie saoudite incluant des raffineries et des aéroports. Bien que les dommages militaires, économiques ou politiques soient relativement faibles pour l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, la défaite symbolique et la menace d'une éventuelle frappe demeurent. Les frappes de missiles et de drones par les houthis n'ont finalement causé que des dommages économiques relatifs et ont eu des effets politiques et stratégiques limités. Les attaques n'ont pas impacté significativement les marchés internationaux de pétrole ou la production locale, sauf lors des rares attaques qui parviennent à infliger beaucoup de dommages. Dans les faits, c'est pratiquement 90% des drones et des missiles qui sont abattus avant de se rendre à leur cible. (Jones et coll. 2021, 11)

L'Iran ne semble alors plus vouloir se rapprocher ou obtenir des concessions de l'Arabie saoudite, mais bien de permettre à son mandataire d'utiliser les armes de prédilection de la République islamique contre ses rivaux. Les Houthis deviennent graduellement une menace sérieuse avec des capacités réelles leur permettant d'abord de résister à l'offensive de la Coalition, mais également de menacer leurs voisins. L'Iran semble suivre des objectifs et un mode d'opération offensif de déstabilisation. Ses objectifs visent à changer le statu quo, en favorisant un changement de régime passant d'un gouvernement yéménite pro saoudien, à la faveur d'un gouvernement houthis allié.

En intervenant, la République islamique vise à accroître son influence, à réduire celle de ses rivaux et à instaurer une force capable de frapper des cibles névralgiques voisines. Pour atteindre ses objectifs sans intervenir directement, tout en ayant la capacité de nier l'intervention, l'Iran s'est limité à entraîner et fournir en armes les forces houthis. (Sharp 2015, 8) Cette stratégie est un choix

privilegié, car ses rivaux sont vulnérables face à la guerre non conventionnelle et les capacités militaires iraniennes sont limitées. Ce type de stratégie permet également d'être mené à partir d'un investissement nettement plus modeste, ce qui permet à l'Iran de concurrencer en respectant sa faiblesse économique et technologique. (Kendall 2017, 4)

Les Houthis ont également développé une légère force navale permettant de frapper les forces de la Coalition dans la mer Rouge et de menacer les capacités d'exportations essentielles aux pays du CCG qui transigent par le golfe d'Aden. (Juneau 2021a, 15) Plusieurs armes marines permettent également d'attaquer des navires saoudiens effectuant un blocus sur les ports yéménites. (Sharp 2015, 9) L'ensemble a pu être retracé directement ou indirectement à l'Iran par les services de renseignements américains. (Sharp 2015, 9) À l'aide de missiles iraniens, les Houthis menacent le détroit Bab el-Mandeb où transigent près de 5 millions de barils de pétrole par jour. C'est notamment le cas lors d'une attaque contre des navires émiratis d'une certaine importance pour le ravitaillement de différentes régions par des missiles antinavires produit et envoyé de l'Iran. (« The percolating proxy war in Yemen » 2017, 3) La position privilégiée du pays sur la voie maritime du Bab al-Mandab permet aux Houthis de menacer tout navire en provenance de la mer rouge ou s'y dirigeant, et par le fait même, le commerce international et le transport de pétrole essentiel aux monarchies voisines. L'Iran vise à augmenter son influence sur la mer Rouge et à menacer les intérêts économiques de l'Arabie saoudite et des Émirats. (G. Jones 2019, 7)

À la base, la Coalition ne croyait pas devoir intervenir de façon importante afin de vaincre les Houthis. L'opération *tempête décisive* demeurait limitée, car on croyait pouvoir vaincre les rebelles en une semaine grâce aux forces aériennes, navales et terrestres. (Brehony 2020, 136) Il demeure qu'après des années de guerre, les forces Houthis continuent à contrôler une part importante du pays, que le gouvernement internationalement reconnu de Hadi n'est pas retourné

au pouvoir, que les opérations militaires sur le terrain ont échoué à ramener l'ordre et que les Houthis possèdent maintenant des armes permettant de menacer directement l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. C'est sans compter que l'offensive de la Coalition et les frappes sans-discrimination ont peu d'impacts réels sur les Houthis. Ces derniers ont développé une habileté à former des unités mobiles et de petits groupes de combat afin de s'adapter à la menace aérienne et les bombardements constants. Ils ont également développé des réseaux de renseignement ainsi que leur capacité à exploiter la géographie du territoire. Ces capacités opérationnelles plus efficaces ont permis aux combattants de résister à six années de bombardement, de blocus et d'attaques par les forces nettement plus avancées technologiquement de la Coalition. (Juneau 2021a, 12)

Enfin, l'opération s'avère extrêmement coûteuse pour l'Arabie saoudite avec un coût estimé à 25 milliards de dollars par année pour Riyad. (Riedel 2020, 128) On estime, au contraire, les coûts iraniens à quelques millions de dollars par année. (Seliktar et Rezaei 2020, 229) Le coût diplomatique et de réputation de l'opération est également important en raison des bombardements et des différentes frappes aériennes sur les positions houthis, tuant au passage un nombre accablant de civils et de combattants non armés. (« The percolating proxy war in Yemen » 2017, 1) La mauvaise planification stratégique et les indications trompeuses peuvent en partie expliquer ce fléau condamné par la communauté internationale et l'ONU. (« The percolating proxy war in Yemen » 2017, 3)

En juin 2019, les forces des Émirats arabes unis ont changé d'objectifs afin de se concentrer davantage sur le contre-terrorisme et moins sur les combats avec les Houthis. Cette décision vient du rapport coûts-bénéfices de l'intervention trop désavantageux pour poursuivre en raison de la mauvaise presse et des critiques à l'endroit des interventions de la Coalition. Voyant le pays de plus en plus comme un bourbier, les Émirats ont cherché à se retirer sans brusquer leur allié

saoudien. (Juneau 2020, 197) Les Émirats en sont venus à craindre que leur opposition à l'Iran se transforme en affrontement direct. Le pays a généralement cherché à éviter cette posture, puisque l'économie du pays dépend largement des exportations et du commerce maritime. Avec l'aide de l'Iran, les Houthis envoient également de plus en plus de missiles vers l'Arabie saoudite. Les Émirats ont alors craint que les militants en fassent de même sur son territoire et qu'une guerre nuise à son commerce. (Juneau 2020, 199) Les Émirats arabes unis ont donc retiré leurs troupes après une menace accentuée de l'Iran et des critiques à l'encontre de son intervention dans le pays. (Sharp 2015, 1) La rivalité importante entre l'Iran et les États-Unis nuit à la crédibilité de la garantie de sécurité américaine, puisque par association avec Washington, les Émirats craignent d'être ciblés. Les Émirats en viennent finalement à cesser de percevoir la paix comme atteignable. (Juneau 2020, 195, 196 et 199)

L'intervention indirecte

L'intervention iranienne répond donc à des objectifs que nous considérons comme offensifs en contradiction avec la première hypothèse. Loin de dissuader, l'intervention indirecte et la guerre par procuration consistent en une agression envers les intérêts nationaux et internationaux de l'Arabie saoudite. L'influence iranienne demeure très faible avant 2015 et le pays n'avait pratiquement aucun intérêt dans le conflit. Son intervention vise à réduire la sécurité de l'Arabie saoudite en déstabilisant le Yémen et en donnant les moyens aux Houthis de mener des frappes importantes chez son voisin saoudien. Ainsi, sans mener une seule intervention directe dans le conflit, l'Iran parvient à faire monter les coûts d'intervention de ses rivaux et à augmenter la résilience de son mandataire. Il en résulte un conflit coûteux, aux répercussions diplomatiques désastreuses pour l'Arabie saoudite. L'opinion publique aux États-Unis et en Europe s'est rapidement tournée contre le pouvoir saoudien en raison du conflit et des pertes civiles induites par les bombardements saoudiens. Le Congrès américain a notamment limité ses ventes d'armes

à l'Arabie saoudite, toujours en raison du conflit. (Riedel 2020, 128) Le royaume saoudien a également subi une instabilité générée par la présence d'un groupe rival directement à sa frontière. L'Iran de son côté n'en tire pratiquement aucun gain autre que de voir ses rivaux s'empêtrer dans un conflit qu'ils ne parviennent pas à gagner.

Bien que partiellement responsable, le support iranien a permis aux Houthis de résister plus efficacement face à la coalition internationale, d'augmenter la menace perçue par cette dernière en raison des armes balistiques et de transformer le conflit en un borbier extrêmement complexe. Un paradoxe, déjà identifié et détaillé par Schulhofer-Wohl, s'est alors instauré pour l'Arabie saoudite : l'aide apportée aux troupes de Hadi sur le terrain agit comme subvention aux coûts d'intervention dans le conflit. Les enjeux d'interventions justifiant d'abord les coûts d'intervention, Riyad a choisi d'intervenir dans le conflit. Toutefois, ce support ne garantissant pas une victoire et le groupe supporté ne parvenant pas à assurer une victoire, l'Arabie saoudite s'est vue confrontée à un dilemme : le support apporté ne produit que peu de gains, mais le retrait de ce support risque de mener à une défaite face au groupe rival (qui reçoit également un support) et à la pérennisation des Houthis. (Schulhofer-Wohl 2020) L'Iran, supportant les forces Houthis, subventionne également les coûts du conflit et lui permet de rester impliqué malgré son faible intérêt. Il est ainsi devenu impossible pour l'Arabie saoudite de cesser l'intervention, en raison de la menace que font peser les forces Houthis et l'influence iranienne sur le pays. Une victoire n'est également pas envisageable sans une augmentation marquée de l'investissement et de l'intervention dans le conflit. Finalement, demeurer impliqué n'est pas non plus souhaitable en raison du coût gargantuesque que cela représente.

En supportant les forces Houthis, l'Iran parvient ainsi à imposer ce dilemme à l'Arabie saoudite. Celui-ci draine les ressources financières de l'Arabie saoudite, force Riyad à se soucier de sa

frontière sud et complique donc son intervention en Syrie. (Kendall 2017, 4) Finalement, cela permet de nuire à la crédibilité de l'intervention de l'Arabie saoudite en accentuant le drame humanitaire. (Kendall 2017, 5) Le cas yéménite confirme alors l'idée avancée par Schulhofer-Wohl que les borbiers sont causés par l'intervention des commanditaires plutôt que par des dynamiques inhérentes au conflit.

Nous pouvons ici affirmer que l'Iran a mené cette guerre par procuration à des fins de déstabilisations et de remise en question du statu quo et de l'influence saoudienne au Yémen, plutôt qu'à des fins de dissuasion. La première hypothèse est donc infirmée. L'Iran intervient afin de nuire aux intérêts de ses rivaux et permettre le maintien du changement de régime au Yémen. L'intervention des forces de la Coalition vise à réinstaurer le gouvernement de Hadi au pouvoir, alors que l'Iran cherche à maintenir la capacité des Houthis à contester le pouvoir de Hadi et empêcher son retour. On observe une volonté de défendre les intérêts iraniens en déstabilisant et en attaquant les intérêts saoudiens et de la coalition internationale. Empêcher la stabilisation d'un gouvernement pro saoudien permet d'éventuellement d'étendre sa zone d'influence jusqu'au sud de l'Arabie Saoudite. Un effet domino peut même s'enclencher faisant en sorte de nuire davantage aux autres intérêts saoudiens. Embourber le conflit et nuire à sa capacité de stabilisation monopolise des ressources que le pays pourrait consacrer à la Syrie. En attaquant le Yémen, on peut défendre la Syrie, et en défendant la Syrie, on défend la structure défensive régionale, permettant de défendre l'Iran. Cet effet domino est un phénomène déjà connu qui permettrait éventuellement d'expliquer la stratégie iranienne. (Snyder 1991)

La guerre au Yémen ne s'inscrit pas exactement dans la stratégie de *forward defense* détaillée plus tôt. Grâce à des forces mandataires, l'Iran parvient à réduire la sécurité de son rival, instaurer une force capable de frapper des cibles saoudiennes en cas de conflit d'envergure avec l'Iran et amener

la guerre le plus proche de son rival que possible. Comme supposé, cette stratégie s'est également inscrite dans une logique de dilemme de sécurité où l'Iran mène une action offensive indirecte, plutôt qu'une volonté de dissuasion défensive. Cependant, l'Iran n'a pas établi de relation avec les houthis afin de frapper l'Arabie saoudite en cas d'attaque sur cette dernière. C'est davantage afin de nuire aux intérêts saoudiens que Téhéran l'a fait. La stratégie régionale iranienne ne permet donc pas à elle seule de démontrer et expliquer les hypothèses.

Toutefois, l'Iran n'a pas non plus fait de gains dans le conflit. On ne peut observer une amélioration de son influence ou de sa puissance au Yémen. Son support n'a également pas sérieusement menacé les infrastructures et l'intégrité de l'Arabie saoudite, non plus que son influence sur la région soit réellement augmentée de façon notable. Encore aujourd'hui, les Houthis ne contrôlent pas la totalité du pays, l'influence iranienne sur son allié yéménite demeure relative et n'a toujours pas mené à une atteinte réelle à la puissance saoudienne.

L'intervention directe

L'Iran n'a pas mené d'intervention directe dans le conflit, ne permettant pas de vérifier pleinement la deuxième hypothèse. Au contraire, à plusieurs moments le risque de conflit direct a poussé l'Iran à cesser une opération en cours. Par exemple, devant la menace du blocage du détroit Bab al-Mandab, Israël a menacé d'intervention directe poussant l'Iran et les Houthis à cesser leurs attaques contre des pétroliers saoudiens en 2018. (Seliktar et Rezaei 2020, 226)

Plusieurs éléments peuvent expliquer pourquoi l'Iran a choisi de ne pas intervenir. Tout d'abord, comme cela a déjà été abordé, les Houthis sont parvenus à vaincre et à faire des gains sur le terrain et les objectifs poursuivis par Téhéran ont été atteints sans qu'une intervention directe ne soit nécessaire. L'opposant alors trop faible pour vaincre le mandataire, fait en sorte que l'Iran n'a pas à intervenir directement pour assurer la réussite de ces objectifs.

Une intervention directe aurait également demandé une logistique de projection de la force militaire dont on sait l'Iran incapable. Comme cela a déjà été démontré, une intervention directe loin de ses frontières représente des coûts excessifs pour Téhéran. Intervenir aussi loin aurait demandé à Téhéran de mobiliser une force militaire d'intervention directe, en plus de risquer une escalade militaire. Cela constitue une éventualité inconcevable pour l'Iran en raison de sa faiblesse militaire en comparaison à ses rivaux.

Conclusion

Certaines limites doivent être évoquées concernant le cas yéménite. Il est en fait pratiquement impossible de quantifier ou avoir une perspective sur l'ensemble du support apporté par l'Iran aux forces houthies. (Juneau 2021a, 5) Il est difficile de prouver hors de tout doute que l'Iran est responsable de l'armement et de l'entraînement des Houthis. La presque totalité des armes interceptées a été produite par l'Iran, mais la provenance n'est pas directement identifiée. (Juneau 2021a, 5)

L'Iran est parvenu à piéger l'Arabie saoudite dans un conflit qu'elle ne pouvait gagner tout en incapacitant le pouvoir yéménite à contrôler et à stabiliser le pays. L'influence saoudienne et américaine sur le pays est pratiquement nulle et le pays est devenu incapable de constituer un partenaire crédible de quelconque façon. La réussite iranienne ne sera donc pas de réduire la puissance saoudienne, américaine et celle de ses autres rivaux dans le système, mais bien de permettre un changement dans le statu quo d'avant la guerre. Ces derniers ne parviennent ainsi pas à accroître leur influence et le pays demeure hors de leur influence et de leur domination. La puissance saoudienne est ainsi contenue.

Même s'il infirme notre hypothèse, le cas yéménite apporte tout de même des éléments intéressants par rapport aux limites de la première hypothèse. Le conflit au Yémen a été mené par l'Iran en

raison d'intérêts régionaux et a été perçu à Téhéran comme une occasion à saisir. L'Iran profite de la situation pour piéger son rival dans un conflit qu'il embourbe. Cela explique pourquoi l'intervention est davantage offensive sans nécessiter une intervention directe. La guerre par procuration, en raison de ses coûts d'intervention faibles, permet à l'Iran de saisir une opportunité conjoncturelle pour nuire à ses rivaux. L'Iran n'a pas eu à défendre des réseaux d'influences ou de mandataires, elle a plutôt créé des réseaux et des liens avec ses mandataires pour intervenir.

La première hypothèse semble donc avoir une limite importante concernant l'implication de l'État commanditaire en amont du conflit en question. L'absence de relation a priori du conflit entre le commanditaire et le mandataire et l'absence d'intérêts significatifs font en sorte qu'en intervenant indirectement on tente de modifier la dynamique de distribution de puissance dans le conflit ou à étendre son influence, et donc de changer le statu quo. C'est essentiellement un comportement opportuniste du commanditaire. Les cas précédents concernent une relation de procuration déjà établie. On cherche à préserver un statu quo préexistant au conflit plutôt qu'en modifier un. Ainsi, on peut s'attendre à ce que le commanditaire cherche à faire des gains offensifs dans une guerre par procuration si une influence ou une relation avec le mandataire n'est pas a priori établie. Exempt d'influence sur le territoire concerné, l'intervention sera alors considérée comme offensive même en l'absence d'intervention directe car l'établissement de réseaux de mandataires viendra nécessairement déstabiliser et remettre en question une situation donnée.

Le cas de la guerre au Yémen nous permet également de comprendre que la deuxième hypothèse interagit avec les capacités du mandataire en relation avec les capacités de l'opposant. Ainsi, le choix d'intervenir directement dans une guerre par procuration est influencé par les capacités du rival. Un commanditaire, constatant la faiblesse de son rival, choisira d'intervenir indirectement puisque ses objectifs peuvent être atteints par procuration. Le risque et les coûts demeurent faibles

et les objectifs sont atteints. Une intervention directe ne semble ainsi pas nécessaire pour atteindre des objectifs offensifs.

Conclusion

Trois des quatre cas ont permis de confirmer la première hypothèse. En Géorgie, en Ukraine et en Syrie, le commanditaire a d'abord constaté une menace contre ses intérêts et son influence dans le pays ciblé. Le commanditaire est ensuite intervenu indirectement pour limiter ou dissuader ses rivaux d'intervenir et d'étendre leur influence, sans augmenter le sien à un niveau supérieur à celui précédent le conflit.

En Géorgie, la Russie a empêché Tbilissi de réunifier son territoire et l'a dissuadé dans un premier temps d'attaquer les régions séparatistes en raison de sa présence. Moscou a ainsi permis de conserver le statu quo précédent la Révolution des Roses. L'intervention russe a également dissuadé l'OTAN de projeter davantage son influence dans le Caucase en acceptant la Géorgie dans l'Alliance, par crainte d'un conflit direct avec la Russie. En Ukraine, la Russie a joué à un jeu semblable en permettant aux rebelles de se maintenir en tant que force militante. La Russie a ainsi limité la capacité de l'Ukraine à réunifier son territoire, a tenté de récupérer son influence dans le pays en favorisant un modèle politique fédéral et a finalement dissuadé l'OTAN d'intervenir et de projeter son influence toujours par crainte de déclencher un conflit d'envergure avec elle. Finalement, en Syrie, l'Iran a supporté son allié afin d'empêcher sa chute et conserver une force politique alliée dans le pays. En augmentant les capacités de son allié, l'Iran a fait monter le coût de l'intervention des rivaux. L'Iran a ainsi dissuadé ses rivaux de prolonger le combat et leur support aux groupes rebelles. Téhéran est donc parvenu à maintenir le statu quo.

L'intervention indirecte de l'Iran au Yémen a davantage servi à permettre un changement de régime à son avantage et à instaurer un groupe militant pouvant nuire aux intérêts saoudiens. La guerre par procuration au Yémen n'a donc pas été menée afin de dissuader ses rivaux, mais bien afin de maximiser ses gains régionaux.

Les deux commanditaires ont également choisi d'intervenir directement en Géorgie, en Ukraine et en Syrie, afin d'effectuer des gains offensifs. Ces gains ont été réalisés malgré le support à des mandataires. L'intervention directe a été menée avec des moyens supérieurs aux capacités des mandataires et en raison de leur faiblesse relative. Ces derniers n'étaient pas en mesure de combattre seules les forces géorgiennes en Ossétie du Sud et en Abkhazie, n'étaient pas suffisamment nombreux ou rapides pour annexer la Crimée en Ukraine et n'étaient pas en mesure de récupérer les villes et le territoire perdu aux mains des rebelles en Syrie. Dans les cas de la Géorgie, de l'Ukraine et de la Syrie, la deuxième hypothèse s'est donc avérée vraie puisque malgré la présence de mandataires ou de groupes disponibles pour prendre ce rôle, la Russie et l'Iran ont décidé de réaliser leurs opérations offensives par leurs propres moyens.

Le cas du Yémen est différent puisque l'Iran n'est pas intervenu directement. L'étude de ce conflit était nécessaire afin d'éviter un biais dans la sélection des cas. Cela nous permet de constater que l'absence d'intervention directe est expliquée par le fait que lorsque le rival ne parvient pas à concurrencer ou vaincre le mandataire, il n'est pas nécessaire pour le commanditaire d'intervenir directement pour atteindre certains objectifs. Le cas du Yémen nous apprend également que la relation décrite par les deux hypothèses n'est pas généralisable à l'ensemble des conflits, puisque la première hypothèse s'avère fautive dans le cas du Yémen. Dans un conflit considéré comme stratégiquement peu important pour le commanditaire ou sans acquis à préserver, ce dernier préfère intervenir indirectement afin de permettre l'atteinte d'objectifs offensifs. En absence d'acquis et de relation avec un groupe mandataire au Yémen, la guerre par procuration ne sert pas à défendre le statut régional, une influence ou la capacité à concurrencer, mais plutôt à saisir une opportunité de nuire aux intérêts des rivaux. Si un État mène une guerre par procuration dans un pays où il n'existe pas d'historique de relation avec le mandataire ou une absence d'intérêts identifiables,

tout porte à croire que le commanditaire ne limitera pas son intervention par procuration à des objectifs défensifs et poursuivra également des objectifs offensifs.

Suivant ces cas, on peut tout de même conclure que si un pays adopte une posture défensive par rapport à un conflit voisin d'une certaine importance stratégique et impliquant un groupe sous son influence, il y a de fortes chances que l'État intervienne indirectement et qu'on observe une guerre par procuration. Toutefois, si la posture du commanditaire change pour devenir offensive, il existe un risque important que la guerre par procuration se transforme en affrontement direct.

Pour la suite

Plusieurs questions en suspens demeurent à explorer. Tout d'abord, le support aux mandataires semble agir comme subvention aux coûts du conflit, permettant de faire monter les coûts d'intervention adverse et de subventionner la capacité réelle du pays à compétitionner dans le système régional. Ainsi, la dissuasion apportée par la menace d'escalade du conflit et les capacités accrues de l'allié dans le conflit fournirait une capacité supplémentaire au commanditaire à compétitionner contre ses rivaux. La Russie, par sa relation avec ses mandataires, parviendrait à obtenir des capacités de négociations et de maintien de sa puissance face aux agents révisionnistes du statu quo régional, tout en réduisant les coûts d'interventions. Les mandataires seraient ainsi un moyen pour les puissances dominantes de maintenir leurs rivaux extérieurs en dehors de leur système régional, de maintenir les pays ciblés dans la zone d'influence et de conserver son statut de puissance régionale. Cela représente une idée lourde de conséquences pour la compétition entre les grandes puissances et il semble absolument nécessaire de s'y pencher.

La comparaison des quatre cas suggère également que la guerre par procuration apporte une flexibilité au commanditaire dans le conflit. Cette flexibilité que procurent les groupes mandataires permettrait alors à l'Iran et à la Russie de compétitionner avec des rivaux plus nombreux et plus

puissants en adaptant l'intervention directe ou indirecte selon la conjoncture, afin de favoriser l'atteinte d'objectifs selon un rapport coût-bénéfice d'intervention. Que les barrières à l'intervention directe soient importantes ou non, la Russie et l'Iran parviendraient ainsi à compétitionner avec leurs rivaux internationaux et régionaux. La guerre par procuration pourrait alors constituer un moyen pour une puissance aspirante de remettre en question la puissance d'un État sans avoir à compétitionner à moyen égal ou supérieur. Les dynamiques de la compétition internationale et de la distribution de puissance pourraient alors s'avérer transformées.

Il sera donc nécessaire d'explorer les guerres par procuration dans un contexte plus global, plutôt qu'uniquement régional. Avec la récente escalade de violence en Ukraine et l'importante compétition entre des puissances aspirantes et les États-Unis, il sera urgent de comprendre comment les guerres par procuration permettent aux puissances émergentes de remettre en question la distribution de puissance dans le système international. La puissance américaine semble avoir la plus grande difficulté à établir des partenaires locaux relativement autonomes et capables d'intervenir efficacement dans les guerres par procuration. Avec la multiplication des conflits et des puissances révisionnistes, les États occidentaux devront trouver un moyen de répondre à ces conflits et permettre à leurs alliés de concurrencer dans un environnement conflictuel asymétrique.

Finalement, l'intervention indirecte semble alors donner une flexibilité au commanditaire afin de façonner les conditions nécessaires pour une intervention directe. C'est un phénomène qui semble possible en raison de la projection de puissance et la substitution du combat aux mandataires. Ce phénomène peut s'observer par l'escalade menée par les mandataires russes en Géorgie, qui ont essentiellement poussé Tbilissi à attaquer. Cela a favorisé la levée de certaines barrières à l'intervention directe, ce qui a ensuite permis à la Russie d'intervenir directement. L'utilisation

des mandataires, afin d'escalader le conflit, permettant de générer une intervention directe du rival, témoigne de cette flexibilité. Toutefois, ce phénomène n'a pas été pris en compte par les hypothèses et devra faire l'objet de recherches futures. Si les mandataires permettent en effet d'accroître les capacités du commanditaire et de fournir une flexibilité stratégique dans les moyens de combattre, il se pourrait que l'emploi de ces derniers ait des impacts plus vastes qu'imaginés.

Bibliographie

- Anderson, Noel. 2019. « Competitive Intervention, Protracted Conflict, and the Global Prevalence of Civil War ». *International Studies Quarterly* 63 (3): 692-706. <https://doi.org/10.1093/isq/sqz037>.
- Ansari, Ali M. 2007. « Iran and the United States in the shadow of 9/11: Persia and the Persian question revisited ». Dans *Iran in the 21st Century*, édité par Homa Katouzian et Hossein Shahidi. Routledge.
- Antonenko, Oksana. 2005. « Frozen uncertainty: Russia and the Conflict over Abkhazia ». Dans *Statehood and security Georgia after the Rose Revolution*, édité par Bruno Coppieters et Robert Legvold. American Academy studies in global security. Cambridge, Mass.: American Academy of Arts and Sciences.
- Arabia, Christina L., et Andrew S. Bowen. 2022. « U.S. Security Assistance to Ukraine ». IF12040. Congressional Research Service. <https://crsreports.congress.gov>.
- Asmus, Ronald D. 2010. *A Little War That Shook the World*. New York: Palgrave Macmillan.
- Azizi, Hamidreza. 2021. « The Concept of “Forward Defence”: How Has the Syrian Crisis Shaped the Evolution of Iran’s Military Strategy? » Geneva Center for Security Policy. <https://www.gcsp.ch/publications/concept-forward-defence-how-has-syrian-crisis-shaped-evolution-irans-military-strategy>.
- Bapat, Navin A. 2012. « Understanding State Sponsorship of Militant Groups ». *British Journal of Political Science* 42 (1): 1-29. <https://doi.org/10.1017/S000712341100007X>.
- Bar-Siman-Tov, Yaacov. 1984. « The Strategy of War by Proxy ». *Cooperation and Conflict* 19 (4): 263-73.
- Beehner, Lionel, Liam Collins, Steve Ferenzi, Robert Person, et Aaron F. Brantly. 2018. « Analyzing the Russian Way of War: Evidence from the 2008 Conflict with Georgia ». Report. Modern War Institute. <https://vtechworks.lib.vt.edu/handle/10919/82532>.
- Berman, Eli, et David A. Lake, éd. 2019. *Proxy Wars: Suppressing Violence through Local Agents*. Cornell University Press.
- Biddle, Stephen. 2004. *Military Power: Explaining Victory and Defeat in Modern Battle*. Princeton, New Jersey: Princeton University Press.
- Biddle, Stephen, Julia Macdonald, et Ryan Baker. 2017. « Small Footprint, Small Payoff: The Military Effectiveness of Security Force Assistance ». *International Studies: Faculty Scholarship*, avril. https://digitalcommons.du.edu/korbel_faculty/11.
- Boyle, Edward. 2017. « Borderization in Georgia: Sovereignty Materialized ». *Eurasia Border Review* 7 (mars): 1-18. <https://doi.org/10.14943/ebr.7.1.1>.
- Brehony, Noel. 2020. « The UAE’s Role in the Yemen Crisis ». Dans *Global, Regional, and Local Dynamics in the Yemen Crisis*, édité par Stephen W. Day et Noel Brehony, 131-47. Cham: Springer International Publishing.
- Brown, Seyom. 2016. « Purposes and pitfalls of war by proxy: A systemic analysis ». *Small Wars & Insurgencies* 27 (2): 243-57. <https://doi.org/10.1080/09592318.2015.1134047>.
- Bucala, Paul. 2017. « Iran’s New Way of War in Syria ». Institute for the Study of War. <https://www.criticalthreats.org/analysis/irans-new-way-of-war-in-syria>.
- Buzan, Barry, et Ole Wæver. 2003. *Regions and Powers: The Structure of International Security*. Cambridge Studies in International Relations. Cambridge: Cambridge University Press.
- Byman, Daniel. 2006. « Friends Like These: Counterinsurgency and the War on Terrorism ». *International Security* 31 (2): 79-115.

- Cimbala, Stephen J. 2014. « Sun Tzu and Salami Tactics? Vladimir Putin and Military Persuasion in Ukraine, 21 February–18 March 2014 ». *The Journal of Slavic Military Studies* 27 (3): 359-79. <https://doi.org/10.1080/13518046.2014.932623>.
- Coman, Ramona, Amandine Crespy, Frédéric Louault, Jean-Frédéric 1977- Morin, Jean-Benoit Pilet, et Emilie van Haute. 2016. *Méthodes de la science politique : de la question de départ à l'analyse des données*. Méthodes en sciences humaines, 1373-0231. Louvain-la-Neuve: De Boeck supérieur.
- Cornell, Svante E. 2009. « Pipeline Power: The War in Georgia and the Future of the Caucasian Energy Corridor ». *Georgetown Journal of International Affairs* 10 (1): 131-39.
- D'Anieri, Paul. 2019. *Ukraine and Russia: From Civilized Divorce to Uncivil War*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Darwich, May. 2019. « Saudi policies in the Syrian crisis ». Dans *The War for Syria*, édité par Raymond Hinnebusch et Adham Saouli. Routledge.
- Daubenton, Annie. 2014. *Ukraine l'indépendance à tout prix*. Nouvelle édition revue et Augmentée. Document. Paris: Buchet-Chastel.
- Dukhan, Haian. 2022. « Tribes at War: The Struggle for Syria ». Dans *Actors and Dynamics in the Syrian Conflict's Middle Phase*, édité par Jasmine K. Gani et Raymond Hinnebusch. Routledge.
- Elias, Barbara. 2020. *Why Allies Rebel: Defiant Local Partners in Counterinsurgency Wars*. Cambridge: Cambridge University Press. <https://doi.org/10.1017/9781108784979>.
- English: *Map of Georgia showing the autonomous republics of Abkhazia (de facto independent) and Adjara, and the de facto independent region of South Ossetia*. 2008. United Nations Cartographic Section, Original unmodified map is at <http://www.un.org/Depts/Cartographic/map/profile/georgia.pdf>. https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Georgia_high_detail_map.png.
- Farasoo, Abbas. 2021. « Rethinking Proxy War Theory in IR: A Critical Analysis of Principal-Agent Theory ». *International Studies Review*, n° viab050 (octobre). <https://doi.org/10.1093/isr/viab050>.
- Felgenhauer, Pavel. 2015. « After august 7: The escalation of the Russia-Georgia war ». Dans *The Guns of August 2008: Russia's War in Georgia*, édité par Svante E. Cornell et S. Frederick Starr. New York: Routledge.
- Freedman, Lawrence. 2014. « Ukraine and the Art of Limited War ». *Survival* 56 (6): 7-38. <https://doi.org/10.1080/00396338.2014.985432>.
- . 2015. « Ukraine and the Art of Exhaustion ». *Survival* 57 (5): 77-106. <https://doi.org/10.1080/00396338.2015.1090132>.
- Freedman, Lawrence. 2019. *Ukraine and the art of strategy*. New York: Oxford University Press.
- Freire, Maria Raquel. 2019. « The Quest for Status: How the Interplay of Power, Ideas, and Regime Security Shapes Russia's Policy in the Post-Soviet Space ». *International Politics* 56 (6): 795-809. <https://doi.org/10.1057/s41311-018-0164-y>.
- Fulton, Will, Joseph Holliday, et Sam Wyer. 2013. « Iranian Strategy in Syria ». Institute for the Study of War. <https://www.jstor.org/stable/resrep07899>.
- G. Jones, Seth. 2019. « War by Proxy: Iran's Growing Footprint in the Middle East ». Center for Strategic & International Studies. <https://www.csis.org/war-by-proxy>.
- « Georgia Gives "Last Chance for Peace" in South Ossetia ». 2004. *Civil.Ge* (blog). 19 août 2004. <https://civil.ge/archives/115899>.

- Goodarzi, Jubin M. 2019. « Iran and the Syrian civil war ». Dans *The War for Syria*, édité par Raymond Hinnebusch et Adham Saouli. Routledge.
- Gordadze, Thornike. 2015. « Georgian-Russian relations in the 1990s ». Dans *The Guns of August 2008: Russia's War in Georgia*, édité par Svante E. Cornell et S. Frederick Starr. New York: Routledge.
- Groh, Tyrone L. 2019. *Proxy War : The Least Bad Option*. Stanford, California: Stanford University Press.
- Gunzinger, Mark, et Christopher Dougherty. 2012. « Outside-In: Operating from Range to Defeat Iran's Anti-Access and Area-Denial Threats ». <https://csbaonline.org/research/publications/outside-in-operating-from-range-to-defeat-irans-anti-access-and-area-denial/publication/1>.
- Harris, William W. 2018. *Quicksilver war : Syria, Iraq and the spiral of conflict*. New York, NY: Oxford University Press.
- Henrotin, Joseph. 2015. « La dissuasion ». Dans *Guerre et stratégie*, édité par Stéphane Taillat, Joseph Henrotin, et Olivier Schmitt, 425-40. Hors collection. Paris cedex 14: Presses Universitaires de France. <https://doi.org/10.3917/puf.henro.2015.01.0425>.
- Houshisadat, Seyed Mohammad. 2020. *Iran's Regional Relations: A History from Antiquity to the Islamic Republic*. London: Routledge.
- Hughes, Geraint. 2012. *My Enemy's Enemy*. Sussex Academic press.
- . 2014. « Syria and the perils of proxy warfare ». *Small Wars & Insurgencies* 25 (3): 522-38. <https://doi.org/10.1080/09592318.2014.913542>.
- Illarionov, Andrei. 2008. « Another Look at the August War ». *Hudson Institute*. <https://www.yumpu.com/en/document/read/21824198/another-look-at-the-august-war-hudson-institute>.
- . 2015. « The Russian leadership's preparation for war, 1999-2008 ». Dans *The Guns of August 2008: Russia's War in Georgia*, édité par Svante E. Cornell et S. Frederick Starr. New York: Routledge.
- Johanna, Popjanevski. 2015. « From Sukhumi to Tskhinvali: The path to war in Georgia ». Dans *The Guns of August 2008: Russia's War in Georgia*, édité par Svante E. Cornell et S. Frederick Starr. New York: Routledge.
- Jones, Seth G., Jared Thompson, Danielle Ngo, Brian McSorley, et Joseph S. Bermudez. 2021. « The Iranian and Houthi War against Saudi Arabia ». Center for Strategic and International Studies (CSIS). JSTOR. <http://www.jstor.org/stable/resrep38651>.
- Juneau, Thomas. 2013. « Iran: rising but unsustainable power, unfulfilled potential ». Dans *Iranian Foreign Policy Since 2001*, édité par Thomas Juneau et Sam Razavi. Routledge.
- . 2014a. « Iran under Rouhani: Still Alone in the World ». *Middle East Policy* 21 (4): 92-104. <https://doi.org/10.1111/mepo.12098>.
- . 2014b. « U.S. Power in the Middle East: Not Declining ». *Middle East Policy* 21 (2): 40-52. <https://doi.org/10.1111/mepo.12069>.
- . 2018. « Iran's Costly Intervention in Syria: A Pyrrhic Victory », mai, 20.
- . 2020. « The UAE and the War in Yemen: From Surge to Recalibration ». *Survival* 62 (4): 183-208. <https://doi.org/10.1080/00396338.2020.1792135>.
- . 2021a. « How War in Yemen Transformed the Iran-Houthi Partnership ». *Studies in Conflict & Terrorism*, 1-23. <https://doi.org/10.1080/1057610X.2021.1954353>.
- . 2021b. *Le Yémen en guerre : entre fragmentation et internationalisation*. Le monde en poche. Montréal: Presses de l'Université de Montréal.

- Kamrava, Mehran. 2011. « Iranian Foreign and Security Policies in the Persian Gulf ». Dans *The International Politics of the Persian Gulf*, édité par Mehran Kamrava, 184-206. Syracuse University Press.
- . 2014. « Khomeini and the West ». Dans *A Critical Introduction to Khomeini*, édité par Arshin Adib-Moghaddam, 149-69. Cambridge: Cambridge University Press.
- Karagiannis, Emmanuel. 2013. « The 2008 Russian–Georgian war via the lens of Offensive Realism ». *European Security* 22 (1): 74-93.
<https://doi.org/10.1080/09662839.2012.698265>.
- Kendall, Elisabeth. 2017. « Iran’s Fingerprints in Yemen: Real or Imagined? » Atlantic Council.
<https://www.jstor.org/stable/resrep16801>.
- Kumar, Rama Sampath. 2008. « From Kosovo to Georgia: The US, NATO and Russia ». *Economic and Political Weekly* 43 (36): 24-27.
- Kupchan, Charles. 2001. « Strategy ». Dans *The Oxford Companion to Politics of the World*, édité par Joel Krieger. Oxford University Press.
- Lackner, Helen. 2017. *Yemen in crisis : autocracy, neo-liberalism and the disintegration of a State*. London: Saqi Books.
- Ladwig III, Walter C. 2017. *The Forgotten Front: Patron-Client Relationships in Counterinsurgency*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Lavrov, Anton. 2014. « Russian Again: The Military Operation for Crimea ». Dans *Brothers Armed : Military Aspects of the Crisis in Ukraine*, édité par Colby Howard et Ruslan Pukhov. Minneapolis: East View Press.
- Lawson, Fred H. 2011. « Security Dilemmas in the Contemporary Persian Gulf ». Dans *The International Politics of the Persian Gulf*, édité par Mehran Kamrava, 50-71. Syracuse University Press.
- Lister, Charles. 2016. « The Free Syrian Army: A Decentralized Insurgent Brand ». Brookings.
<https://www.brookings.edu/research/the-free-syrian-army-a-decentralized-insurgent-brand/>.
- Lynch, Marc. 2016. *The new Arab wars : uprisings and anarchy in the Middle East*. New York: Publicaffairs.
- Machiavel, Nicolas. 2018. *Le Prince et autres textes*. Traduit par Christian Bec. Robert Laffont. Paris.
- Mankarious, Henrik Pettersson, Eliza Mackintosh, Dakin Andone, Natalie Croker, Sarah-Grace. 2022. « Six Maps Explaining the Ukraine-Russia Conflict ». <https://www.cnn.com/2022/02/24/europe/ukraine-visual-explainer-maps/index.html>.
- « Map of Yemen ». 2022. Crisis Group. <https://www.crisisgroup.org/middle-east-north-africa/gulf-and-arabian-peninsula/yemen/truce-test-huthis-and-yemens-war>.
- Marshall, Alex. 2016. « From civil war to proxy war: past history and current dilemmas ». *Small Wars & Insurgencies* 27 (2): 183-95. <https://doi.org/10.1080/09592318.2015.1129172>.
- Mearsheimer, John J. 1983. *Conventional Deterrence*. Ithaca: Cornell University Press.
- Meier, Vanessa, Niklas Karlén, Therése Pettersson, et Mihai Croicu. 2022. « External support in armed conflicts: Introducing the UCDDP external support dataset (ESD), 1975–2017 ». *Journal of Peace Research*, août, 00223433221079864.
<https://doi.org/10.1177/00223433221079864>.
- Menon, Rajan, et Eugene B. Rumer. 2015. *Conflict in Ukraine : the unwinding of the post-Cold War order*. Boston review books. Cambridge (Mass.) ; The MIT Press.
<http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb444631150>.

- Minakov, Mikhail. 2017. « Novorossiia and the Transnationalism of Unrecognized Post-Soviet Nations ». Dans *Transnational Ukraine? : Networks and Ties that Influence(d) Contemporary Ukraine*, par Andriy Korniyuchuk, Andreas Umland, Timm Beichelt, Susann Worschech, Andre Härtel, Mikhail Minakov, Yuliya Yurchuk, et Alexander Clarkson, édité par Timm Beichelt et Susann Worschech. Berlin: Ibidem Verlag.
- Moran, Daniel. 2001. « Strategy ». Dans *The Oxford Companion to Military History*, par Richard Holmes, Charles Singleton, et Spencer Jones. Oxford University Press.
- Mumford, Andrew. 2013a. *Proxy warfare*. Cambridge: Polity.
- . 2013b. « Proxy Warfare and the Future of Conflict ». *The RUSI Journal* 158 (2): 40-46. <https://doi.org/10.1080/03071847.2013.787733>.
- Nichol, Jim. 2008. « Russia-Georgia Conflict in South Ossetia: Context and Implications for U.S. Interests ». Library of congress Washington DC congressional research service. <https://apps.dtic.mil/sti/citations/ADA490073>.
- Nilsson, Niklas. 2015. « Georgia's rose revolution: The break with the past ». Dans *The Guns of August 2008: Russia's War in Georgia*, édité par Svante E. Cornell et S. Frederick Starr. New York: Routledge.
- Phillips, Christopher. 2019. « The international and regional battle for Syria ». Dans *The War for Syria*, édité par Adham Saouli et Raymond Hinnebusch. Routledge.
- . 2020. *The battle for Syria : international rivalry in the new Middle East*. New edition. 1 online resource (xvii, 401 pages) vol. New Haven: Yale University Press.
- Poirier, Lucien. 1998. « Dissuasion (stratégie de) ». Dans *Dictionnaire de stratégie militaire : des origines à nos jours*, édité par Gérard Chaliand et Arnaud. Blin. Paris: Librairie académique Perrin.
- Pomeranz, William E. 2016. « Ground Zero : How a trade dispute sparked the Russia-Ukraine crisis ». Dans *Roots of Russia's war in Ukraine*, édité par Elizabeth A. Wood, William E. Pomeranz, E. Wayne Merry, et Maxim Trudolyubov. New York: Columbia University Press.
- Rabinovič, Itamar 1942-, et Carmit Valensi. 2021. *Syrian requiem : the civil war and its aftermath*. Princeton, New Jersey: Princeton University Press.
- Rauta, Vladimir. 2020. « Proxy Warfare and the Future of Conflict: Take Two ». *The RUSI Journal* 165 (2): 1-10. <https://doi.org/10.1080/03071847.2020.1736437>.
- . 2021a. « Framers, founders, and reformers: Three generations of proxy war research ». *Contemporary Security Policy* 42 (1): 113-34. <https://doi.org/10.1080/13523260.2020.1800240>.
- . 2021b. « 'Proxy War' - A Reconceptualisation ». *Civil Wars* 0 (0): 1-24. <https://doi.org/10.1080/13698249.2021.1860578>.
- Razavi, Sam. 2013. « Iran's Levantine ambitions ». Dans *Iranian Foreign Policy Since 2001*, édité par Thomas Juneau et Sam Razavi. London: Routledge.
- Rezaei, Farhad. 2017. *Iran's nuclear program : a study in proliferation and rollback*. 1 online resource (x, 272 pages) vol. Cham: Palgrave Macmillan. <https://doi.org/10.1007/978-3-319-44120-7>.
- . 2019. « Iran's Military Capability: The Structure and Strength of Forces ». *Insight Turkey* 21 (4): 183-216.
- Riedel, Bruce. 2020. « Saudi Arabia's Role in the Yemen Crisis ». Dans *Global, Regional, and Local Dynamics in the Yemen Crisis*, édité par Stephen W. Day et Noel Brehony, 115-30. Cham: Springer International Publishing.

- Rittinger, Eric. 2017. « Arming the Other: American Small Wars, Local Proxies, and the Social Construction of the Principal-Agent Problem ». *International Studies Quarterly* 61 (2): 396-409. <https://doi.org/10.1093/isq/sqx021>.
- Sakwa, Richard. 2016. *Frontline Ukraine : Crisis in the Borderlands*. Paperback edition. London: I.B. Tauris.
- Salehyan, Idean. 2008. « The Externalities of Civil Strife: Refugees as a Source of International Conflict ». *American Journal of Political Science* 52 (4): 787-801.
- . 2010a. « The delegation of war to rebel organizations ». *Journal of Conflict Resolution* 54 (3): 493-515. <https://doi.org/10.1177/0022002709357890>.
- . 2010b. « The Delegation of War to Rebel Organizations ». *Journal of Conflict Resolution* 54 (3): 493-515. <https://doi.org/10.1177/0022002709357890>.
- Salehyan, Idean, Kristian Skrede Gleditsch, et David E. Cunningham. 2011. « Explaining External Support for Insurgent Groups ». *International Organization* 65 (4): 709-44. <https://doi.org/10.1017/S0020818311000233>.
- Schmidt, Søren. 2019. « The Middle East regional security complex and the Syrian civil war ». Dans *The War for Syria*, édité par Raymond Hinnebusch et Adham Saouli. London: Routledge.
- Schulhofer-Wohl, Jonah. 2020. *Quagmire in Civil War*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Seliktar, Ofira, et Farhad Rezaei. 2020. « Proxies in the Gulf and Beyond: Saudi Arabia, the Gulf Principalities, and Yemen ». Dans *Iran, Revolution, and Proxy Wars*, édité par Ofira Seliktar et Farhad Rezaei, 203-34. Middle East Today. Cham: Springer International Publishing.
- Sharp, Jeremy Maxwell. 2015. « Yemen : civil war and regional intervention ». *Library of Congress. Congressional Research Service*, CRS report ; R43960, . http://ezproxy.library.yorku.ca/login?url=https://www.heinonline.org/HOL/Page?handle=hein.crs/crsmthaaafda0001&id=1&size=2&collection=congreg&index=alpha/Y_crs.
- Smith, David J. 2015. « The Saakashvili Administration's Reaction to Russian Policies Before the 2008 War ». Dans *The Guns of August 2008: Russia's War in Georgia*, édité par Svante E. Cornell et S. Frederick Starr. New York: Routledge.
- Snyder, Jack L. 1991. *Myths of empire : domestic politics and international ambition*. Cornell studies in security affairs. Ithaca, N.Y: Cornell University Press.
- Solingen, Etel. 2007. « Pax Asiatica versus Bella Levantina: The Foundations of War and Peace in East Asia and the Middle East ». *American Political Science Review* 101 (4): 757-80. <https://doi.org/10.1017/S0003055407070487>.
- « Syria's Mutating Conflict ». 2012. <https://www.crisisgroup.org/middle-east-north-africa/eastern-mediterranean/syria/syria-s-mutating-conflict>.
- Tamm, Henning. 2016. « The Origins of Transnational Alliances: Rulers, Rebels, and Political Survival in the Congo Wars ». *International Security* 41 (1): 147-81. https://doi.org/10.1162/ISEC_a_00252.
- « The percolating proxy war in Yemen ». 2017. *Strategic Comments* 23 (1): iv-vi. <https://doi.org/10.1080/13567888.2017.1291569>.
- Thévenin, Étienne. 2005. *Enjeu ukrainien : ce que révèle la révolution orange*. Tours: CLD éditions. <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb40028535v>.

- Troxell, John F. 2012. « Military power and the use of force ». Dans *Volume 1: Theory of war and strategy*, édité par J. Boone Bartholomees, 217-42. Strategic Studies Institute, US Army War College.
- « Twenty-First Century Proxy Warfare: Confronting Strategic Innovation in a Multipolar World ». s. d. New America. Consulté le 26 juillet 2021.
<http://newamerica.org/international-security/reports/twenty-first-century-proxy-warfare-confronting-strategic-innovation-multipolar-world/>.
- Vatanka, Alex. 2020. « Iran's Role in the Yemen Crisis ». Dans *Global, Regional, and Local Dynamics in the Yemen Crisis*, édité par Stephen W. Day et Noel Brehony, 149-64. Cham: Springer International Publishing.
- Wayne Merry, E. 2016. « The Origins of Russia's War in Ukraine ». Dans *Roots of Russia's war in Ukraine*, édité par Elizabeth A. Wood, William E. Pomeranz, E. Wayne Merry, et Maxim Trudolyubov. New York: Columbia University Press.
<http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb450138129>.
- Wehrey, Frederic, David E. Thaler, Nora Bensahel, Kim Cragin, Jerrold D. Green, Dalia Dassa Kaye, Nadia Oweidat, et Jennifer Li. 2009. *Dangerous But Not Omnipotent: Exploring the Reach and Limitations of Iranian Power in the Middle East*. RAND Corporation.
<https://www.jstor.org/stable/10.7249/mg781af>.
- Wenz, Melody. 2016. *La politique régionale russe dans l'espace post-soviétique suite aux révolutions de couleur en Géorgie, Ukraine et Kirghizstan*. Collection Géo-sécurité. Paris: Éditions du Cygne. <http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb444990509>.
- Wilson, Andrew. 2014. *Ukraine crisis : what it means for the West*. New Haven: Yale University Press.
- Yeisley, Mark O. 2011. « Bipolarity, Proxy Wars, and the Rise of China ». *Strategic Studies Quarterly* 5 (4): 75-91.
- Zambelis, Chris. 2017. « Institutionalized 'Warlordism': Syria's National Defense Force ». Jamestown Foundation. <https://jamestown.org/program/institutionalized-warlordism-syrias-national-defense-force/>.